

La Relation de Cause à effet dans les Accidents du Travail

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Pierre JAPY

Président : M. ROUAST, Professeur

Suffragants { MM. Maurice PICARD, Professeur
SOLUS, Professeur

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1933



A MON ONCLE
Édouard BOILLAT-JAPY



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Relation de Cause à effet dans les Accidents du Travail

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Pierre JAPY

Président : M. ROUAST, Professeur
Suffragants { MM. Maurice PICARD, Professeur
SOLUS, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
4 bis, Rue des Ecoles

1933



INTRODUCTION

Dans la responsabilité contractuelle ou délictuelle, celui qui se prétend créancier d'une réparation doit prouver la relation de cause à effet entre le dommage subi et l'inexécution ou la faute du débiteur. Ce principe résulte des articles 1315, 1149, 1150, 1151, 1382 du Code Civil.

La loi du 9 Avril 1898 est intervenue pour donner aux accidents du travail un statut particulier. Les éléments essentiels de la responsabilité ont reçu une organisation différente de celle du droit commun. La présente thèse se propose l'étude de la relation de causalité telle qu'elle apparaît dans la loi de 1898 dans la Jurisprudence et la doctrine.

Un exposé ne peut pas se faire sans adopter un certain ordre qui révèle les points de vue d'où l'on se place pour inviter à considérer l'ensemble du sujet. Rien n'oblige de suivre le chemin exact parcouru lors du travail de recherche. Au cours de celui-ci des erreurs ont été vraisemblablement commises, comme de s'engager parfois dans des voies sans issues, il convient d'éviter ces errements si l'on veut servir de guide. Cependant il peut sembler opportun, sans perdre des yeux le but du voyage intellectuel auquel le lecteur est convié et précisément parce que ce but n'est pas de voyager seul dans un monde de convictions que l'on possède déjà, mais de

faire le voyage avec le lecteur, de ne pas procéder par l'affirmation d'une idée directrice dont les conséquences sont ensuite harmonieusement dégagées et enfin montrées conformes à la réalité. Dans ce cas, l'accord entre auteur et lecteur peut bien se faire si la démonstration finit par convaincre, mais il se produit à la fin de l'ouvrage seulement, c'est là qu'auteur et lecteur se rejoignent un peu tard. Il nous paraît préférable de ne pas demander tout de suite que l'on tienne pour vraies nos conclusions, et, sans reprendre peut-être la voie exacte que nous avons suivie seul, de repasser à peu près par les mêmes endroits pour engager le lecteur, par étapes, à penser comme nous, garder sa compagnie, si nous le pouvons, jusqu'au terme de notre thèse.

Nous ne désirons pas dissimuler le plus longtemps possible l'idée vers laquelle nous nous dirigeons. Il adviendra que certains aperçus la laisseront entrevoir avant que nous y soyons parvenus, il est d'ailleurs assez normal que l'approche ne se fasse pas toujours à couvert.

Cet avertissement répond au reproche que l'on nous adressera peut-être de ne pas nous conformer au mode didactique habituel ; nous raisonnerons par induction plus que par déduction, retenant le plus grand nombre possible d'éléments avant de les grouper et de prendre parti. Une thèse avance des propositions qui ne sont pas toutes admises, d'où l'intérêt, même pour les exposer, de ne pas renoncer à la méthode qui les explique le mieux, sans discontinuité, celle suivant laquelle elles ont été peu à peu établies.

Nous admettons bien volontiers que dans le domaine de la relation de causalité en ce qui concerne les accidents du travail, il serait possible d'arriver à la connais-

sance du terrain, sans nécessairement le parcourir sur nos traces, sans faire halte là où nous nous sommes arrêtés. La même observation d'ensemble résulterait alors d'observations fragmentaires différentes des nôtres.

Cela étant nous voulons de suite montrer notre itinéraire et le justifier dans la mesure où il n'y a pas un acte arbitraire dans tout choix.

Le point de départ de notre pensée est celui-ci : Deux ordres de difficultés se présentent dans l'étude de la relation de causalité en matière d'accidents du travail, suivant que le dommage est ou non concomitant à l'accident, phénomène violent, soudain, extérieur. En effet la preuve du dommage, l'étendue du dommage réparé ne sont pas les mêmes dans les deux situations. Il n'est pas possible de séparer celles-ci sans jamais hésiter, les cas limites sont nombreux où il est difficile de savoir si le dommage est immédiat ou médiate par rapport à l'accident. Nous montrerons que ces espèces peuvent se rattacher, suivant l'analyse, à l'un ou à l'autre des deux aspects de la relation que nous envisageons.

Nous examinerons d'abord la première apparence de la relation, soit celle où le dommage est concomitant à l'accident. C'est le cas le plus général, celui où le dommage n'est pas contesté en tant qu'effet d'un phénomène violent, soudain, extérieur, mais où la question se pose de savoir si ce phénomène, et par suite le dommage, se rattache bien au travail. Nous appellerons ce rapport Travail-Accident.

Nous examinerons ensuite la deuxième apparence de la relation, soit celle où le dommage est postérieur à l'accident. En présence d'un dommage tardivement apparu, la question se pose alors de savoir s'il se rattache bien à un accident. Nous appellerons ce rapport Acci-

dent-Dommage. Le cas est rare, il fera l'objet d'une deuxième partie très courte à la fin de cette étude. Nous préférons, malgré sa brièveté, ne pas intégrer cette deuxième partie dans un simple chapitre car le départ est effectué, entre les deux situations, les deux rapports spéciaux de causalité, Travail-Accident et Accident-Dommage, pour la commodité de l'exposé aussi bien qu'il le fut pour celle de l'étude antérieure. Nous avons ici marqué une première classification, elle nous semble correspondre à la nature des choses.

En effet l'analyse du dommage accidentel de la loi de 1898 montre que celui-ci trouve son origine dans le travail, qu'il se réalise ensuite dans un phénomène violent, soudain, extérieur au corps de la victime, que ce phénomène enfin comporte des conséquences dommageables dans le corps de la victime.

Travail, Accident, Dommage, sont comme trois phases de ce que l'on désigne couramment par « accident du travail ».

C'est du travail que procède le dommage par le moyen terme de l'accident. Si le dommage ne provient pas d'un accident du travail, il n'est pas garanti par la loi de 1898.

L'idée de diviser la relation du dommage au travail en deux, est toute naturelle après notre analyse.

Il y a deux relations successives de cause à effet à vérifier dans tout accident du travail. L'accident phénomène violent, soudain, extérieur par opposition à la maladie évolution morbide, lente, non retenue par la loi, doit dépendre du travail et le dommage souffert doit bien être celui qui dépend de l'accident pour être réparé.

Pendant si l'accident en tant que phénomène extérieur est immédiatement suivi du dommage qu'il a occa-

sionné, la relation est tellement étroite entre accident et dommage qu'elle semble établie par les faits. Il ne reste plus alors qu'à déterminer la relation de l'accident au travail pour mettre le dommage en rapport avec le travail. ,

Si l'accident, toujours au sens de phénomène extérieur, est suivi d'un dommage médiate, il importe par contre d'établir la relation que les faits ne rendent plus évidente. Il faut, en plus de la relation première du travail à l'accident, reconnaître la deuxième, celle de l'accident au dommage.

Il nous a donc semblé que le problème de la causalité en matière d'accidents du travail était essentiellement, quand le dommage était immédiat, l'étude de la relation Travail-Accident. Quand le dommage était médiate, celle de la relation Accident-Dommage.

Dans cette dernière éventualité il serait inutile de reprendre le rapport Accident-Travail qui précède celui Accident-Dommage, puisqu'il est étudié à part.

Pour dégager les traits du rapport de causalité Travail-Accident, nous nous proposons, dans un premier titre rapide, de rappeler certaines particularités des débats parlementaires.

Il est en effet permis de conclure, du sens donné dès les débats aux termes « fait » et « occasion » du travail, à la règle originelle qui présidait à l'estimation du rapport nécessaire entre Travail et Accident pour que l'accident donnât lieu à indemnité.

Nous désirons mettre cette règle de suite en évidence, car elle domine à notre avis toute la matière. Nous retrouverons, affirmées plus tard, les idées de loyauté, de conscience professionnelle, en dehors desquelles le travail utile pour occasionner l'accident réparé, n'existe

plus. Or, ces pensées, nous le prétendons n'ont pas été étrangères au législateur de 1898.

Des critiques sont faites à la jurisprudence actuelle d'être arbitraire, prétorienne, au contraire nous la légitimons en la rattachant au texte législatif même.

Notre premier Titre sera de la relation Travail-Accident d'après les travaux préparatoires. Il aura deux chapitres, l'un sera consacré au fait et à l'occasion du travail tels que des exemples nous font saisir la manière dont ils étaient compris à l'époque, l'autre s'efforcera de se baser sur de ces éléments pour induire une règle d'appréciation de la causalité, une idée au moins que nous retrouverons plus ferme dans la suite de cette étude.

En possession de ces données il nous sera plus facile d'aborder dans un deuxième titre la même relation en doctrine et jurisprudence.

Puisque la relation est soit dans le « fait » du travail soit dans son « occasion » il semble assez logique de consacrer un chapitre au fait, bien que très étroitement délimité, et de réserver un autre chapitre à l'occasion.

Plusieurs sections nous seront nécessaires dans ce deuxième chapitre dont le domaine est si vaste. Le mot occasion n'a en somme jamais été défini, c'est dans une infinité de cas particuliers que le lien Travail-Accident est ou n'est pas assez fort pour être retenu, pour transformer l'accident quelconque en accident du travail.

Il faut bien encore ici choisir les points de vue d'où l'on considérera le rapport. Nous envisagerons l'occasion sur le vif, dans les différentes circonstances où elle se rencontre par suite de cas fortuits, de force majeure, ou du fait d'un autre ouvrier, d'un préposé, du patron, d'un tiers, du fait même de la victime. Notre méthode précédemment déclarée est bien de réunir un grand nom-

bre d'éléments pour les former en faisceau et les faire converger vers notre but. Nous consignerons nos observations pour ces espèces, occasions du travail, faits du travail au chapitre antérieur, procédé expérimental, tout en nous intéressant aux règles qu'il serait possible d'induire au fur et à mesure des remarques.

Mais nous réserverons, pour un chapitre où nous prendrons directement parti sur le fond, sur la doctrine qui semble constituer le système le plus solide, les idées que nous aurons seulement esquissées.

Le rapport Travail-Accident, fait ou occasion du Travail, nous étant suffisamment connu, nous étudierons, en un troisième chapitre, la règle d'heure et de lieu que la Cour de Cassation avait posée au fond pour reconnaître la réalité de l'occasion et l'évolution de cette règle. Il paraîtra surprenant de traiter de la règle à laquelle doit satisfaire l'occasion pour être utile, après avoir recherché cette occasion, sinon dans un esprit de système au moins par sondage. Nous croyons pouvoir nous permettre cette hardiesse, elle est logique, nous procédons du particulier au général.

Arrivés à la règle d'heure et de lieu, après avoir constaté en une première section sa signification très spéciale dans la terminologie de la Cour Suprême nous ne pouvons pas remettre le débat sur le fondement de la loi, c'est-à-dire l'interprétation actuelle de la formule d'heure et de lieu. Nous passerons en revue dans une deuxième section les théories, la doctrine de M. Rouast, celle de M. Cuche, qui défendent l'une la subordination, l'autre le risque professionnel, comme critérium de l'occasion du travail. Nous tenterons un rapprochement entre les deux points de vue au paragraphe suivant : « Qu'est-ce que le risque professionnel et la subordination ? »

Nous compléterons ce paragraphe de deux autres, en vue de déterminer : si certaines applications pratiques de l'idée de risque professionnel ne peuvent se justifier aussi bien par la subordination et si la profession dont le risque est garanti ne pourrait s'élargir jusqu'à la dépendance économique, puis nous nous hasarderons à préciser notre point de vue. Nous essaierons alors de donner toute leur valeur aux appréciations déjà portées sur les travaux préparatoires et aux remarques faites à propos des différentes espèces observées dans le deuxième chapitre, en affirmant le critérium auquel nous nous arrêtons.

Nous aurons successivement abordé le fait et l'occasion du travail en jurisprudence et doctrine, d'abord par le détail des notes prises sur le vif, puis par l'étude de la règle fondamentale permettant de systématiser les premières informations, il nous restera pour terminer à montrer comment la relation occasionnelle se prouve, les différentes présomptions admises à cet égard et leur réaction sur le fond, sur la causalité même.

Notre examen portera ainsi dans un quatrième chapitre sur la preuve du rapport Travail-Accident, de l'Accident, fait violent, soudain, extérieur, et du Dommage accidentel immédiat. A propos de ce dommage nous signalerons que l'étude en cotoie à chaque instant celle, que, pour satisfaire à notre idée de départ, nous ferons dans une brève deuxième partie, du rapport Accident-Dommage, c'est-à-dire de l'éventualité où le dommage est médiate par rapport à l'accident. Ces passages, où nous aurons marqué la frontière mouvante entre les deux relations, nous serviront de transition pour accéder à la deuxième partie divisée en deux chapitres respectivement consacrés à la charge de la preuve et au dommage direct, dans cet autre aspect de la causalité en matière d'accident du travail.

PREMIÈRE PARTIE

RELATION TRAVAIL-ACCIDENT

La loi du 9 Avril 1898 commence par ces mots : « les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail..... » telle est l'expression très vague choisie par le législateur pour définir le lien de causalité nécessaire entre le travail et l'accident, le lien qui caractérise l'accident dont il s'agit, lui donne sa valeur juridique particulière, le faisant passer du droit commun dans le domaine d'application de la loi. Le fait ou l'occasion, les termes ont un sens si général, une extension si démesurée, qu'ils deviennent amorphes, ils prendront indifféremment la forme de la pensée qui voudra se servir d'eux, et ne s'appliqueront exactement à aucune des idées qu'ils revêtiront comme d'un habit trop ample. La Jurisprudence et la doctrine avaient donc la plus grande liberté pour évoluer, et créer, dans une règle aussi large. Après avoir recherché les contours de la pensée du législateur, il était forcé, et peut-être heureux, de faire œuvre plus originale en construisant un système jurisprudentiel accordé aux circonstances de la vie, aux opinions et aux mœurs. Les auteurs, sans rien reprendre au texte en vigueur, pourraient lui découvrir un fondement nouveau, c'est son tort et son mérite que d'être dans son inconsistance susceptible de rajeunir. Tort du point de vue rationnel qui veut une loi positive dont l'intelligence ne dépende pas aussi étroitement de l'esprit dans lequel elle est commentée, mérite du point de vue de la pratique si l'évolution peut se faire dans le sens d'une meilleure justice.

Nous croyons que l'interprétation donnée à la règle

de causalité dans les accidents du travail a été en fait heureuse. Nous nous demanderons si le point où elle est parvenue dans la dernière doctrine ne marque pas comme une limite.

Peut-être eut-il convenu d'aborder tout de suite le débat où s'agite le fondement même de la loi de 1898. Quelle est la nature juridique de la prestation fournie, est-ce une réparation dommages-intérêts ou une réparation pension-alimentaire ? De la position prise dépend, en effet, la conception que l'on se forme du rapport de causalité s'exerçant soit entre le risque professionnel et l'accident, soit entre le service commandé et l'accident. Mais outre que les points de vue se sont affirmés et opposés surtout à propos de la présomption « d'heure et de lieu » ce qui nous conduirait à l'aborder trop tôt, il nous semble que les deux théories ne sont pas aussi éloignées qu'elles le paraissent, nous ne sommes donc pas pressés de prendre parti — Nous nous proposons d'étudier :

TITRE PREMIER : *La relation dans les travaux préparatoires.* — Chapitre premier : Le fait et l'occasion du travail ; chapitre II : Comment s'apprécie déjà le lien de causalité.

TITRE II : *La relation en jurisprudence et doctrine.* — Chapitre premier : Le fait du travail ; chapitre II : L'occasion du travail ; chapitre III : L'heure et le lieu du travail (*question de fond*) ; chapitre IV : La preuve de la relation.

TITRE PREMIER

La relation dans les travaux préparatoires

CHAPITRE PREMIER

Le fait et l'occasion du travail

Après plusieurs projets et discussions qu'il ne nous est pas possible de rapporter, la Commission Sénatoriale adopta dans sa séance du 4 Juillet 1895, le texte suivant : « Les accidents survenus dans leur travail et à l'occasion de leur travail ».

En deuxième lecture, la Commission renouvelée qui avait pour rapporteur M. Thévenet, proposa le texte actuel : « Par le fait du travail ou à l'occasion du travail ».

Pour ce qui est du fait, M. Thévenet a bien précisé sa pensée, il y a « fait » quand l'accident est une conséquence directe du travail particulier assigné à l'ouvrier. Il n'y a pas de difficulté à saisir cette relation étroite entre la victime et le matériel spécial dont elle se sert dans l'accomplissement régulier de sa tâche.

Les discussions n'ont jamais porté sur le sens du mot « fait ». Qu'importent les restrictions, les limites si resserrées dans lesquelles il est inscrit, l'extension du terme « occasion » est certainement plus grande, dès lors, nul n'a refusé d'accepter que l'étendue du fait soit faible. Pour nous servir d'une image, l'occasion étant

un grand domaine, le fait est en son centre, un enclos, la clôture le séparant du reste du terrain est sans importance, la franchir ne conduit pas à des terres étrangères, peu importe de la passer à un moment ou à un autre, la question est de savoir où sont les frontières de l'occasion. Pour les trouver à l'origine de la loi, nous nous reporterons à quelques points précisés par les débats parlementaires, ils nous serviront de jalons.

M. Morin dans sa thèse (1) « De la notion de l'Accident du travail » rapporte des extraits du *Journal officiel* qui révèlent la pensée du législateur.

Première Espèce. — « En réponse à la question de « savoir si un ouvrier chargé d'alimenter un générateur, « et blessé par l'explosion de la machine, devait être « considéré comme victime d'un accident survenu à « l'occasion du travail, M. Poirrier, rapporteur, « déclare que l'ouvrier ou l'homme de peine chargé « d'alimenter le générateur d'une machine à vapeur, « de porter à la machine de l'eau ou du charbon, s'il « était blessé par le fait de la machine, aurait droit à « une indemnité, comme ayant été blessé, sinon dans « l'exercice, du moins à l'occasion de son travail » (2). Ceci caractérise seulement « l'occasion » en général, affirme son existence au delà de celle du fait, l'accident réparé n'est pas le résultat direct de l'accomplissement de la tâche.

D'autres exemples vont nous permettre de serrer la notion de plus près.

2^e Espèce. — « M. Bérenger présenta le cas sui-

(1) Thèse, Paris 1903.

(2) Sénat, séance du 4 juillet 1895, *J. Off.* du 5 juillet, déb. parl., p. 728.

vant : « Un homme descend un escalier, il fait un faux-
« pas, et se casse une jambe, allez-vous dire qu'il est
« dangereux de descendre un escalier ? »

— M. le Rapporteur : « Il ne s'agit en ce moment que
« des accidents du travail industriel » (1).

Nous remarquons que pour se faire reconnaître, l'occasion du travail doit résulter de l'outillage général ou des forces employées à son action, dégagée de ces causes, elle perd son efficacité, ce n'est plus l'occasion telle que l'entend la loi, à plus forte raison, les événements de force majeure ne seront-ils pas retenus.

3^e espèce. — « M. Silhol a demandé si un ouvrier blessé
« en se rendant à son travail avait droit à une indemnité » :

— M. Poirrier, rapporteur : « Nous ne nous occupons
« pas des accidents qui se produisent en dehors de l'usine
« ou du chantier, bien entendu ».

— M. Silhol : Il faudrait s'expliquer alors, et dire « Et
« à l'occasion de son travail à l'intérieur du chantier
« ou de l'usine ».

— M. le Rapporteur : Le sens nous a paru si clair que
« nous n'avons pas cru devoir le spécifier » (2).

Donc, l'occasion dont parle la loi est restreinte à celle comprise dans le périmètre de l'usine, l'accident qui se rapporterait par certains côtés au travail ne constituerait pas le titre donnant droit à réparation s'il ne s'était produit dans l'usine.

4^e espèce. — M. Blavier pose la question suivante : « Un ouvrier descend dans une ardoisière malgré

(1) Sénat, séance du 4 juillet 1895, *J. Off.* du 5 juillet, déb. parl., p. 728.

(2) Sénat, séance du 4 juillet 1895, *J. Off.* du 5 juillet, déb. parl., p. 731.

« la défense qui lui est faite, et se blesse. Est-ce à l'occasion de son travail ? »

— M. Maxime Lecomte : « Il y a faute lourde dans ce cas ».

— M. Blavier : « Ah la faute lourde, nous avons assez de procès à soutenir à ce propos pour savoir ce que l'on entend par cette expression de faute lourde ».

— M. Floquet : « Ce n'est pas à l'occasion de son travail que l'ouvrier a été blessé, puisqu'on lui avait défendu de travailler ».

M. Blavier : « Très bien, voilà qui est entendu, je n'insiste pas » (1).

M. Morin voit ici, dans le rejet de la responsabilité patronale, comme un reflet de la théorie classique de la faute. Le patron a le devoir de surveillance, mais ne saurait être présumé en faute quand il a manifesté sa volonté, et que l'ouvrier l'a transgressée. La remarque est intéressante et nous semble exacte à une époque où l'idée de réparation était étroitement associée à celle d'une faute cause du dommage. Il était difficile de se dégager entièrement des principes reçus, mais il ne faut pas s'exagérer la force de cette emprise, la loi admet qu'une faute dans l'exercice de la profession est sans influence, elle équivaut au cas fortuit. Il y a quand même un certain départ à opérer entre les fautes, l'esprit de la loi n'est pas purement objectif, il y a lieu de rechercher (article 20) si une faute est insignifiante, fortuite, ou inexcusable, ou telle qu'elle exclue l'application de la loi. La recherche d'une faute ne peut pas se faire sans parfois analyser des volontés, celles-ci sont rete-

(1) Sénat, séance du 4 juillet 1895, *J. Off.* du 5 juillet, déb. parl., p. 732.

nues parmi les différentes circonstances dont le travail s'entoure.

A propos de la limite de l'occasion telle qu'elle était conçue même par le législateur, nous désirons marquer le caractère humain de la relation entre le travail et l'accident. L'appréciation de cette relation ne se fait pas sans tenir compte de facteurs psychologiques. L'idée qui apparaît dès les débats sera une de celles dont la fortune sera la plus assurée, elle marque une frontière au delà de laquelle le lien nécessaire ne subsiste pas, elle ne sera pas reportée plus loin comme il adviendra à certaines bornes du domaine de l'occasion délimité par la loi.

Dans cet examen rapide du sens attribué à « l'occasion », nous ne parlons pas des conditions suivant lesquelles la relation de causalité prend sa valeur, c'est-à-dire du travail particulier visé par loi, de la nécessité du contrat de travail entre l'employeur et l'employé. Nous ne nous sommes pas proposé de situer la loi elle-même, dans l'ensemble du droit positif, mais dans la loi, de faire apparaître la nature, l'intensité du lien de cause à effet.

Pour conclure sur la formule, « par le fait du travail ou à l'occasion du travail », par laquelle commence la loi de 1898 et sur le sens qui lui était alors attribué, nous dirons : La relation entre l'accident et le travail doit avoir lieu à l'intérieur même de l'usine. L'accident doit résulter de l'action de l'outillage mis en œuvre par la victime, c'est alors un fait du travail, ou l'accident doit résulter de l'action de l'outillage général de l'entreprise, du jeu des forces qui le mettent en œuvre ; il survient alors à l'occasion du travail.

CHAPITRE II

Comment s'apprécie déjà le lien de causalité ?

L'idée apparaît que le travail garanti n'est pas un phénomène purement objectif, une occupation suffisante par elle-même. Si le travail garanti résulte de la détermination de la loi, le contrat de travail est pris aussi en considération, la façon dont il s'exécute (les circonstances du travail dira plus tard la Jurisprudence) semble ne pas être indifférente. La preuve en est que l'ouvrier à son travail malgré les ordres du patron, n'est pas victime d'un accident du travail. C'est peut-être une survivance de l'idée de faute. Nous verrions volontiers là un précepte de morale qui admettant dans une certaine mesure la charge du risque pour celui appelé à en profiter ou celle du commandement, hésite à reconnaître la réalisation d'un véritable risque ou une attitude de dépendance dans un acte où une volonté hostile a pris une part prépondérante. La loi dans son article 20 exclut du bénéfice des indemnités « la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident », *elle autorise donc une analyse de la volonté.*

L'intention de provoquer l'accident, la faute inexcusable ou la faute simple, ne sont pas des espèces essentiellement différentes. Elles marquent comme des étapes d'une même voie, elles ne sont pas séparées, discontinues, entre elles sont des fautes sur la nature desquelles il est permis d'hésiter, et sur lesquelles le Juge doit prendre parti.

Certains actes ne sont pas de nature simple, ils présentent des caractères qui les rapprochent à la fois des actes à titre gratuit et des actes à titre onéreux. Tout en rattachant un acte à l'une de ces catégories il arrive de dire qu'il participe aussi de la nature de l'autre. Ainsi en est-il, à plus forte raison, des fautes dont la nature unique facilite le rapprochement des termes d'une division tri-partite : une faute inexcusable peut participer de la nature d'une faute intentionnelle de l'article 20.

En effet qui dira le moment où une velléité devient une volonté, celui où l'insouciance pure se transforme en insouciance d'où la représentation de l'accident n'est pas exclue. A partir de quel degré d'intensité l'accident envisagé comme non-impossible, puis comme possible, semble-t-il si possible qu'il est accepté, où est-il tellement accepté qu'il est presque voulu, où voulu partiellement ?

Dans la volonté de la faute comment faire le départ des conséquences plus ou moins consciemment rattachées à l'acte fautif pour apprécier sa gravité, quelle est la dernière conséquence suffisamment conçue pour la compter dans l'analyse de l'intention de provoquer un accident ? Il n'y a pas de critérium absolu, il y a des fautes que les juges apprécient en leur âme et conscience en tenant compte de toutes les circonstances de nature à les éclairer.

Mais surtout la faute n'est pas prise ici en considération pour elle-même, comme s'il s'agissait de la responsabilité générale. La faute intervient seulement pour dissocier les éléments qui doivent être en rapport « travail » et « accident ». Il convient de se souvenir que la réparation d'un accident mise à la charge de l'employeur n'implique pas sa responsabilité au sens habituel du

mot où la notion d'imputabilité joue un rôle essentiel. Cela est si vrai que l'employeur manifestement aliéné n'est pas exonéré de cette réparation d'un dommage qui ne lui est pas imputable. Aucune faute de la victime ne saurait être invoquée pour soustraire le patron à une réparation dont le fondement n'est pas sa faute. Mais l'accident doit être survenu à l'occasion du travail, et c'est cette relation de causalité qui est brisée par certaines fautes. La loi a prévu celle qui est l'intention de provoquer l'accident. D'autres fautes s'apparentent à elle, dénaturent le travail et amènent la séparation de l'accident subi et du travail garanti. Elles n'interviennent pas en tant que fautes pour exonérer l'employeur de la faute qui lui serait imputable, elles sont des contradictions apportées au travail qui en suspendent le cours, en arrêtent l'évolution jusqu'à l'accident ; le trait d'union n'est plus entre le travail et l'accident, mais entre elles et cet accident. Obliger des personnes qui n'ont aucune faute à se reprocher, à indemniser des victimes, cela semble une simple règle de répartition d'une charge analogue à celle de l'impôt. La règle morale en matière d'impôts apparaît dans l'appréciation des facultés contributives, elle apparaît en ce qui concerne les accidents du travail dans l'appréciation du lien travail-accident qui rend son droit à l'analyse subjective, n'importe quel travail, ou si l'on préfère n'importe quel rapport entre travail et accident ne convient pas, il faut ce que la loi appelle « l'occasion ».

Nous avons tout de suite insisté sur ce point, parce que nous croyons qu'il y a là l'explication de certains arrêts d'apparences parfois contradictoires. Un accident survenu ne rentrera pas dans le domaine de la loi, ou y entrera, suivant que les circonstances du tra-

vail analysées, révéleront ou ne révéleront pas, de la part de la victime, une volonté fautive telle qu'elle soit nettement exorbitante du cadre du risque professionnel, ou de celui des charges du commandement. L'appréciation de cette faute, de sa gravité, au point de la faire participer de l'intention dolosive comme également étrangère au travail, dépend du juge, d'où des incertitudes dans les arrêts. L'analyse n'est pas toujours évidemment énoncée. Les motifs diront que l'ouvrier n'était pas à l'heure ou au temps de son travail, mais ces faits ne seront établis que parce qu'il y aura eu faute. Nous verrons que les notions de temps et de lieux ne correspondent pas à une simple définition physique, elles sont pénétrées par des considérations sur la personne et les conditions du travail.

TITRE II

La relation en jurisprudence et doctrine

CHAPITRE PREMIER

Le fait et l'occasion du travail

Les développements qui précèdent nous conduisent à parler de la Jurisprudence quant au fait du travail, non pas pour constater l'application des principes énoncés, bien au contraire, il semble que dans le fait du travail il y ait un lien objectif tellement fort entre l'accident et le travail que la Jurisprudence hésite à briser la causalité matérielle, par les circonstances fautives ou étrangères au travail dans lesquelles l'accident est arrivé. Heureusement le fait du travail reste étroitement délimité. La lésion doit toujours être subie dans une entreprise close, que ce soit celle où l'ouvrier est occupé, ou celle où il est envoyé sur l'ordre de son patron (1), mais quant au matériel dont le traumatisme doit résulter, ce n'est plus seulement celui que l'ouvrier dirige, met en œuvre dans l'exécution de sa tâche, c'est tout le matériel de l'entreprise. Le cas relaté dans notre premier titre (2) de l'homme de peine blessé par l'explosion d'une machine, n'est plus l'occasion mais le fait du travail.

(1) Civ., 22 mars 1922, *Gaz. Parl.*, 1922.1.749.
3 février 1925, *Gaz. Parl.*, 1925.1.591.

(2) page 20.

Nous citerons des exemples empruntés à M. Morin (1) : Civ., 17 Février 1902, Gazette des Tribunaux, 23 Février 1902 : Un ouvrier quitte son poste de travail pour chercher du papier à cigarettes, et se blesse.

Req. 24 Mars 1902, Gazette des Tribunaux, 26 Mars 1902 :

Un ouvrier de chemin de fer interrompant son service pour aider les ouvriers d'un négociant à décharger un wagon de marchandises situé dans le périmètre de la gare, est blessé par la rupture d'un instrument appartenant à la C^{ie}.

Des exemples empruntés à M. Sachet (2) :

— Un ouvrier étant resté pendant l'heure du repas dans un atelier de laminage se blesse en introduisant entre les cylindres un morceau de caoutchouc, Civ., 8 Juillet 1903, D, 1903.1.510.

— Un ouvrier mineur se rend dans une partie de la mine où son travail ne l'appelle pas et s'électrocute en tombant sur un câble, Civ., 14 Avril 1921, S. 21.1.369 (II^o) et la note de M. Sachet.

— Un ouvrier est blessé par une machine en manœuvre dans un atelier dont l'entrée était interdite, Civ., 29 Novembre 1922.

— Un ouvrier se blesse sur une scie mécanique en faisant un barreau de chaise destiné à un ami. Civ., 14 Février 1921, S. 21.1.369 (10^o).

— Un ouvrier chargé de passer des lattes à la meule à émeri est blessé par la meule en fabriquant un briquet pour son usage personnel, Civ., 22 Décembre 1914, D. 17.1.23, et la note de M. Sachet, S. 21.1.369.

(1) Thèse, Paris 1903, p. 65.

(2) Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 7^e éd., T. I., p. 289.

— Un ouvrier est blessé mortellement en dehors des heures de son travail dans un lieu où son service ne l'appelait pas, Civ., 7 Juin 1928, D. H. 1928.1.399.

« Attendu que dans les industries visées à l'article 1 de la loi du 9 Avril 1898 où le travail s'effectue sous la direction du chef d'entreprise, on doit considérer survenu par le fait du travail, tout accident causé par l'outillage ou les forces qui l'actionnent, et arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier était soumis à cette direction, que le risque professionnel mis à la charge du patron n'est pas seulement inhérent à la besogne assignée à chaque ouvrier, mais encore à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entreprise pour atteindre une production déterminée, l'obligation du chef d'entreprise d'assurer la sécurité de ses ouvriers ne cessant que là où son autorité prend fin ».

A peine trouvons-nous un arrêt de la Cour de Paris du 30 Mars 1901, Recueil min. comm., page 784, refusant le bénéfice de la loi à un ouvrier lamineur qui par jeu voulut faire laminier une pièce de 10 cent. et eut la main mutilée (1).

La jurisprudence de la Cour de Cassation très ferme, nous semble discutable. Des fautes commises dans le travail, comme d'introduire par pure fantaisie un morceau de caoutchouc dans un laminoir, de faire un barreau de chaise pour un ami, de faire un briquet à son seul usage, devraient, à notre sens, être appréciées comme rompant la relation du travail et de l'accident. Si un risque s'est réalisé dans ces espèces, était-il encore professionnel ? Oui, à s'en tenir aux apparences, mais l'analyse de l'acte les contredit. Si la réparation de l'accident

(1) Dans le même sens, Caen, 17 déc. 1900, D., 1901.2.131.
Le Havre, 9 mars 1901, D., 1901.2.310.

est une charge de l'autorité, ne doit-on pas rejeter la charge qui résulte de la transgression des ordres exprès ou au moins tacites ?

Il y a là sans doute une question d'appréciation personnelle, la volonté de la victime peut ne pas paraître si étrangère au travail qu'elle détache l'accident du travail comme l'intention de provoquer l'accident, prévue à l'article 20. Mais il semble que la question ne se pose même pas. Le fait du travail créerait une relation si solide qu'elle ne céderait sous aucune pression. C'est contre ce principe que nous nous élevons.

CHAPITRE II

L'Occasion du travail

L'ouvrier à son travail est protégé contre tout accident résultant d'un cas fortuit, du fait d'un autre ouvrier, d'un préposé, du patron, d'un tiers, ou de son propre fait, autant de situations différentes que nous nous proposons d'examiner.

SECTION PREMIÈRE

Le cas fortuit et la force majeure

L'opinion couramment reçue est que la réparation du cas fortuit est comprise dans les charges du patron, tandis que la force majeure l'exonère de toute indemnité. Il y aurait cas fortuit ou force majeure suivant que le phénomène est, dans sa cause, intérieur ou extérieur à l'entreprise.

La règle ne semble pas bien satisfaisante. En effet, si nous l'appliquions au cas d'insolation, la cause étant sans doute extérieure à l'entreprise, l'insolation devrait être un cas de force majeure, et exonérer l'employeur. Elle est cependant traitée en pratique comme un cas fortuit. Il est vrai que la Jurisprudence considère que seule la force majeure pure possède la vertu d'exonérer. Quand les effets de la force majeure ont été aggravés par le travail, le dommage correspondant est pris en charge.

Tout effort accompli au soleil ne peut sans doute

qu'aggraver l'influence de la chaleur solaire, mais les arrêts ne semblent pas exiger que la nature particulière du travail ait accru l'effet du soleil. Le fait d'être exposé au soleil et violemment et soudainement indisposé par le soleil, au lieu et à l'heure du travail, suffit, quelque extérieure soit la cause pour donner droit aux indemnités de la loi de 1898. Peut-être les arrêts constateront-ils que l'effet du soleil a été aggravé, oui si l'on admet que la victime n'étant pas obligée de travailler, ne serait pas restée exposée à la chaleur, mais on pourrait aussi bien dire que dans un travail nécessitant peu d'efforts, les causes d'aggravation des effets d'un phénomène naturel sont si faibles qu'elles sont négligeables et considérer l'insolation comme un effet pur et simple du soleil. En réalité, c'est l'effet pur et simple du soleil, de la force majeure qui est indemnisé comme dans un cas fortuit. On pourrait nous objecter un arrêt : Req. 15 Juin 1903, Gaz. du Pal. 1903.2.68 qui n'a pas reconnu victime du travail un cocher mort d'insolation « lorsque le toit de la voiture qu'il conduisait abritait des rayons du soleil la place où il se tenait nécessairement pour conduire, et si d'une façon générale il n'est pas établi que les effets de l'insolation, qui a entraîné sa mort, aient été provoqués ou aggravés par les conditions dans lesquelles il accomplissait son travail ».

Il nous semble que la Cour a considéré le fait que les rayons du soleil ne pouvaient pas tomber sur le cocher, comme une preuve suffisante de la prédisposition, cause exclusive, que nous rencontrerons à propos du dommage. Si le cocher avait été exposé au soleil, son arrêt aurait été modifié très certainement, et nous ne voyons pas en quoi conduire une voiture aggrave les effets du soleil

par rapport au risque général couru par chacun dans la période des fortes chaleurs.

Il faut bien reconnaître que là où la Jurisprudence se décide à parler d'aggravation du risque, il n'y a en réalité, dans le travail, rien de plus que l'occasion d'être tout simplement exposé au risque.

Prenons un autre exemple d'intempérie, le froid :

— Un ouvrier exposé à un grand froid dans sa journée de travail, est trouvé le lendemain mort de congestion dans sa chambre, Dijon, 29 Décembre 1931, D. H. 1932.2.62.

« Considérant qu'il résulte des dépositions des témoins entendus à l'enquête à laquelle il a été procédé en vertu de l'article 12 de la loi de 1898, que le 15 Février, au cours de la tournée qu'il fit pour placer des marchandises X s'était plaint à plusieurs reprises de souffrir tout particulièrement du froid, et qu'en rentrant à son hôtel il avait dit qu'il ne pouvait se réchauffer.... que le Docteur Y a pu conclure qu'il était mort vraisemblablement de congestion due au froid, rattachant ainsi implicitement le décès à ces malaises éprouvés ».

Le défendeur soutenait que la victime avait aussi bien pu succomber au froid qu'il faisait dans sa chambre, ce qui aurait exclu l'accident du travail et l'application de la loi. La Cour rejette cet argument et décide : « Qu'il convient dès lors d'admettre d'une part la relation entre le décès de X et son travail, d'autre part l'application de la loi du 9 Avril 1898 à ce décès dû à l'action des forces de la nature aggravée par les conditions du travail ».

L'affirmation est aisée, mais nous ne voyons pas que la Cour ait établi que les conditions du travail aient aggravé l'action du froid. Il n'est pas relaté que l'ouvrier

ait été obligé de rester immobile en un endroit d'une entreprise particulièrement exposé. Nullement, cet ouvrier va par la région pour placer des marchandises, il semble que l'exercice soit plutôt de nature à combattre le froid, au moins aurait-il fallu tenter un effort de démonstration, mais par une décision qui se suffit à elle-même, comme abstraite, sans cause, les conditions du travail sont déclarées avoir aggravé les effets de la force majeure, si bien que cette force majeure toute simple, nue, dans le cas particulier n'exonère plus l'employeur. Il semble que nous pouvons tirer cette conclusion de la Jurisprudence, qu'elle essaie de limiter les cas où la force majeure exclut la responsabilité du patron. Nous l'approuvons dans cette tendance, mais non pour les raisons qu'elle donne.

La loi de 1898 n'a pas parlé de cas fortuit de force majeure, mais des accidents survenus à l'occasion du travail. Nous avons déjà dit que la faute intentionnelle de provoquer l'accident n'arrêtait pas l'application de la loi comme la faute du créancier contractuel ou délictuel peut exonérer le débiteur apparent de réparation, en tant que faute, mais en tant qu'elle était étrangère au travail, et sortait de l'occasion. Il n'y a pas à se placer dans l'examen de la force majeure et du cas fortuit à un autre point de vue.

Sans doute le cas fortuit défini comme la réalisation d'un risque imprévu, mais tenant au fonctionnement même de l'entreprise, ne donne lieu à aucune hésitation. Le cas fortuit, c'est l'occasion du travail la mieux établie, l'occasion type dans la pensée du législateur, ce qui tient au fonctionnement de l'entreprise, se rattache solidement au travail.

La force majeure qui a un caractère d'extériorité sem-

ble plus embarrassante, quand elle provoque un accident, comment ne pas séparer l'accident du travail ?

La première pensée est de ne pas reconnaître toujours la manifestation pure et simple de la force majeure. Comme dans le droit contractuel ou délictuel la force majeure et le cas fortuit sont influencés, au point de perdre leur caractère d'excuse, par les fautes sans lesquelles ils n'auraient pas porté toutes leurs conséquences, dans la loi de 1898 la force majeure sera dénaturée quand le travail se combinera avec elle en aggravant ses effets. Rien de plus exact, la force majeure n'est alors que l'occasion malheureuse par laquelle le travail a provoqué l'accident, elle ne rompt pas la relation de causalité. Si l'on peut dire que le travail aggrave ses effets, on peut aussi bien envisager la proposition inverse : elle aggrave les effets du travail, et ceux-ci, sans conteste, sont dans le champ de la loi. Mais la force majeure ne pourrait-elle s'incorporer aux conditions du travail, même quand celui-ci n'a pas accru ses effets ?

La Jurisprudence, timide, n'ose pas l'affirmer, d'où la reconnaissance parfois hâtive, injustifiée, d'une action dite aggravante, pour rester dans le cadre des conventions reçues.

L'article 7 de la loi a reconnu le caractère d'accident du travail au dommage accidentel provoqué par un tiers ; le fait d'un tiers est en lui-même étranger au travail, extérieur important ou imprévisible tout comme la force majeure elle-même. Pourquoi le fait du tiers se rattache-t-il, comme nous le verrons, au travail ? Cela tient à ce que si l'ouvrier n'avait pas été à son travail, ce fait aurait été neutre pour lui. C'est parce qu'il était conditionné par le travail, peut-être

aussi par une certaine malchance, car le travail pouvait ne pas requérir sa place avec une rigueur absolue, que l'ouvrier aura reçu la pierre lancée par un tiers.

Il en est de même en de nombreuses espèces où la force majeure sans être amplifiée par le travail, ne s'abat sur l'ouvrier que parce qu'il était à ses occupations. Pourquoi refuser de faire rentrer la force majeure dans les conditions du travail quand le fait d'un tiers s'y immiscerait. Entre la chute de la foudre ou d'une pierre (1), étant donné les classifications verbales, il y a toute la différence qui sépare la force majeure du fait d'un tiers. La distance est faible, des forces de la nature comme le vent ont pu faire dévier la pierre dans sa trajectoire. Si les actes des hommes ont une influence sur les phénomènes atmosphériques, qui sait si l'orage et la foudre ne sont pas faits de tiers dans une certaine mesure.

Sans discuter davantage sur les origines plus ou moins humaines, plus ou moins naturelles des phénomènes qui permettent de les rapprocher, comment ne pas reconnaître leur étroite ressemblance au point de vue de l'entreprise : extériorité, imprévisibilité, importance. Pourquoi ne pas traiter la force majeure comme le fait d'un tiers ? Si la Cour de Cassation ne s'est encore pas départie de distinctions que nous venons de critiquer, nous pouvons citer un jugement de Nancy 1^{er} Juillet 1922 D. P. 1922.2.121 à l'appui de notre thèse (2) :

« L'accident causé à un ouvrier bûcheron pendant son travail par la chute d'un arbre brisé par le vent, est un accident du travail. Peu importe que le vent seul

(1) C., 1^{er} août 1906, D., 1908.1.218.

(2) Voir dans le même sens, Pau, 25 juillet 1929. Sem. Jurid., 1929, p. 1147.

ait déterminé la chute de l'arbre, dès lors que l'accident est survenu pendant le temps, sur le lieu et à l'occasion du travail, il est indifférent qu'il ait été provoqué par le travail lui-même, ou par la force majeure, ou par le cas fortuit ».

M. Capitant approuve cet arrêt, car, fait-il observer, aucun argument de texte ne permet d'exclure de l'application de la loi de 1898 les effets de la force majeure. L'exclusion aurait été prononcée pour la première fois dans une circulaire du Garde des Sceaux du 10 Juin 1899 « Exclus... à moins que les événements de force majeure n'aient été aggravés par l'exercice de la profession ».

L'article 7 sur la faute d'un tiers confirmerait l'erreur commise dans cette circulaire.

Nous nous rapprochons de M. Capitant puisque nous avons développé le parallèle entre faute d'un tiers et force majeure, cependant nous ne croyons pas que la faute d'un tiers soit toujours prise en charge par la loi de 1898. Nous nous expliquerons plus loin. Nous ne croyons pas davantage qu'il soit dans une exacte interprétation de son texte de conclure sans réserve à l'absorption de la force majeure par le cas fortuit. Il faut toujours revenir au point de départ, la faute, la force majeure n'ont pas le sens qu'elles ont dans le droit du contrat ou du délit. Le nœud Gordien de la loi c'est : « L'occasion du Travail ».

Quand donc la force majeure sera-t-elle prise dans ce lien si bien qu'elle sera solidaire du travail dans la conséquence accidentelle ? Nous ne prétendons pas faire à cette question une réponse qui soit une règle assez sûre pour ne pas faire appel à l'appréciation de chaque espèce particulière. Nous dirons seulement que

le cas fortuit ou le fait d'un tiers sont garantis par la loi parce que ces phénomènes sont dangereux pour l'ouvrier dans le champ même où il manifeste son activité professionnelle ou sa subordination.

Si l'ouvrier n'avait pas été à son travail il aurait pu rencontrer d'autres risques de cas fortuit ou de fait de tiers, mais il n'aurait pas rencontré les *mêmes*, ceux qui le menacent et le frappent dans son travail. Dès lors, il y a une spécialité du risque dont nous parlons qui se confond étroitement avec le travail, n'existe qu'au travail, et pour cette raison dépend assez du travail pour que celui-ci en soit l'occasion.

Pour la plupart des cas de force majeure nous allons pouvoir raisonner de même.

Les risques de froid, de chaud, de foudre, ne sont pas dans le travail ce qu'ils sont en dehors du travail. Il est inutile de dire qu'ils ont été aggravés, ce peut être vrai, ce ne l'est pas toujours.

En ce qui concerne le froid et le chaud, le travail a pu tout simplement les rendre sensibles, quand, en l'absence d'obligation professionnelle l'ouvrier aurait sans doute pris des dispositions spéciales pour les éviter. Dès lors, ce froid, ce chaud au travail ne sont pas ce qu'ils seraient en dehors du travail. Ils sont spécialisés, se confondent avec les conditions multiples du travail dont ils sont partie intégrante. Il en va de même pour la foudre, nous serions tentés de dire plus encore. Ce phénomène essentiellement local atteint l'endroit qu'il ne pouvait pas ne pas atteindre puisqu'il obéit à des lois physiques. La place exacte de la victime était la place dangereuse. Si elle était occupée pour le travail, il faut bien reconnaître que le travail s'est composé avec la force majeure sans l'aggraver. Il y a aggravation de la chaleur solaire

par la proximité d'un four, aggravation du froid par l'immobilité et l'exposition dans un courant d'air ou le séjour dans un local naturellement à basse température. Le travail ne donne aucun caractère plus particulièrement dangereux à la foudre, c'est la foudre toute seule qui tue. Le travail n'aggrave pas ici mais affecte le risque à son propre usage, l'annexe, le spécialise comme nous disions plus haut, parce que le risque s'est réalisé là où l'ouvrier ne serait pas, ou pourrait au moins ne pas être s'il n'était sous le signe du travail. La force majeure à qui nous conservons sa fonction d'exonérer l'employeur, c'est celle dont l'étendue, dont la généralité est telle qu'il ne soit pas possible de séparer le risque au cours du travail du risque en dehors du travail : Le raz de marée qui balaie toute une côte, le tremblement de terre qui ravage une contrée. Il y a là une règle de mesure, quand la force majeure ne se rapporte plus en rien au travail, qu'elle dépasse absolument le cadre des activités professionnelles pour être une seule et la même, au point du travail où elle fait sa victime, et partout où sa victime se serait normalement trouvée en dehors de son travail, elle est alors de nature à rompre pour nous le rapport travail-accident ou plus exactement à lui substituer un rapport dans lequel le premier se fond, se dissocie « Fait de Dieu-accident ». Le travail ne nous apparaît plus assez nettement pour accorder l'occasion requise par la loi, ce n'est plus l'occasion du travail en ce sens que si ce ne l'avait pas été, tout serait revenu au même pour l'intéressé. Nous arrivons à cette conclusion logique de notre point de vue : un commis-voyageur de passage dans la région dévastée sera victime d'un accident du travail quand les ouvriers sédentaires seront victimes d'une catas-

trophe étrangère au travail. En effet le voyageur a couru un risque spécial à ses fonctions, il n'en va pas de même des autres ouvriers, pour l'un nous reconnaissons « l'occasion », pas pour les autres.

Cette idée de spécialisation de la force majeure s'applique aussi bien au fait d'un tiers, soit par exemple la chute d'un obus.

Un arrêt de la Cour de Paris disait à propos de l'éclatement d'un obus allemand qui blessa un ouvrier au cours de son travail : « Cet accident constituant, non un risque professionnel, mais un risque de guerre, sans rapport avec le travail de la victime, auquel étaient exposés tous les habitants de l'agglomération parisienne dans quelque endroit qu'ils se trouvaient ».

Le dernier motif vise la généralité du danger et en conclut qu'il n'est plus dans le cadre de la loi.

Nous n'approuvons pas le jugement, non que le principe énoncé soit mauvais, mais l'application est défectueuse. En réalité, toute la région parisienne n'a pas été dévastée par des bombardements, donc le risque de l'obus est spécial au travail dans sa réalisation.

Un arrêt de Cassation du 18 Avril 1918 avait tiré, des mêmes éléments, une Jurisprudence plus sûre et plus juste : « On ne peut assimiler, à l'action des forces de la nature, des bombardements aériens qui sont le fait de l'homme... Peu importe que le danger qui en résulte soit commun à tous les habitants de la région, la loi du 9 Avril 1898, faisant abstraction de cette considération, envisage les risques, courus par les ouvriers et employés, exclusivement au point de vue particulier de leur relation avec le travail, et la généralité de ses termes les comprend tous sans distinction. En conséquence la veuve et les enfants mineurs de l'ouvrier tué par une bombe

d'aéroplane au moment où, en exécution des ordres de son patron, il était sur un chariot occupé à décharger des sacs de farine devant la porte d'un boulanger, sont recevables à invoquer le bénéfice de la Loi ».

Mais si la population d'une ville était presque entièrement anéantie par des obus, des bombes ou des gaz, selon nous, la mort d'un ouvrier ne constituerait plus un accident à l'occasion du travail. La même question de mesure se pose que nous vous avons précisée pour la force majeure, le fait d'un tiers peut être si général dans ses effets que « l'occasion » disparaisse.

SECTION II

Le fait d'un autre ouvrier, d'un préposé ou du patron

Quand le fait est professionnel, il n'y a pas d'ambiguïté. Mais on s'est demandé si le fait ne pouvait pas revêtir un caractère qui détache l'accident du travail, l'identifie au dommage d'un délit civil ordinaire.

M. Morin écrit (1) :

« Deux thèses divergentes apparaissent dans les arrêts. D'après l'une, l'accident qui a sa cause directe dans le fait d'un ouvrier, compagnon de travail de la victime, serait un accident du travail, par cela seul qu'il s'est produit dans le lieu du travail, sans qu'il y ait à se préoccuper de la cause originelle de l'accident.

D'après l'autre, l'accident qui a sa cause matérielle et directe dans le fait d'un ouvrier n'est point un accident du travail, à moins qu'il ait pour cause originelle l'exécution du travail ».

Un arrêt Civ., 23 Avril 1902, Gaz. des Trib. 7 Septembre

(1) Thèse citée.

1902, à propos de la blessure d'une ouvrière par un morceau de fer lancé par une autre ouvrière, s'exprime en ces termes : « Attendu que de ces constatations, il résulte que le travail a été l'occasion de l'accident arrivé à X, que cet accident, en effet, est survenu à l'heure et au lieu du travail, et qu'il est dû à un projectile lancé par une autre ouvrière dont le travail imposait le voisinage ».

M. Morin voit ici la consécration de la deuxième thèse : L'occasion que l'arrêt commence par affirmer résulte de ce que le travail imposait un voisinage.

La Jurisprudence n'était pas très ferme.

M. Lantieri (1) soutint plus tard la première thèse, s'appuyant sur un arrêt : Civ. 20 Avril 1912, Gaz. Pal. 25 Avril 1912..... « Tout accident survenu à l'heure
« et au lieu du travail doit être considéré comme sur-
« venu à l'occasion du travail, sans qu'il soit besoin
« qu'il se rattache par un lien direct aux occupations
« mêmes de l'ouvrier qui en est la victime (2). Il en
« est ainsi notamment au cas où l'accident proviendrait
« de violence exercée, de l'intérieur du magasin, par un
« employé sur un autre. Il importe peu que la rixe au
« cours de laquelle ces violences se sont produites ait
« été provoquée par la victime. Cette provocation cons-
« titue une faute inexcusable, autorisant seulement le
« Juge à diminuer la pension incombant au chef d'en-
« treprise ».

Dans la Jurisprudence plus récente, nous relevons un arrêt très important des Chambres réunies du 8 Juin

(1) Thèse, Paris 1912, p. 51.

(2) En ce sens, Crim., 19 fév. 1925. D. H., 1925.200.

1928 (D. H., 1929.1.57) rendu sur Aix, 24 Février 1927 (Req. Gaz. Pal., 1927.1.628), intervenu lui-même après une première Cassation, Crim., 2 Juillet 1926 (D. H., 1926.418) qui faisait suite à un jugement de la Cour d'Alger. Entre temps, la Cour de Dijon, le 31 Mars 1927 (D. H., 1927.357) avait jugé dans le sens de la Cour d'Aix. La Cour de Lyon avait aussi admis le 7 Juin 1927 (D. H., 1927.471) que l'ouvrier victime pendant le travail d'un délit du patron ou de ses préposés, pouvait exercer l'action pénale, ou se porter partie civile.

Revenons à l'arrêt des Chambres réunies : Un ouvrier congédié avait été blessé par un contre-maitre brutal, comme il venait se faire régler son compte. Devait-il recevoir une indemnité et la demander en justice selon la voie générale de l'article 1382, ou suivant la loi de 1898 (1).

La Cour de Cassation s'est prononcée pour cette dernière solution le 8 Juin 1928.

M. Rouast dans une note sur cet arrêt l'approuve *de lege lata* et le critique *de lege ferenda*.

1^o) Au début de sa note, M. Rouast se demande si, du point de vue des charges du commandement, l'accident est en relation avec le travail, si l'ouvrier congédié n'est pas un simple créancier, et admet que venu au lieu du travail pour se faire payer, l'ouvrier est retombé sous la coupe du patron. (La même question se poserait d'ailleurs du point de vue du risque professionnel. La démarche de l'ouvrier pour se faire payer serait-elle en-

(1) L'intérêt est grand, tant au point de vue des personnes responsables, que du montant de l'indemnité et de sa forme, rente ou capital.

core professionnelle, non pas purement civile ? A laquelle la même réponse se pourrait faire).

Le Tribunal d'Alger n'avait pas reconnu l'accident du travail, mais la Cour d'Alger avait réformé le jugement à cet égard.

2°) M. Rouast rappelle les raisons opposées à la décision de la Cour Suprême :

Les violences dont avait souffert l'ouvrier étaient volontaires, la loi de 1898 s'appliquait-elle encore ? En effet :

a) La loi prévoit que la faute intentionnelle de l'ouvrier lui fait perdre le bénéfice des indemnités qu'elle lui accorde (article 20, p. 1). Symétriquement la faute intentionnelle du patron ou de son préposé devrait être en dehors de la loi.

b) L'action pénale ne doit pas être retardée, elle sera engagée la première, et la constitution de partie civile semble toute naturelle.

c) Les Cours de Dijon et d'Aix ont formulé des considérations d'équité sur l'exonération immorale et illégale des conséquences de son fait dolosif.

Une partie importante de la doctrine est favorable aux Cours d'Appel :

Cabouat: « Traité des accidents du travail », T. I., n° 182.

Pic : « Traité élémentaire de législation industrielle », 5^e éd., n° 1109, p. 772.

Sachet : « Traité de la Législation sur les accidents du Travail », 7^e éd., T. I., n° 761.62.63.

Loubat : « Traité du risque professionnel », 5^e éd., T. I., n° 536.

Contra ; Capitant et Cuhe : « Précis de législation industrielle », n° 329.

M. Sachet considère que le crime du patron donnerait à l'ouvrier l'action de la loi de 1898 et celle de droit commun en supplément de dommages-intérêts. De même le crime du préposé ou de l'ouvrier contre la victime, s'il se rattachait au travail, ouvrirait une double action, suivant la loi de 1898 contre l'employeur et suivant l'article 1382 contre l'auteur de l'acte délictueux (1). S'il ne se rattachait pas au travail, il ouvrirait seulement la deuxième action, supposons-nous, car M. Sachet ne traite pas de cette hypothèse.

M. Rouast trouve cette distinction un peu subtile, l'analyse des mobiles de l'auteur du délit n'est-elle pas trop délicate, la victime devra-t-elle établir le motif de l'agresseur avant d'agir ?

A notre sens, l'arrêt de la Cour Suprême et les raisons de le tenir pour bon, au moins en droit positif, nous paraissent dictés par un respect trop formel des articles 2 et 7 de la loi.

Pourquoi n'admettrait-on pas, pour l'ouvrier victime d'un ouvrier ou d'un patron criminel, la possibilité d'intenter immédiatement et sans preuves autres que celles ordinairement requises l'action de la loi de 1898, quand le crime se rattache au travail, et de poursuivre le coupable tout comme s'il était un tiers eu égard à l'entreprise, après avoir prouvé l'intention dolosive qui excluerait les dispositions de l'article 7. Si la juridiction criminelle était déjà saisie, les poursuites directes seraient remplacées par la constitution de partie civile. Le droit d'exception ne doit pas jouer à l'encontre d'un principe aussi certain que celui de ne pas attenter à la vie de son prochain, et réduire l'indemnité due à la victime.

(1) A l'appui de cette thèse de la double action, Cour d'Assises du Rhône, 29 avril 1926. D. H., 1926.389.

Il ne faut pas dire, il y a ou un accident du travail, ou un crime ordinaire, les deux peuvent co-exister. Le dommage subi dans l'entreprise peut rester professionnel ou conséquence de la subordination, mais rien n'empêche, qu'un accident du travail par rapport à l'entreprise, ne soit un crime apprécié en tenant compte de son auteur.

M. Rouast pense que la loi du 22 mars 1902 (art. 20, p. 4) consacre la solution de la Cour suprême, et observe que l'on a parlé à tort d'une exonération résultant du contrat.

Les conséquences du contrat de travail sont, quant à la responsabilité de l'employeur, légales.

M. Rouast pense que la loi du 22 mars 1902 (art. 20, modifier des dispositions regrettables. Mais la loi a-t-elle vraiment voulu imposer ce qui eut été dans un contrat une clause illicite, contraire à l'article 6 du Code Civil ?

Citons encore des arrêts conformes à la thèse de la Cour Suprême :

Civ., 25 Mars 1931., D. H., 1931.1.265.

Trib. Cor. du Rhône, 25 Juin 1927, D. P., 1930.2.150 (1^{re} esp.).

Trib. de Paix de Vanves, 27 Mars 1929. D. P. 1930. 2.150 (2^e esp.). avec une note de M. Pic, qui admet :

1°) « Que l'ouvrier blessé au cours d'une rixe, au temps et lieu de son travail, n'est pas nécessairement un accidenté du travail, que la rixe peut être entièrement étrangère au travail ».

2°) « Que si la rixe peut être considérée comme un accident du travail, l'ouvrier a deux actions, celle de la

loi, et celle basée sur l'article 1382 en complément d'indemnité ».

Que dire du cas où un ouvrier est blessé ou tué par un autre ouvrier de l'usine, appartenant à une autre équipe, venu sur les lieux sans reprendre son travail, pour guetter seulement sa victime ? Les présomptions heure et lieu sont en faveur de cette victime, mais si elles ne sont pas irréfragables, si le patron démontre que le coupable est entré dans l'entreprise avec la seule idée d'accomplir son forfait, pour satisfaire une haine qui ne trouve pas sa source dans le travail, n'y a-t-il pas ici la réalisation d'un risque humain sans rapport avec le travail ?

L'obligation de veiller à la sécurité existe, mais elle pèse sur l'organisation du travail, sans fondement contractuel, elle est l'apparence passive du droit à réparation qui découle de la relation travail-accident, cette relation où la trouver dans cette espèce, toute la question est là.

Le fait d'un tiers, comme le jet d'un caillou, d'une toupie, qui blesse un ouvrier à l'heure et au lieu de son travail, donne droit à la victime de se prévaloir de la loi de 1898. La relation avec le travail d'un semblable accident, est que l'occupation de l'ouvrier l'a malencontreusement conduit à l'endroit où sévissait le danger, c'est un lien, une occasion reconnue. Mais si le tiers armé d'un fusil, hors ou dans le périmètre de l'usine, visait l'ouvrier dans la cour de l'usine et tirait sur lui, devrait-on reconnaître la même valeur à la situation occupée alors dans l'espace par le corps de la victime ?

Dans le premier cas, l'ouvrier n'aurait pas été à sa place, l'accident n'aurait pas eu lieu — c'est, du point de vue de l'ouvrier rien autre qu'un cas fortuit.

Dans le deuxième cas, la volonté criminelle semble se manifester avec une force telle, que la situation particulière de l'ouvrier devient beaucoup moins importante dans l'arrivée du dommage, elle est presque indifférente. Le tiers aurait vu sa victime ailleurs, il se serait vengé ailleurs. Ce n'est plus la cause de l'accident qui est fortuite dans le travail, c'est le travail qui est un incident purement fortuit dans le dommage ; nous hésiterions à reconnaître l'occasion du travail. Nous hésitons de même pour la reconnaître quand, toutes choses égales d'ailleurs, le tiers est un ouvrier qui n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, et ne peut donc pas être considéré au moment où il frappe comme un élément dangereux de l'exploitation, de la réunion des ouvriers en vue du travail. Il est entendu que nous ne discutons pas ici de la charge de la preuve. L'ouvrier victime étant à l'heure et au lieu de son travail, bénéficie d'une présomption, si celle-ci est *juris-tantum*, c'est au patron de faire une preuve sans doute difficile, une preuve négative que le crime ne dépend pas du travail. A partir de quel degré d'éloignement du travail le Juge estimera-t-il que la preuve est faite ?

Le problème se rattache à celui de la preuve en général, le facteur humain, celui du juge, intervient dans une pesée aussi délicate, autant que les modes mêmes de preuves, témoignages, présomptions.

SECTION III

Le fait d'un tiers

Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler aux paragraphes précédents (1). Nous n'insisterons pas sur ce

(1) pages 41 et 48.

sujet. Qu'il nous suffise de rappeler l'article 7 (loi du 22 Mars 1902). Du point de vue de l'ouvrier, le fait d'un tiers est un cas fortuit, c'est un accident du travail si l'ouvrier est dans des conditions qui lui permettraient d'être indemnisé des conséquences d'un cas fortuit.

Cette manière de comprendre le fait d'un tiers semble toute naturelle, pourtant M. Morin écrivait (1) :

« Citons encore le cas d'un ouvrier travaillant dans un atelier, qui est atteint par un projectile lancé du dehors par un passant, là encore la profession exercée n'est pas en cause, la loi nouvelle ne s'appliquera pas ».

Nous avons déjà marqué notre hésitation sur le point de savoir si un tiers, blessant volontairement un ouvrier pendant que celui-ci travaille, crée un accident tel que l'employeur ne pourrait en aucun cas s'exonérer de la charge de l'indemnité.

Imaginons qu'un ouvrier à l'heure et au lieu de son travail insulte un tiers passant, le provoque si bien que le tiers pénètre dans l'entreprise et lui porte des coups amenant une incapacité temporaire ou permanente. L'accident du travail est apparent, l'heure et le lieu le font présumer. Mais si l'employeur démontre la faute de l'ouvrier, la provocation adressée à un étranger sans aucun motif se rattachant au travail, même par le fil le plus ténu, comment dirait-on encore que le travail a été l'occasion des coups et de leur suite. La provocation est-elle une faute inexcusable réduisant l'indemnité ? Oui, si elle se rattache au travail par quelque motif, elle est seulement une faute inexcusable adressée à un autre ouvrier pendant le travail, le lien existe bien

(1) Thèse, Paris 1903, p. 133.

C. 1^{er} août 1906.1.218.

C. 16 mai 1911, S., 1912.1.224.

alors, mais la provocation d'un tiers démontrée étrangère au travail devrait, à notre avis, faire obstacle à la relation. La causalité n'est pas entre le travail et l'accident, mais bien entre un fait étranger au travail et le dommage. La difficulté serait pour le patron dans la charge de la preuve négative.

SECTION IV

Le fait de la victime

§. — *L'intention de provoquer l'accident*

L'article 20 de la loi est formel.

L'accident provoqué intentionnellement par la victime ne lui donne aucun droit à réparation. Nous avons déjà énoncé cette règle, que n'importe quel travail ou n'importe quel rapport entre travail et accident ne convient pas pour assurer le bénéfice de la loi.

Le caractère moral, subjectif, auquel la loi de 1898 renonçait en abandonnant le fondement classique de la faute pour étayer la responsabilité, lui est revenu sous la forme du lien de causalité, de l'occasion du travail. Tout se passe comme si le travail avait ses règles, et que seul celui satisfaisant à cette réglementation imaginaire, ouvrait des droits à la victime.

Nous avons vu à propos du cas fortuit, de la force majeure, du fait d'un autre ouvrier, d'un préposé, du patron, d'un tiers, les limites de « l'occasion » qui ne sont autres que ces règles non-écrites, confondues dans le terme un peu hermétique que nous avons essayé d'analyser. Ces règles ne sont pas seulement abstraites de la causalité matérielle, en dehors du fait du travail, et du cas fortuit, peut-être accorde-t-on ou refuse-t-on le

rapport utile « l'Occasion » en tenant compte au moins autant d'une conception morale en son for intérieur, que de la succession nécessaire des événements.

Il n'y a d'ailleurs, croyons-nous, pas de causalité matérielle pure, celle-ci serait trop vaste, et n'expliquerait rien. La causalité est une construction toute relative, un jugement de notre personne, son expression raisonnable et sensible à la fois. Pour retenir une cause, il faut la choisir. Ce choix se fait en fonction de tendance *a priori* (1). Si dans les paragraphes précédents nous avons déjà fait œuvre plus ou moins inconsciente de moraliste à la suite de la Jurisprudence ou parfois à côté d'elle pour saisir l'occasion du travail, dans l'étude du fait de la victime, la notion de faute prend une importance plus grande encore, le premier exemple de cette importance est bien la sanction de la faute de provoquer volontairement l'accident, cette intention frauduleuse est rejetée du travail, la relation de causalité travail-accident est brisée.

2°) *La faute inexcusable.*

La loi a prévu les effets de la faute inexcusable de l'ouvrier. Le Tribunal a la possibilité de réduire l'indemnité. Quels sont les caractères de la faute inexcusable ? La loi ne les a pas précisés, elle les laisse à l'appréciation du Juge ainsi que le taux de réduction. Il eût été anormal d'apprécier la faute dans le travail du seul côté de l'ouvrier. La loi prévoit que la faute inexcusable du patron ou de celui qu'il s'est substitué dans la direction donne au tribunal la possibilité de majorer la rente versée à la victime, sans dépasser cependant la

(1) Ripert : « La règle morale dans les obligations civiles », page 216, paragraphe 117.

réduction ou le montant du salaire. Les arrêts rendus à propos de majoration ou de réduction, accordent ou refusent ces modalités, sans faire toujours une analyse des éléments de la faute dont il s'agit. Il est ainsi assez difficile d'indiquer par une formule générale ce que l'on doit entendre par faute inexcusable.

Nous citerons un arrêt de la Cour d'Angers du 16 Mars 1932 (D. H., 1932.291), à propos d'un accident survenu à des ouvriers surpris par un train, sur la voie à laquelle ils effectuaient des réparations, alors qu'ils n'étaient pas couverts par les signaux réglementaires.

« Attendu que la faute inexcusable du patron, comme
« celle de l'ouvrier, est au sens de l'article 20 de la loi du
« 9 Avril 1898 d'une gravité exceptionnelle, paraissant
« présenter, en ce qui concerne l'importance, un de-
« gré de plus que la faute lourde, que la faute inexcusable soit active, soit passive, implique chez son auteur :

« 1°) la volonté d'agir ou d'omettre ;

« 2°) la connaissance du danger pouvant résulter de l'action ou de l'inaction ;

« 3°) l'absence d'excuse ou de cause explicative.
« Que spécialement une faute inexcusable comporte de
« la part du patron non seulement une négligence même
« lourde ou une omission des précautions élémentaires
« de sécurité, mais un mépris absolu, pour ainsi dire intentionnel, de garantir l'ouvrier contre le danger, une incurie et une insouciance devant la conscience certaine du péril fatal auquel il l'expose de telle manière
« que sa conduite soit sans excuse ».

Il est permis de se demander en présence d'une définition de la faute inexcusable qui se rapproche de l'intention au point de l'atteindre presque, si la loi a voulu

marquer par un terme spécial une nuance aussi voisine de la faute intentionnelle. Nous ne le pensons pas.

L'idée que le travail doit s'effectuer dans certaines conditions de probité et de conscience professionnelle pour donner droit à réparation, nous semble se dégager de l'analyse de l'occasion déjà faite et que nous poursuivrons au paragraphe suivant.

Nous croyons dès lors que la faute inexcusable serait suffisamment caractérisée par la volonté d'agir ou d'omettre, la connaissance du danger possible et l'absence d'excuse ou de cause explicative.

Nous serions tentés, au moins en ce qui concerne la faute du patron, de l'analyser en ces éléments d'un point de vue assez objectif, de l'apprécier « in abstracto ».

Un employeur doit avoir certaines capacités ou ne pas prétendre à l'exercice d'une fonction sociale qui deviendrait dangereuse pour ses employés (1).

(1) Cette dernière proposition nous est personnelle, nous doutons que la Jurisprudence de la Cour de Cassation la fasse sienne maintenant.

Mais notre avis sur les trois caractères suffisants pour déterminer la faute inexcusable du patron peut se réclamer de l'autorité d'une note de M. Rouast, sous Req., 22 fév. 1932, D. P., 1932.1.25.

En effet M. Rouast arrive à cette conclusion que la faute inexcusable du patron devrait présenter trois éléments réunis.

1°) Le caractère volontaire de l'acte ou de l'omission de précautions qui a entraîné l'accident... Ce caractère volontaire ne doit pas être confondu avec l'intention. L'intention suppose qu'on connaît ou qu'on prévoit le résultat de l'acte ou de l'omission, c'est alors le dol caractérisé. Le caractère volontaire de cet acte ou de cette omission suppose simplement que le patron ou son préposé ait agi délibérément.

2°) La conscience du danger. Il faut que le patron ou son préposé ait eu conscience qu'il exposait son subordonné à un danger grave.

Dans la présente espèce (Req., 22 fév. 1932), la conscience de la gravité du danger avait évidemment fait défaut à l'ingénieur

Pour la faute de l'ouvrier qui choisit moins librement la manière de gagner sa vie, nous accepterions volontiers une analyse « in concreto », et dans cette mesure, nous rapprocherions de la volonté frauduleuse de la nature de laquelle la Cours d'Angers voulait que la faute inexcusable participât.

3°) *La faute, manquement aux règles du travail :*

L'insouciance, la maladresse, l'étourderie, bien d'autres attitudes aussi fâcheuses, sont sans influence sur la réparation du préjudice subi. Elles restent comprises dans le travail, si elles sont à l'origine d'un accident, la relation travail-accident subsiste dans toute sa force. Nous voulons parler ici des fautes qui sont assimilables à des interruptions du travail de la part de l'ouvrier, qui lui font reprendre son indépendance ou l'exercice non professionnel de son activité. L'ouvrier employé à l'intérieur d'une entreprise ou au dehors, peut abandonner son travail pour des occupations étrangères, soit en quittant le lieu de son emploi, soit sans quitter ce lieu. Nous adoptons cette division pour la seule commodité de notre exposé. Le fait de quitter le lieu n'est pas en lui-même un obstacle à l'application de la loi. Ce qui s'oppose à l'occasion nécessaire, c'est le mobile étranger au travail.

Nous n'avons pas la prétention de donner une vue complète de tous les cas où l'ouvrier abandonne son

qui avait ordonné le travail sans quoi il ne s'y serait pas exposé lui-même.

3°) Le caractère non indispensable du travail (ce que nous avons appelé l'absence d'excuses ou de causes explicatives).

Il y a des cas où le patron commande un acte qu'il sait dangereux et dont il prévoit le risque grave pour les exécutants afin d'éviter un danger plus grand, tel qu'un incendie, un effondrement, une inondation, etc... Il ne commet alors aucune faute inexcusable.

travail. Nous voulons seulement, par des exemples, dégager et préciser l'idée du manquement à la règle du travail :

a) *En quittant le lieu.* — Civ., 17 Février 1920, D. P., 1920.1.81. (15^e esp.).

Un garçon livreur en train de décharger de son camion des carafes pour un client de son patron, aperçoit un cheval emporté, il met son camion en sûreté, se lance à la poursuite du cheval et se fait tuer par un tramway venant en sens inverse. Il a abandonné ses fonctions de garçon livreur et cessé momentanément de travailler pour son chef d'entreprise. L'accident n'a été causé ni par le fait, ni à l'occasion du travail (1). Req., 4 Avril 1917, D. P. 1920.1.81, (2^e esp.).

Un chauffeur de locomotive, à un arrêt, descend de sa machine, franchit la clôture de la voie pour aller à un bureau de tabac en face de la gare. Il a abandonné son service et n'est pas fondé à réclamer une indemnité pour l'accident survenu en dehors de la gare.

Il est intéressant de rapprocher de cet arrêt un autre sur une espèce voisine comportant une toute autre décision.

Un chauffeur de camion descend de sa machine pour entrer dans un bureau de tabac, il tombe en regagnant son siège et se blesse, il peut prétendre au bénéfice de la loi (2).

Un geste qui est anormal dans le travail d'un mécanicien de locomotive, tenu de ne pas quitter son convoi, est normal dans les fonctions d'un chauffeur.

(1) dans le même sens, Civ., 3 avril 1913, *Gaz. Pal.*, 1913.1.600. Civ., 11 mars 1913, S. 1913.1.448.

Civ., 2 déc. 1913, *Gaz. Pal.*, 1914.1.148.

(2) Civ., 26 nov. 1923, D. H., 1924.85.

Le travail est apprécié humainement, sans doute dans le deuxième cas, l'arrêt du chauffeur n'était pas explicitement prévu dans ses occupations, mais il ne semble pas qu'il y ait eu, de la part de cet ouvrier, véritable démission momentanée de ses fonctions à se laisser aller à un geste que le patron ne pouvait réprover.

Nous n'avons pas la même conception du devoir dans l'exécution de n'importe quelle tâche. Le Juge a fait dans ces deux arrêts une analyse très fine de l'occasion du travail.

Req., 24 Juin 1925, D. H., 1925.496.

« Attendu que l'arrêt attaqué constate que, contrairement aux ordres donnés, au lieu de suivre à pied le chemin fixé pour se rendre de la fosse Villemin aux lavabos, X est monté, au mépris des règlements formels, sur le marche-pied d'un wagon d'un train en marche affecté uniquement au transport du charbon, que ce train ayant dépassé d'environ 250 mètres le point d'où X pouvait pratiquement gagner les lavabos, l'ouvrier, bien que le train fût toujours en marche, sauta sur la voie et fut blessé ; attendu que l'arrêt attaqué a justement déduit des faits ainsi constatés que X ne faisait pas la preuve que l'accident, objet du litige, fut un résultat du travail, ou fut survenu au lieu et à l'occasion du travail ».

Civ., 16 Novembre 1927, D. H., 1928.36 (1^{er}).

N'est pas accidenté du travail l'ouvrier qui, appelé par des compagnons sur un autre chantier, quitte son travail pour aider ces ouvriers et se blesse. « Pour si réduite qu'ait été l'interruption du travail, il n'en est pas

moins livré à lui-même, hors de l'autorité et de la surveillance du patron » (1).

Citons encore une décision de la Cour Suprême, commentée par M. Sachet, N° 341.

Un pilote d'avion, en service, change d'itinéraire pour son plaisir. (Civ., 8 Juillet 1924). Il lui arrive un accident au moment où il s'envole, de la localité où il n'avait pas à se rendre, vers le but de son voyage. Malgré cette direction, alors celle qu'il devait suivre, la faute qu'il avait commise le met hors de ses fonctions, et de la loi de 1898, tant qu'il n'est pas revenu au-dessus de la ligne dont il ne devait pas se départir.

b) *Sans quitter le lieu.* — Crim., 6 novembre 1931, D. H., 1932.6. Un garde-chasse blessé au cours d'une chasse par un ami invité à l'insu de son maître, n'est pas accidenté du travail.

« Attendu qu'en effet X, garde-chasse au service de Y, avait sans autorisation et à l'insu de celui-ci, invité des amis personnels à chasser sur la terre dont il avait à assurer la surveillance, qu'il avait de la sorte agi pour son plaisir et en dehors de ses fonctions ».

Civ., 15 Mars 1927, D. H., 1927.237 (2°).

Un garçon de salle en état d'ivresse, est envoyé par son patron se coucher. Il tombe d'un balcon de l'hôtel où il travaillait et logeait. Il n'est pas reconnu bénéficiaire de la loi de 1898. L'arrêt dit :

« Attendu qu'il n'était pas dans un lieu où il avait été appelé pour l'exercice de sa profession, ni au temps de son travail, puisque en raison de son état d'ivresse son

(1) voir aussi Trib. Corr. de Corbeil, 28 octobre 1930, D. H., 1931.47.

patron lui avait interdit de commencer son service en lui enjoignant d'aller se coucher ».

L'arrêt semble se fonder sur le lieu et le temps du travail, présomption dont nous aborderons l'étude plus loin, mais il importe de signaler que contrairement aux affirmations, le garçon de salle était à l'heure et au lieu de son travail (1) dans tout l'hôtel, puisqu'il y travaillait et y était logé. Pour refuser l'occasion du travail, il faut considérer la faute de se présenter en état d'ivresse comme étrangère au travail, ce qui est conforme à la conception du travail que nous soutenons. Nous citerons : Req., 20 Mai 1903, S. 1904.1.407.

Un ouvrier blessé en remontant sur un échafaudage, contrairement à la défense de son patron, alors qu'il n'était plus sous la surveillance et l'autorité de celui-ci, n'est pas une victime fondée à réclamer la protection de la loi. Sans doute, si l'accident fut au lieu du travail, il ne fut pas à son heure. Mais cette circonstance, importante du point de vue de la preuve, ne permettrait pas de refuser l'occasion du travail, c'est la contravention à la défense du patron, cette faute, qui dénature le travail.

Le lieu du travail comprend aussi les accès de l'exploitation lorsqu'ils présentent un danger, ornières, matériaux déposés sur la voie, mais l'ouvrier commet une faute quand il prend sans nécessité le chemin le plus mauvais, et perd le bénéfice de la loi (2).

Cependant, si le patron connaissait le passage des ouvriers sur la voie dangereuse et ne l'interdisait pas, la faute de vigilance qu'il commettrait alors, ferait en-

(1) au moins au sens précis de ces mots dans le temps et l'espace.

(2) Civ., 2 mars 1903, D. P., 1903.1.273.

Req., 21 oct. 1908, S., 1910.1.255.

Civ., 22 déc. 1919, D. P., 1920.1.81.

trer dans le cadre du travail garanti par lui, le risque spécial couru par les ouvriers (1).

Citons encore la faute que commet un employé en rendant des services qui ne sont pas dans ses attributions, le commissionnaire qui livre une marchandise n'est pas un accidenté du travail pour le dommage survenu chez un client, quand son service ne comportait que la remise de la chose devant le domicile de l'acheteur. Il en va de même pour l'employé de chemin de fer qui aide, à l'insu de son chef, au déchargement d'un wagon, si cette opération incombait au destinataire (2).

Les jeux, paris, procèdent d'une faute qui s'oppose encore à la reconnaissance de l'occasion. Ces faits de pure fantaisie sont étrangers au travail.

Req., 19 Janvier 1914 ; Gaz. Pal. 1914.1.285.

Un ouvrier se blesse en luttant.

Req., 1^{er} août 1927. D. H., 1927.413.

A la suite d'un pari un ouvrier maçon saute d'un échafaudage, et se casse une jambe.

« Attendu que si tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail doit être réputé accident du travail, c'est à la condition qu'il existe une relation directe entre le travail et la lésion ».

Ces différentes remarques nous permettent de nous faire une idée de la faute étrangère au travail. Pour rester garanti, celui-ci doit ne pas être interrompu ni détourné de son objet normal, soit pour le profit d'un tiers, soit pour la satisfaction de l'employé, et ne pas contrevenir aux défenses faites par le patron. Cette formule est sans doute incomplète puisque nous avons dû nous

(1) Sachet, *op. cit.*, n° 328. Req., 19 janv. 1915. D. 1917.1.23 (32°)

(2) Civ., 24 nov. 1903, *Gaz. Pal.*, 4 déc. 1903.

attacher à un nombre d'espèces restreint, de plus, elle ne vaut pas toute seule, elle n'est pas objective, il faut l'interpréter, sa portée dépend de l'esprit qui l'anime. Elle apparaîtra plus nettement quand nous prendrons parti sur le fondement de la loi. Tout de suite nous la compléterons par quelques exemples de fautes qui ne changent pas la nature du travail visé, laissent subsister l'occasion :

Un ouvrier envoyé porter une lettre à la poste, chemin faisant, se blesse en ramassant une bûche (1). Ce geste n'était pas nécessaire, mais il n'apparaît pas comme une reprise d'indépendance, ou un risque nouveau volontairement couru, il est insignifiant, fortuit. Cette faute est commise dans le cours du travail, elle ne lui est pas extérieure. De même a-t-on considéré que la faute d'un domestique époussetant le mobilier, d'ouvrir un tiroir par curiosité, d'y prendre un revolver, et de le manier si maladroitement qu'il se blesse, ne révèle pas une opposition au travail ; s'il y a une faute même inexcusable, c'est dans l'exercice des fonctions qu'elle se place (2). Ainsi encore en va-t-il pour une désobéissance aux ordres du patron : Au cours d'une commission, un ouvrier chargé de porter une balance, se blesse en voulant monter en tramway (3) :

« Attendu qu'il résulte de ces constatations que X était, au moment de l'accident, au lieu de l'exécution de la mission qui lui avait été donnée par son patron, et qu'il était en train de l'exécuter quand il a été blessé, que dès lors, et sans qu'il y ait à considérer l'acte de désobéissance qu'avait commis la victime par l'accom-

(1) Civ., 22 nov. 1927., D. H., 1928.36 (2°).

(2) Civ., 31 déc. 1917, D. P., 1920.1.81 (3°).

(3) C., 6 janv. 1932. D. H., 1932.117.

plissement tardif des ordres reçus, faute qui fut-elle inexcusable, ne pourrait priver l'ouvrier du bénéfice de la loi du 9 Avril 1898, l'arrêt attaqué, en décidant que l'accident ne s'était produit ni par le fait, ni à l'occasion du travail, mais pendant une interruption du travail, a violé le texte ci-dessus visé ».

Il y avait eu peut-être désobéissance légère, mais au moment où l'accident arrive, c'est l'intention de se conformer aux ordres reçus qui dirige l'ouvrier, et son occupation n'est pas étrangère au travail.

Nous avons essayé de montrer l'intensité du lien travail-accident, la portée de certains principes, auxquels le travail doit satisfaire pour être générateur d'accident indemnisé par la loi de 1898. Nous arrivons à une règle très contestée, bien que la Cour de Cassation ne l'ait encore pas abandonnée, au moins explicitement, celle du lieu et de l'heure du travail auxquels l'accident devrait intervenir pour qu'il soit « à l'occasion du travail. »

CHAPITRE III

L'heure et le lieu du travail (question de fond)

SECTION I

L'évolution jurisprudentielle

Bien des arrêts de la Cour de Cassation se sont fondés sur le lieu et l'heure du travail pour décider que l'accident, survenu dans ces conditions, était justiciable de la loi de 1898, et ne l'était plus quand il s'était produit en dehors de ces mêmes conditions.

A l'origine, la loi, nous l'avons vu, n'était appliquée qu'à l'intérieur d'une entreprise. Il était dès lors normal de dire que pour donner droit à indemnité, l'accident devait être arrivé au lieu et à l'heure du travail. La réciproque n'était pas vraie, l'accident arrivé au lieu et à l'heure du travail ne donnait pas nécessairement droit à indemnité ; nous l'avons vu aussi, à propos de la chute d'un ouvrier dans un escalier, qui n'était pas la réalisation d'un risque du travail industriel (1), et à propos de la contravention aux ordres du patron (2).

La Jurisprudence a subi une double évolution, elle a eu tendance, d'une part, à donner moins de rigueur à la première proposition « l'accident doit être arrivé au lieu et à l'heure », et d'autre part, à poser en règle la réciproque dont la vérité était sujette à caution.

Il en est résulté un affaiblissement continu de la première formule, en tant que règle de fond, au point que

(1) page 21.

(2) pages 21-22.

rien ne reste de la signification qu'elle avait à l'origine. Son sens aujourd'hui est pour les uns « risque professionnel » pour les autres « subordination ».

Quant à la deuxième formule, elle a eu un plus grand succès, elle est une règle de forme, une présomption d'accident occasionné par le travail. Sous une apparence un peu mathématique, nous dirons que les éléments de l'occasion, heure et lieu sont devenus de moins en moins nécessaires, c'est ce qui nous a permis d'entreprendre l'étude de l'occasion au fond sans parler d'eux, et que ces mêmes éléments sont devenus de plus en plus suffisants. Il n'aurait pas été possible de traiter de la preuve de l'occasion sans les mettre en avant.

Nous nous proposons de faire, d'abord, une étude rapide de la Jurisprudence sur la nécessité de l'heure et du lieu pour la reconnaissance de l'occasion du travail.

Nous étudierons, ensuite, la preuve de la relation travail-accident, c'est-à-dire de l'occasion.

Si nous pensons à une étude rapide, c'est que la thèse récente de M. Piaget (1) a fait de la Jurisprudence un examen très intéressant et très complet. Il nous semble donc préférable de nous en tenir aux idées, sans les appuyer de beaucoup d'arrêts, et d'éviter d'allonger ce développement en traitant à part la situation de l'ouvrier dans ou hors l'établissement.

La Cour de Cassation s'aperçut que son exigence quant aux temps et lieu, s'opposait à reconnaître le caractère accidentel de bien des dommages qui intellectuellement se rattachaient au travail, mais n'étaient pas situés dans le cadre des dimensions espace et temps en-

(1) « L'heure et le lieu du travail, étude de jurisprudence relative aux accidents du travail ». Librairie Dalloz.

tendues dans leur signification usuelle: les heures de travail et la place de l'ouvrier dans l'atelier.

Les accidents survenus aux heures de repos, au cours des déplacements de l'ouvrier dans l'usine, plus encore hors de l'usine pour son service régulier ou seulement une commission, dans le trajet aller et retour de l'usine assuré par le patron, avant l'entrée dans l'usine dont l'accès présente un danger spécial, devaient, pour être compris dans la formule, la faire craquer.

La Cour de Cassation se décida bientôt à apprécier ces notions utiles d'heure et de lieu en fonction de l'autorité de l'employeur. Elle déclara que l'obligation pour le patron d'assurer la sécurité de ses ouvriers ne prend naissance, qu'au moment où l'autorité du chef d'entreprise commence, et cesse, là où son autorité prend fin. Dès lors, un ouvrier était à l'heure et au lieu de son travail dès qu'il était sous la dépendance de son patron.

Dans une première interprétation encore restrictive, l'autorité n'était entendue que dans son sens technique. Les ouvriers au dehors n'étaient pas sous cette autorité.

Après la loi de 1906 étendant le bénéfice de la réparation des accidents à tous les employés du commerce, l'idée trop étroite devait nécessairement s'élargir, comme le fait observer M. Piaget (1). A la dépendance technique se substitue alors un état de subordination juridique, celle-ci semble immédiatement trop vaste et elle est corrigée par le caractère d'utilité pour l'entreprise que doit présenter le geste de l'ouvrier. C'est l'époque où la Cour de Cassation déclare qu'un ouvrier est à l'heure et au lieu de son travail, partout où il se rend sur l'ordre

(1) *Op. cit.*, page 14.

de son patron et pour les besoins de l'entreprise (1). Mais l'intérêt de l'entreprise semble une restriction inopportune, l'ouvrier n'a pas à connaître de cet intérêt, son activité sera suffisamment caractérisée pour y déceler le travail dont parle la loi, quand elle s'exercera dans le sens des ordres du patron.

C'est à cette phase que la Jurisprudence est arrivée. Elle décide que l'ouvrier est à l'heure et au lieu de son travail toutes les fois qu'il est aux ordres de son patron.

Quelques exemples de ce principe appliqué :

Civ., 12 Juillet 1928 (D. H. 1928.447). Un ouvrier des Ponts et Chaussées, obligé à des déplacements divers sur l'ordre de ses chefs, est considéré comme à leur disposition dès l'instant où il quitte son logis et jusqu'au moment où il y rentre, spécialement, il est victime d'un accident du travail s'il est blessé en rentrant.

Req., 24 Juillet 1928 (D. H. 1928.447). De même, est victime d'un accident du travail, un ouvrier devant inopinément exécuter un ouvrage à un point éloigné de son domicile, qui, avec l'autorisation de ses chefs va déjeuner dans un village voisin et se blesse en revenant au chantier.

Citons encore : Req., 28 Novembre 1927 (D. H., 1928.54). Un employé envoyé en tournée d'inspection blessé avant d'arriver à la région même à visiter.

Req., 19 Novembre 1927 (D. H. 1928.603). Un voyageur de commerce qui muni de sa valise d'échantillons sort

(1) Civ., 7 avril 1919. D. P., 1920.1.81 (9°).

Req., 20 mars 1918, D. P., 1920.1.81 (6°).

de son appartement et tombe dans l'escalier comme il partait en voyage d'affaires.

La Cour de Cassation dit que le temps et le lieu du travail doivent être déterminés d'après les conditions dans lesquelles il s'effectuait quand l'accident est survenu, ainsi elle se livre à l'analyse des circonstances du travail.

Toute la Jurisprudence que nous avons citée au cours de l'étude de l'occasion, dans le cas fortuit et la force majeure, le fait d'un autre ouvrier, d'un préposé, du patron, de la victime, n'est pas autre chose qu'une application de cette règle d'après laquelle le travail s'apprécie non pas selon des données matérielles extérieures comme le temps, l'espace, mais d'après les volontés qui animaient patron et ouvrier, les ordres donnés et la manière de les suivre au moment où le dommage est survenu.

L'heure et le lieu n'ajoutent donc plus rien au travail ou à son occasion pour déterminer si l'accident est, ou n'est pas garanti. Ce sont des termes qui consacrent une longue habitude et viennent se poser sur les situations les plus diverses, reconnues pour ouvrir des droits à réparation d'un point de vue qui n'est ni celui de l'heure ni celui du lieu. Quel est donc ce point de vue, celui duquel on décide qu'il y a travail dans le cadre de la loi ou occupation étrangère ? Ceci nous mène aux débats sur le fondement de la réparation : le risque professionnel ou la subordination que la Cour semble adopter.

Les deux théories sont en présence, elles ont été soutenues par MM. Rouast et Cuhe qui ont engagé une controverse sur la nature de l'indemnité attribuée par la loi à la victime d'un accident du travail.

SECTION II

Les Théories

§ 1^{er}. — *La doctrine de M. Rouast*

M. Rouast a fait une critique serrée de la notion communément admise de dommages-intérêts forfaitaires réparant le préjudice causé par l'accident.

Nous ne pouvons faire mieux que de le citer (1) :

« Comment expliquer que l'indemnité donnée à la victime ne soit pas une réparation complète ?

« Comment expliquer, qu'au lieu d'être proportionnelle au dommage, elle soit diminuée des 4/5 pour les victimes dont le salaire est supérieur à 8.000 frs. et des 7/8 pour celles dont le salaire dépasse 18.500 frs ?

« Comment justifier d'autre part la condamnation du patron alors qu'il est prouvé que l'accident est dû à une faute de l'ouvrier ?

« On répond en général à ces questions en disant que la responsabilité des accidents du travail est un succédané légal de la responsabilité délictuelle de droit commun, qui remplace la notion de faute par la notion de risque professionnel.

« Le patron n'est pas tenu de l'accident parce qu'il est en faute, mais bien parce que cet accident constitue un risque de son industrie. Ayant le profit de cette industrie, il doit aussi en subir les risques. On ajoute que si la loi limite sa responsabilité à une partie du préjudice causé par l'accident, c'est afin de ne pas surcharger l'industrie et aussi pour inciter les ouvriers à la prudence. Cette conception du risque profession-

(1) Les Annales de l'Université de Paris, mars-avril 1930.

« Le caractère alimentaire des indemnités d'accidents du travail ».

« nel renferme une part de vérité incontestable, et elle
« a été historiquement une des idées déterminantes du
« législateur.

« Elle était acceptable pour les accidents à caractère
« industriel, les seuls prévus au début parce qu'ils cor-
« respondent au danger du machinisme, et qu'on com-
« prend que le patron soit rendu responsable des dan-
« gers qu'il impose à son personnel. Mais l'idée du ris-
« que professionnel est plus difficile à justifier pour
« les accidents survenus aux employés de commerce,
« aux valets de ferme, aux domestiques de maison, parce
« que leur profession n'est pas une source de dangers
« extraordinaires. On invoque la maxime « ubi emolu-
« mentum ibi onus », mais si le risque est une consé-
« quence du profit résultant du travail, il faudrait exo-
« nérer le patron qui fait travailler à perte, et
« d'autre part, on ne voit pas pourquoi sa responsabi-
« lité serait limitée au cas de louage de service, et ne
« s'étendrait pas aux autres contrats par lesquels on
« peut tirer profit du travail d'autrui, notamment
« au contrat d'entreprise (1).

(1) Cette extension serait en effet dans la logique du risque professionnel d'où la subordination serait exclue, et à ce propos nous citerons une étude de M. Cuche parue dans la « Revue Critique de Législation et de Jurisprudence » 1913, page 412.

M. Cuche est partisan du risque professionnel sans vouloir la confusion des contrats, aussi soutient-il cette idée que le contrat de travail doit être élargi au détriment du contrat d'entreprise exclu de la loi.

Pour savoir s'il y a l'un ou l'autre type contractuel il ne faudra pas se placer à un autre point de vue que celui de la « dépendance économique ». M. Cuche conclut :

« Et maintenant que me voici arrivé au terme de cette étude contributive, ne puis-je dire que c'est aussi une pénétration de la vie et de ses complexités dans les catégories juridiques, qui s'opère sous l'effort de cette jurisprudence qui tend à différencier les contrats en fonction de la condition sociale et éco-

« Enfin, si cette idée de risque permet d'échapper à
« l'objection tirée de l'absence de faute du patron, elle
« ne justifie pas un grand nombre de dispositions de la
« loi. Elle n'explique pas pourquoi le patron est moins
« responsable quand l'ouvrier touche de gros salaires.
« Elle ne permet pas de comprendre pourquoi l'in-
« demnité est donnée sous forme de pension, et
« pourquoi cette pension est insaisissable. Elle ne
« justifie pas la manière dont le législateur a de-
« terminé les ayants droit de la victime, en cas de
« décès, pourquoi, par exemple, les enfants âgés de
« 16 ans ne reçoivent-ils plus rien ? La notion de risque
« professionnel n'est donc pas seulement contestable
« en elle-même, elle est, de plus, tout à fait insuffisante
« pour rendre compte de la manière dont sont allouées
« les rentes d'accident du travail. La nature de ces ren-
« tes est-elle donc impossible à préciser ? Nous ne le
« croyons pas. La Cour de Cassation a affirmé à plu-
« sieurs reprises qu'elles ont un caractère alimentaire.
Nous ne pouvons pas citer tout l'article de M. Rouast.

nomique des contractants ? Et cette tendance, le législateur n'a-t-il pas eu le mérite de la lui suggérer par la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires qui ne s'étend pas aux appointements de plus de 2.000 francs, par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail qui s'intéresse fort peu aux salariés qui gagnent plus de 2.400 francs, par la loi du 27 mars 1907 (art. 2) qui refuse la compétence des conseils de prud'hommes aux employés qui réclament à leur patron plus de 1.000 francs, enfin par la loi du 5 avril 1910 (art. 10) qui exclut de la liste des assurés obligatoires les salariés qui gagnent plus de 3.000 frs ? »

Nous avons cité M. Cuche pour l'intérêt très vif de son étude et pour remarquer aussi ce qu'il y a de surprenant de la part d'un défenseur du risque professionnel dans la loi de 1898 de s'arrêter au critérium de la dépendance économique afin de déterminer le type d'un contrat et par conséquence le champ d'application de la loi.

Cette dépendance économique n'apparaît-elle pas faite de subordination au moins autant que d'activité professionnelle ?

Nous exposerons brièvement des raisons qu'il nous donne de croire au caractère alimentaire de l'indemnité fournie à la victime.

Les rentes allouées par la loi sont insaisissables, mais les créanciers d'aliments par exception peuvent les saisir. Civ., 28 Novembre 1911 (S. 1914.1.97).

Deux arrêts de Cassation ont décidé que les orphelins de père ont droit à une majoration de la pension, quand par suite du décès du conjoint de la victime ils deviennent orphelins de père et mère. Civ., 12 Juillet 1926 et 3 Janvier 1927 (D. P. 1928.1.137 et note Rouast).

Que l'on n'objecte pas le défaut d'appréciation des moyens de l'employeur et de la victime. Pour ce qui est de l'employeur, un fond de garantie pourvoit à sa défaillance. Quant à la victime, elle est supposée toujours dans la même situation, ne vivant que par son salaire. L'indemnité est fonction du salaire, donc elle tient compte du genre de vie habituel. Au delà d'un certain niveau, le salaire est sans influence sur l'indemnité, preuve qu'il s'agit bien d'aliments, non d'une réparation où serait un superflu.

L'article 301 du Code Civil prévoit que la pension allouée au conjoint divorcé, sur le revenu du conjoint coupable, ne peut dépasser le 1/3 de ce revenu, ainsi le caractère forfaitaire ne contredit pas celui alimentaire.

Les enfants n'ont plus droit à la pension à partir de 16 ans, parce qu'ils sont supposés capables de subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Il en va de même pour le conjoint remarié qui reçoit un capital, versé une fois pour toutes, de 3 fois la pension. Les ascendants ou descendants, comme les enfants, doivent pour recevoir une

pension être à la charge de la victime, c'est-à-dire être bien ses créanciers d'aliments. La forme même de la réparation, la pension viagère, indique son caractère alimentaire.

M. Rouast, après avoir poursuivi sa démonstration de la nature de l'indemnité dans les différentes particularités de la loi qui vérifient le principe posé, montre encore que ce principe découle des considérations les plus générales :

« Dans le contrat de louage de service, le travailleur
« met au service du patron sa force même de travail en
« échange d'une prestation en argent lui permettant de
« vivre, le salaire ; et, d'autre part, le travailleur accepte
« la direction, la subordination du patron pour la mise
« en activité de sa force de travail...

« Si l'ouvrier avait seulement promis de livrer
« un objet ouvré par ses soins, en gardant toute
« son indépendance, il serait un malheureux que
« la charité du patron pourrait aider, mais auquel, en
« toute équité, il ne devrait rien. Mais si l'ouvrier fournit
« au patron, non un objet, mais sa force même de tra-
« vail, et s'il place sous sa dépendance, sous son auto-
« rité, l'usage de cette force, l'équité suggère que le pa-
« tron ne peut rester indifférent à l'accident survenu par
« le fait ou à l'occasion du travail. Il lui avait assuré de
« quoi vivre moyennant qu'il s'abandonnerait en tant
« qu'instrument entre ses mains : il doit continuer à
« exécuter son obligation à la suite d'une incapacité de
« travail survenue en service commandé. L'autorité en-
« traîne des obligations à la charge de celui qui
« l'exerce. Le minimum alimentaire que le patron de-
« vait fournir à l'homme qui lui livre sa force de tra-

« vail devra être maintenu à celui dont la force de travail a disparu en raison d'un accident imputable au travail commandé.

§ II. — *La doctrine de M. Cuche*

M. Cuche fait à la thèse de M. Rouast des objections qui ne méconnaissent pas le mérite des idées combattues (1). Sans doute, des particularités de la loi s'expliquent très bien en fonction du caractère alimentaire de l'indemnité, mais ne peut-on aussi bien les comprendre comme des inconséquences du législateur obligé de tenir compte de nombreuses résistances et ne pouvant réaliser son désir d'une réparation intégrale du préjudice souffert. De là, une indemnité qui tend à se rapprocher en fait d'une pension alimentaire, et, remarque M. Cuche, pourrait-on s'en étonner, puisqu'elle vient remplacer la créance du salaire, celle-ci présentait déjà ce caractère alimentaire. Des frais sont d'ailleurs pris en charge qui ne sont pas des aliments, mais bien une part du préjudice : frais médicaux, pharmaceutiques, et hospitaliers.

Un argument de M. Cuche nous semble à double tranchant.

« Si d'autre part on assimile certaines indemnités à des pensions alimentaires, ne faudrait-il pas en déduire qu'elles cessent d'être dues le jour où la victime ou ses ayants droit revenant, comme on dit, à meilleure fortune, n'auraient plus besoin d'aliments ?

« Or, dans la législation sur les accidents du travail, il n'y a pas un texte qui autoriserait dans ce cas le débiteur de la rente à en interrompre le paiement ».

(1) Revue critique de Législation et de Jurisprudence, mars-avril 1930. « La nature juridique des indemnités d'accidents du travail », page 198.

Sans doute, la preuve est faite que si l'indemnité a un caractère alimentaire, c'est d'une pension alimentaire assez particulière dont il s'agit, mais il ne faut pas que les partisans de l'indemnité dommages-intérêts s'en réjouissent trop. Sans rappeler les développements de M. Rouast dont M. Cuche reconnaît l'opportunité, demandons-nous si un ouvrier, victime d'un accident dont il est parfaitement guéri, reçoit assurément des dommages-intérêts.

Dans le cas où l'ouvrier renté obtient un salaire supérieur à celui qu'il gagnait au moment de l'accident, il n'y a plus lieu de l'indemniser d'un préjudice inexistant. La procédure de révision est destinée à tenir compte d'un changement survenu dans le taux d'incapacité, mais après la consolidation définitive, la rente d'invalidité est acquise. Le cas est rare d'un ouvrier qui ne souffre d'aucune invalidité après consolidation de la rente, qui revienne à meilleure fortune physique, mais il n'est pas impossible. Dans toute la mesure où la rente excède celle que justifierait le véritable degré d'incapacité, il y a versement spécial: ni *prétium doloris*, ni *damnum emergens*, ni *lucrum cessans*.

En présence d'une institution nouvelle comme la loi de 1898, nous avons seulement signalé le danger qu'il y aurait à vouloir absolument l'expliquer en fonction d'une idée ancienne. Il est humain de concevoir une construction originale en se servant d'idées pré-existantes, mais il faut pas que ces idées s'imposent à une réalité où elles n'ont peut-être pas pénétré sans se transformer elles-mêmes.

M. Cuche écrit plus loin :

« Avec la conception de M. Rouast, le risque profes-

« sionnel est contenu dans les limites de l'autorité, dès
« lors, ne peuvent prétendre à aucune indemnité les
« travailleurs autonomes à domicile. Avec la conception
« rançon du profit » le risque professionnel s'élargit
« jusqu'aux limites de la dépendance économique, et
« englobe les salariés à domicile à qui la Jurisprudence
« refuse encore d'appliquer la loi de 1898 ».

L'importance de cette proposition nous conduits à l'examiner en 3 paragraphes :

1°) Quest-ce que le risque professionnel et la subordination ?

2°) Certaines applications pratiques de l'idée de risque professionnel ne peuvent-elles pas se justifier aussi bien par la subordination ?

3°) La profession dont le risque est garanti pourrait-elle s'élargir jusqu'à la dépendance économique ?

§ III. — *Qu'est-ce que le risque professionnel et la subordination ?*

Le risque professionnel est une notion qui est généralement supposée connue, au moins est-elle rarement abordée. Pourtant, dès lors qu'il est possible de l'opposer à la subordination, nous nous demandons comment la notion est définie, sans faire appel à l'autorité d'où émane l'organisation de la profession.

M. Piaget n'a pas craint de définir le risque professionnel tel qu'il l'entendait (1).

M. Piaget, par une image, nous montre le risque professionnel en des ondes concentriques autour d'un centre d'origine. Au centre sont (2) :

(1) Thèse citée page 113.

(2) page 113, *op. cit.*

« Les risques spéciaux au travail assujetti et ayant
« une origine uniquement professionnelle » suit une
énumération qui n'est peut-être pas limitative.

Autour de ce centre :

« On peut supposer un premier cercle où l'on placera
« les risques qui, tout en étant spéciaux à un mode de
« production déterminé, ont une origine bi-latérale : le
« risque professionnel s'y combine par exemple avec la
« faute inexcusable de l'ouvrier ou avec les risques
« individuels de ce dernier, maladie, infirmité, disposi-
« tions morbides ».

« Un second cercle renfermera les risques qui ne sont
« pas particuliers à un mode de production déterminé,
« les risques créés par les tiers sur le lieu et à l'heure du
« travail, les risques qui ne sont ni complètement étran-
« gers au travail assujetti, ni spéciaux à un mode de
« production et qui sont créés par le patron, les risques
« que l'ouvrier a acceptés par intention professionnelle,
« et qui se sont réalisés au cours d'un travail sembla-
« ble au travail assujetti... »

« Un 3^e cercle enfin peut contenir des risques qui n'ont
« avec le travail qu'une relation moins précise encore,
« risques créés totalement par l'ouvrier ou par les forces
« de la nature par exemple, alors que l'ouvrier est à
« l'heure et au lieu de son travail ».

Et pour s'expliquer sur la notion d'heure et de lieu,
M. Piaget écrit plus loin (1) :

« Nous arrivons ainsi à cette conclusion : que l'ou-

(1) page 118, *op. cit.*

« vrier est à l'heure et au lieu de son travail, chaque fois
« que sa présence à une heure et en un lieu donnés ne
« s'explique que par l'obligation où il se trouvait d'y
« être de par son travail », ou encore « ne s'explique
« que par les obligations que lui impose son travail et
« que chaque fois qu'il sera blessé dans ces conditions,
« il sera victime d'un accident du travail, à moins que
« la cause et les conséquences de l'accident ne soient à
« la fois étrangères à cette présence » (1).

« Pour être très exacts, il nous faut compléter le sens
« que nous entendons donner à l'expression « présence »,
« nous lui adjoindrions volontiers celle « d'attitude ».

« Il se peut en effet que l'ouvrier soit en un lieu où sa
« présence n'est pas exigée par son travail, mais où
« cependant son « attitude » est provoquée par une
« obligation professionnelle ». Et pour fixer d'un exem-
ple cette attitude, M. Piaget nous dit à propos du briga-
dier-wagonnier blessé chez lui par un pétard : « Le
« travail n'exigeait pas sa présence à son domicile,
« mais c'est le travail qui lui a commandé cette attitude
« qui provoqua l'accident » (2).

Nous doutons du bien-fondé d'une énumération si lon-
gue soit-elle de risques professionnels.

M. Piaget aurait encore davantage détaillé la sienne,
de nombreux cas particuliers ne seraient pas prévus sur
la liste dressée, nous serions bien en peine pour les ré-
soudre à défaut d'une règle généralement formulée. Si
le risque professionnel se reconnaît à des signes qui

(1) page 121.

(2) page 119.

permettent de l'apercevoir dans un certain nombre de situations, pourquoi ne pas nous donner l'idée directrice de laquelle nous inspirer pour opérer nous-mêmes la reconnaissance.

Comment ne pas manifester de surprise à voir ce que M. Piaget place au centre du risque professionnel :

« Les risques spéciaux au travail assujetti et ayant une origine uniquement professionnelle ».

Nous ne nous attendions pas à rencontrer si tôt la subordination, cette inutilité, pour ne pas dire cette erreur. Or, travail assujetti semble bien rappeler que le travail considéré par la loi est un travail organisé par une volonté de commandement. Quant à l'origine professionnelle du risque, pour qu'il soit professionnel, elle n'est pas de nature à nous éclairer beaucoup.

Nous ne ferons pas de vives critiques aux deux cercles suivants. Ils marquent un effort pour rattacher le risque à la production, c'est en effet autre chose que la subordination, mais où commence, où s'arrête, la production visée par la loi ? Encore, ne pouvons-nous pas ne pas relever dans le deuxième cercle « les risques que l'ouvrier accepte par intention professionnelle et qui se sont réalisés au cours d'un travail semblable au travail assujetti ». Ces risques semblent prêter le flanc aux flèches déjà décochées au centre.

Du troisième cercle, nous serions tentés de dire qu'il est diabolique, non pour la vision infernale du Dante, mais parce que « *erare humanum est, perseverare diabolicum* ».

Nous trouvons dans ce cercle une véritable volonté, une persévérance à ne pas avouer la subordination,

quand elle devient évidente. En effet toute la valeur de ce dernier refuge du risque professionnel est dans celle « du lieu et de l'heure ». Il eut importé de rendre professionnels ce lieu et cette heure. Mais pour réaliser ces circonstances, il faut que la présence de l'ouvrier ne s'y explique « que par l'obligation d'y être de par son travail » ou encore « que par les obligations que lui impose son travail » ! La Cour de Cassation ne s'exprimerait pas différemment pour affirmer la subordination nécessaire. Nous ne pouvons critiquer cette formule que du point de vue auquel M. Piaget voudrait se placer. Quelle originalité présente ce « risque professionnel » ? Il est celui couru par un ouvrier dans l'exécution de sa tâche. S'il y a obligation pour satisfaire au travail, dans cette obligation même se trouve alors un lien de subordination, car le lien obligatoire n'existe pas entre un travailleur et une production, entité inconsistante, mais seulement entre un travailleur et un homme doué du pouvoir de commandement. S'il n'y a pas obligation envers un homme, il y a travail libre, la pseudo obligation vis-à-vis du travail ne serait que le bon vouloir d'un artisan obligé comme la plupart des hommes à travailler pour vivre. Si d'une production libre découlaient des obligations imposées par le travail, mettant le travailleur sous l'empire de la loi de 1898, nous aurions en effet quelque chose d'autre dans les conditions retenues par M. Piaget que la subordination juridique : la dépendance économique, ou même le droit pour l'individu de prétendre, auprès de la collectivité, à une indemnité pour tout accident.

Nous n'insisterons pas, réservant un prochain paragraphe à la dépendance économique.

Le mot travail, par ce qu'il sous-entend de « produc-

tion » détourne de l'idée essentielle « l'autorité ». Il est assez objectif, pour ne pas avouer tout son sens, plus objective encore est l'affirmation :

« Il sera victime d'un accident du travail à moins que la cause et les conséquences de l'accident ne soient à la fois étrangères à cette présence ».

Mais l'accident arrivé à l'heure et au lieu du travail ne peut pas être, de par sa cause ou ses conséquences, plus ou moins étranger à une présence ; si la présence est un fait objectif, elle est constatée sans plus.

L'employé de chemin de fer aidant le destinataire à qui incombe le déchargement d'un wagon, ne subit pas un accident étranger à sa présence. Les causes et les conséquences de l'accident semblent ne valoir que par cette présence, il n'empêche que l'accident n'est pas indemnisé.

Affirmant son objectivité, M. Piaget écrit : « Or, l'obligation mise à la charge du patron ne repose point sur l'idée subjective d'un devoir de surveillance, mais sur une idée objective : celle du risque professionnel qui doit, à notre avis, être entendu largement ».

La charge de l'autorité n'est pas tout à fait un devoir de surveillance, c'est plutôt une prolongation de la personne du commettant, absorbant celle du subordonné « dans le service commandé », mais nous voulons seulement insister sur le caractère, prétendu objectif, du « risque professionnel ». M. Piaget ne le lui a pas conservé, il a fait appel à une notion des plus subjectives « l'attitude ». Les défauts de la présence, pur fait rigide, motivent peut-être l'appel à des notions plus flexibles « Le travail n'exigeait pas sa présence à son domicile, mais c'est le travail qui lui a commandé cette attitude

qui provoqua l'accident » (écrit M. Piaget, à propos du brigadier wagnonier).

Sur cette formule aussi, nous tombons d'accord, mais que signifie cette exigence du travail de faire prendre une attitude ? Le travail en lui-même n'exige rien, s'il a des exigences, c'est qu'il est dirigé, ordonné par une volonté supérieure, et dans la mesure où l'attitude est prise pour se conformer à cette volonté, il y a subordination.

Comment faire appel à la subordination dans le mot travail et ne pas s'en apercevoir ? Cette ignorance systématique a provoqué notre jugement sur le troisième cercle.

Nous nous garderons de dire que la subordination est la raison d'être du texte de 1898. Nous sommes bien persuadés que la pensée de mettre les accidents au nombre des frais généraux d'une entreprise a été déterminante dans la confection de la loi « *ubi emolumentum ibi onus* ».

Ce que nous prétendons, c'est que la subordination est le point de vue auquel il importe de se placer pour distinguer le travail garanti du travail ordinaire. On présente le critérium de subordination comme une œuvre de la Jurisprudence, nous en convenons bien volontiers. On remarque que la subordination devait être d'abord technique, maintenant simple rapport de droit, et l'on conclut de son origine exorbitante du cadre de la loi, que la subordination est une notion supplémentaire introduite dans le risque professionnel, faussant cette première mesure. Mais nous répondrons que toujours le risque professionnel a été pénétré de subordination. Comment reconnaître le caractère professionnel à toutes les attitudes de pure fantaisie, prises pendant le travail, par un

ouvrier. Nous avons cette notion en nous, que la profession comprend des actes dirigés vers un but assigné — nous ne concevons pas que les manifestations de l'activité la plus anarchique soient professionnelles. La profession est une organisation dont le maître est le patron, c'est lui qui, directement, ou par personnes interposées, rég'emente en vue de la production, la force de travail que lui confient des ouvriers. Il n'est pas possible de parler de travail, si ce n'est pas un singulier abus de mots, sans se demander ce qui était ordonné à l'ouvrier. Et ceci ne résulte pas de la volonté arbitraire de la Cour de Cassation mais de la nature même des choses — que l'on nous permette cette expression empruntée à la physique : L'ouvrier est pris dans le champ d'influences patronales — il y a lieu de rechercher la ligne de force : quelle était la tâche, la mission, pour savoir si l'ouvrier est victime du travail, s'il s'est comporté en tant qu'ouvrier. Là où cesse la subordination, nous ne comprenons pas que la profession, au sens de la loi, puisse subsister, il y a tout simplement exercice d'une activité libre par un artisan ou un patron, ou encore, s'il s'agit d'un ouvrier, exercice, extra-professionnel aussi bien qu'en dehors de la subordination, de ses facultés.

Le paragraphe II, article 1^{er} de la loi de 1898 dit :

« Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire, ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades ». Ceci nous convainc que la Cour de Cassation n'a rien inventé en posant son critérium. La loi envisageait déjà le risque de la profession organisée, l'autorité n'était peut-être pas l'essence unique du risque, c'était déjà sa bonne mesure.

Le stade de la subordination technique correspondait à une compréhension particulière de l'autorité, entendue aujourd'hui dans un rapport moins direct entre le patron et son subordonné. L'autorité n'est plus exigée dans son exercice immédiat, mais seulement dans la possibilité légale de cet exercice.

Un arrêt de Dijon (9 Fév. 1932. D. H. 1932.210), nous fournit une excellente définition de la conception autoritaire actuelle. Nous reproduisons seulement ces attendus :

« Qu'il suffit que le travailleur soit soumis à l'autorité du maître, en ce sens que celui-ci soit en droit de lui donner des ordres, et qu'ainsi sa liberté ne reste pas entière. Que ce qui caractérise l'autorité dont doit être investi tout patron, c'est non pas la possibilité de donner des ordres, mais le droit de le faire, et de substituer sa volonté à celle du travailleur quand il le juge bon, qu'un employeur reste bien patron, alors même qu'il paraîtrait inapte à diriger cette exécution, pourvu qu'il ait le droit de donner des ordres et que le travailleur soit dans l'alternative d'y obéir ou de cesser le travail ».

La querelle cherchée aux partisans de la subordination est mauvaise, le risque professionnel n'existe pas sans la soumission à l'employeur. Le mot même de profession n'est pas prononcé par la loi, si on l'adopte, il faut bien se rapporter à la loi pour préciser son contenu. Du moment que des risques supportés par « des ouvriers et employés » sont mis à la charge du « chef d'entreprise », il faut convenir que le principe d'autorité dans la profession, dans le travail, tel que la loi l'entend, va de pair avec l'acte productif même. Il est aussi vain d'exclure le premier facteur qu'il serait vain de le faire pour le deuxième.

L'autorité c'est la forme dont la production est le fond, travailler, au sens de la loi, c'est produire dans l'ordre établi par l'employeur.

§ IV. — *Certaines applications pratiques de l'idée de risque professionnel ne peuvent-elles se justifier aussi bien par la subordination.*

1°) Pour admettre les salariés à domicile au bénéfice de la loi, est-il nécessaire d'abandonner le critérium de subordination ?

Nous avons vu un arrêt de Dijon (9 Avril 1932) rendu à propos d'un pilote fluvial qui n'a pas été reconnu entrepreneur libre. Les considérants motivant la subordination de ce pilote pourraient aussi bien s'appliquer à des ouvriers à domicile.

La raison de l'attitude illogique de la Jurisprudence est toute dans les difficultés pratiques qu'il y aurait à séparer les accidents purement civils des accidents du travail. M. Cuche ne se dissimule pas non plus ces difficultés (1). A notre avis, elles ne sont pas plus grandes que celles rencontrées en matières d'accidents survenus à des voyageurs de commerce.

Nous espérons voir bientôt la loi appliquée aux ouvriers à domicile.

2°) M. Piaget voudrait compter au nombre des accidents du travail ceux arrivés aux ouvriers dans le trajet d'aller et de retour de l'usine (2).

Sans doute, l'aller et le retour, eu égard au travail, sont-ils des actes préparatoires, encore le retour n'est-il préparatoire que pour le prochain aller, mais ne sont-

(1) page 205, Rev. Crit., mars-avril 1930, article cité.

(2) thèse citée page 118.

ils pas plutôt déterminés par la vie privée de l'ouvrier ? Du point de vue de M. Piaget, nous voyons mal le caractère professionnel des trajets, la production n'y joue aucun rôle direct. Du point de vue de la subordination, nous ne pouvons admettre que le risque au cours d'allées et venues soit garanti, tant que le patron ne se charge pas des voyages par un service spécial. Le raisonnement de M. Piaget est dangereux. On pourrait expliquer toute la vie d'un ouvrier en fonction de son emploi (profession ou subordination d'ailleurs), il n'y aurait alors plus de place pour un accident simple.

M. Rouast dans un article (1) paru à la Revue Générales des Assurances terrestres, réponse à M. Cuche et à M. Piaget, fait observer à celui-ci, non sans humour, que pourrait être aussi bien un accident indemnisé, « le faux mouvement que l'ouvrier accomplit au saut du lit en enfilant ses vêtements de travail ».

§ V. — *La profession dont le risque est garanti pourrait-elle s'élargir jusqu'à la dépendance économique.*

M. Cuche, dans l'article cité (2), penchait assez nettement vers l'adoption du critérium de dépendance pour faire le départ entre le contrat de travail largement entendu, comprenant le louage de service et des louages d'ouvrages, et le contrat d'entreprise. Il y aurait ainsi toujours harmonie entre le domaine du contrat de travail et celui d'application de la loi.

Nous avons observé que la dépendance économique

(1) Revue générale des Assurances Terrestres, Mai-Juin 1931. « L'heure et le lieu du travail et la notion de risque professionnel ».

(2) Rev. Cr. de L. et de J., Juillet-Août 1913.

pouvait marquer les confins de la subordination aussi bien que ceux du risque professionnel.

En effet, la Jurisprudence est passée de la subordination technique étroite à la subordination juridique. La subordination ou dépendance économique ne serait qu'un pas de plus. Mais laissons de côté le point de savoir si la dépendance économique appartient à l'un ou à l'autre système, étudions-la dans ses conséquences.

Prenons un exemple, et sans en faire une fable, imaginons le contrat qui peut se conclure entre un savetier et un financier. Nous supposons bien entendu que le savetier, ou pour lui donner un nom plus moderne, le cordonnier, ait une échoppe des plus modestes, satisfasse à toutes les conditions voulues pour être dans la dépendance économique de son riche client. Pour éviter des discussions sur la preuve, nous admettons que le cordonnier ait établi en droit qu'il s'était blessé en exécutant le travail destiné au financier, celui-ci serait-il assimilé à un employeur et comme tel obligé à réparation dans les termes de la loi de 1898 ? Cette solution admise, toute négociation entre un puissant et un faible économique, amènerait un contrat de travail, et la répartition des risques courus par le plus faible, incomberait au plus fort. Mais on hésite à poursuivre ce qui semble une charge. Comment accepter un critérium d'appréciation des puissances économiques, à chaque instant disputer pour savoir dans quel sens la dépendance existe. Est-il possible d'admettre que deux personnes en présence ne sachent pas quelles sont leurs obligations, tant qu'elles n'ont pas recherché si l'une n'est pas dans la dépendance économique de l'autre ? D'ailleurs comment déterminer cette dépendance, la fortune ne serait pas une mesure.

Le Syndicat des Cordonniers peut maintenir des prix très élevés, et même si le cordonnier de notre exemple était pauvre, qui pourrait affirmer sa dépendance économique vis-à-vis d'aucun de ses clients ?

Mais dira-t-on la dépendance économique ne doit pas être entendue ainsi, elle ne peut exister entre un artisan et un de ses clients. Pour être dans la dépendance économique de quelqu'un, il faut lui être infcodé, de telle sorte que son service soit absolument essentiel, prépondérant dans l'exercice de la profession ; autrement le plus grand industriel serait dans la dépendance économique de sa clientèle, on n'imagine pas à l'occasion d'un accident qu'il réclame une indemnité à tous ceux qui ont acheté ses produits.

Il faut, pour trouver un exemple valable, prendre deux personnes dont l'une ait en l'autre son unique ou presque unique client, un client dont la position économique soit supérieure à celle de son fournisseur. On arrive alors à restreindre la dépendance économique au cas des ouvriers à domicile. L'artisan qui conserve la liberté de travailler pour qui bon lui semble n'est pas protégé par la loi, le comprendre parmi les bénéficiaires, ce serait donner à chacun le droit de se faire assister par le plus fort économique à qui un service serait rendu. Mais comment distinguer entre le petit façonnier et l'ouvrier à domicile, si ce n'est en analysant la liberté dont jouissent, en fait, les personnes dont il s'agit. Quand la volonté du patron s'affirme jusque dans les détails d'exécution, procédé à employer, délai exact à tenir, instructions réduisant la liberté du travailleur, la Jurisprudence dit avec le bon sens : c'est un ouvrier ; si au contraire le degré de liberté semble très grand : c'est un artisan.

La dépendance économique ne signifie rien, ou si elle signifie quelque chose, c'est qu'elle est reconnue en fonction de la subordination aux ordres du client qui devient alors un maître.

Ce n'est que dans la mesure où il y a subordination, que l'acte professionnel emporte des conséquences susceptibles d'entrer dans le cadre de la loi de 1898.

Si la dépendance économique dérive du risque professionnel, convenons qu'elle est un guide bien peu sûr, tant qu'on ne l'envisage pas sous l'angle étroit de la subordination, nous n'hésitons pas à ajouter subordination de droit, car si le travailleur à domicile n'est pas soumis par son contrat aux ordres du patron, ce patron devient un client, et le travailleur un artisan (1).

§ VI. — « Notre point de vue »

Nous revenons au chapitre II « l'occasion du travail », et en particulier au paragraphe que nous avons consacré « à la faute manquement aux règles du travail ». Nous avons conclu de la Jurisprudence que le travail, pour rester garanti, « ne doit pas être interrompu ni détourné de son objet normal, soit pour le profit d'un tiers, soit pour la satisfaction de l'employé, et ne pas contrevenir aux défenses faites par le patron ».

(1) Dans le domaine d'application de la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances Sociales, la Cour de Cassation par des arrêts C. C., 22 juin 1932 et 30 juin 1932 (Bulletin mensuel des allocations familiales et des Assurances Sociales 1932, p. 110 et 133) s'est prononcée nettement contre le système de la dépendance économique. Elle exige pour admettre le salarié au bénéfice de la loi « qu'il soit soumis pour son travail à l'autorité de celui qui l'emploie ».

M. Cuhe regrette vivement dans un article « La définition du salarié et le critérium de la dépendance économique » D. H. 1932, p. 101, que l'employeur soit ainsi tenu comme « chef », selon la conception de M. Rouast sur la matière des accidents du travail.

Nous voyons mieux maintenant la portée de cette règle. Elle découle du rôle du patron dans le travail, de l'organisation, de l'ordonnancement qui est sa prérogative. Elle doit donc assurer à l'ouvrier l'indemnité pour la réalisation du risque professionnel, jusqu'au moment où celui-ci sort des fonctions qui lui étaient imparties.

Il est souvent malaisé de savoir si un acte, à l'origine d'un accident, est ou n'est pas compris dans les fonctions normales. C'est ainsi que cette question se pose en un grand nombre d'espèces, où l'attitude de l'ouvrier le situe à la limite du travail commandé et de son initiative personnelle ; nous voulons parler des actes de complaisance, de réciprocité et de dévouement. Les arrêts rendus en ces matières laissent apparaître un critérium de subordination très nuancé.

Il semble que le juge, pour accorder le bénéfice de la loi de 1898, recherche bien la subordination de l'ouvrier, et la trouve ou ne la trouve pas dans sa conduite, appréciée ici, non seulement en conformité avec les ordres reçus, mais encore avec les usages et même la complaisance naturelle dans l'exécution de tout service.

Prenons l'exemple d'un camionneur, chargé de livrer un fût à un client, victime d'un accident, tandis qu'il descend le fût dans une cave. Le travail commandé prend-il fin à la livraison du fût au seuil de la maison, ou comprend-il encore la mise en cave assumée par le camionneur ?

Citons : Pour l'application de la loi de 1898 : Paris, 31 Mai 1910, D. 1912.2.46.

« Attendu que la Compagnie défenderesse prétend
« que X qui avait simplement pour mission de livrer
« la barrique de vin sur le pas de la porte n'était plus

« dans l'exercice de son travail et agissait à ses risques
« et périls en opérant la descente en cave, travail pour
« lequel il devait être payé par le destinataire et non
« par son patron. Mais attendu qu'il est d'usage à Paris
« que les camionneurs, à moins qu'ils n'en aient reçu
« la défense formelle du chef d'entreprise, se char-
« gent de descendre en cave les pièces de vin qu'ils
« doivent livrer aux particuliers. Attendu que les en-
« trepreneurs de camionnage retirent de cet usage un
« double avantage, ils donnent satisfaction à leurs
« clients et tiennent compte des gratifications reçues des
« destinataires par leurs cochers-livreurs, en payant à
« ces derniers un salaire moins élevé que celui des co-
« chers qui ne reçoivent pas de pourboires ».

Contre l'application de la loi de 1898 (1) : Paris, 3
Juillet 1911, D. 1913.2.167.

« Considérant qu'il est d'une pratique constante à
Paris que les entreprises de camionnage livrent les mar-
chandises et notamment les fûts de vin à la porte du
destinataire et ne se chargent pas de leur mise en place
ou de leur descente en cave...

Considérant que tels sont incontestablement les usages
suivis par la maison X, qu'ils sont indiqués à l'état de
règle expresse dans une mention portée en date du bor-
dereau de livraison ainsi conçue : «... les frais réclamés
ci-dessous ne comprennent pas la descente et le remon-
tage de cave, montée d'étages... ces travaux n'étant pas
de notre entreprise nous préférons ne pas nous en char-
ger en raison des risques qu'ils présentent... dans le cas
où le destinataire les ferait exécuter pas notre voiturier
nous déclinons toute responsabilité ».

(1) également dans ce sens, Civ. 10 Mars 1913. D., 1913.5.43.

Dans le premier arrêt, les usages et la complaisance normale d'un fournisseur vis-à-vis de son client permettent au juge de reconnaître la subordination, l'occasion du travail. Dans le deuxième, les ordres du patron sont trop précis pour ne pas exclure des risques garantis, ceux délibérément pris en charge par l'ouvrier. Le camionneur sait jusqu'où il est couvert par les ordres formels. S'il va au delà, il est averti que ce sera « *proprio motu* », sans pouvoir se réclamer d'un acquiescement de son employeur.

Prenons encore des exemples de menus services rendus par l'ouvrier.

Citons contre l'application de la loi de 1898 : Civ., 5 déc. 1910, D. 1911.5.14.

Un charretier employé par un cimentier va livrer à un château une tablette de ciment pesant environ 350 kg. Sur la prière d'un domestique il consent à aider à poser la tablette sur des consoles de fonte destinées à la recevoir. Au cours de cette manœuvre, une des consoles cède, la tablette heurte à la tête le charretier et le tue. L'accident ne relève pas de la loi de 1898. La victime a outrepassé la complaisance qu'elle pouvait mettre à s'acquitter de sa tâche de livrer un objet. L'opération de poser la table de ciment ne saurait être considérée comme un accessoire de la livraison, son importance la rend nettement distincte.

Au contraire, certaines extensions de mission ne s'opposent pas à ce que s'applique la loi de 1898 : Req., 11 Juin 1907, D., 1908.1.60.

« Attendu que X, charretier au service de Y et Z a été blessé le 5 janvier 1906 alors qu'il prêtait main-forte aux employés de la gare de Nevers pour faire démarrer un wagon. Attendu que pour repousser la demande de pen-

sion viagère formée par la veuve de X, ses employeurs allèguent que celui-ci devait se borner à atteler ses chevaux aux wagons et à les conduire au point désigné par les agents de la C^{ie}, sans avoir à s'immiscer d'une façon quelconque dans la manœuvre des dits wagons. Mais attendu qu'il résulte des constatations du jugement dont l'arrêt attaqué s'est approprié les motifs... qu'il existait une corrélation évidente entre l'accident et le travail... »

Le charretier se blesse alors qu'il n'accomplit pas rigoureusement les gestes commandés, mais l'attitude prise est en tous points conforme à celle que l'on peut attendre de la simple complaisance, de la bonne volonté professionnelle. Ainsi la subordination subsiste et la relation nécessaire du travail à l'accident est reconnue dans le mot « corrélation ».

C'est le même raisonnement qui motive. Civ., 19 nov. 1928, S., 1929.1.11 :

Un apprenti, envoyé par son patron chercher seulement un autre ouvrier occupé alors au chargement d'un wagon en gare, aide à la manœuvre du wagon et se blesse.

« Attendu que X en prêtant la main à d'autres ouvriers « de la même entreprise était convaincu qu'il agissait « dans l'intérêt de celle-ci, qu'enfin à supposer qu'il ait « outrepassé les ordres de son patron, l'arrêt attaqué « a pu décider en l'état des circonstances de fait qu'il « relève, que l'accident était survenu par le fait et à « l'occasion du travail ».

Il se peut encore qu'un ouvrier soit victime d'un accident comme il rend service à des compagnons sur un chantier voisin. Si la coutume d'entr'aide régulière s'est établie au vu et au su des patrons, il y a là une tolérance, peut-être même une intention arrêtée de profiter d'un

échange de bons procédés, qui étend la garantie du travail au « coup de main » donné à l'entreprise voisine : Bordeaux, 19 mars 1903, D., 1906.2.59.

« Attendu que les premiers juges ont décidé avec raison que la veuve X pourrait établir par voie testimoniale qu'il est d'usage que les entrepreneurs se prêtent dans les chantiers voisins des ouvriers pour se donner un « coup de main ». Attendu que si cet usage d'aide réciproque connu des ouvriers se continue avec la tacite approbation des patrons il en résulte nécessairement une sorte de continuation du travail... » (1).

Nous croyons que tous les actes de sauvetage ou de dévouement sont garantis par la loi de 1898, lorsqu'ils interviennent en faveur de compagnons menacés dans l'accomplissement de leur propre tâche. Mais s'ils sont accomplis au bénéfice de tiers, le point est fort douteux. Au nombre des obligations professionnelles du subordonné, comment comprendre des œuvres de solidarité qui semblent le détourner franchement de l'exécution de sa tâche dans un geste de courage ou de bon cœur. Tout au plus pourrait-on accorder le bénéfice de la loi si le dévouement était apparu de peu d'importance, comme ne devant entraîner aucune conséquence fâcheuse, alors l'assentiment tacite du patron se présumerait. Il ne faut quand même pas oublier que la loi de 1898 organise la réparation des accidents du travail, non celui des dommages qui ne résultent pas du travail.

Un arrêt déjà cité, Civ., 17 fév. 1920, D. 1920.1.81 (15^e) décide, qu'un garçon livreur, en train de décharger de son camion des carafes, et qui, voyant un cheval em-

(1) autres exemples de service rendu à titre de réciprocité. Req. 7 nov. 1905. S., 1907.1.508. Lille, 9 août 1900. Rec. min. Comm., p. 411.

ballé, gare son camion, s'élance à la poursuite du cheval et se fait écraser par un tram, n'est pas admis au bénéfice de la loi de 1898 (1).

Cependant, en sens contraire, nous citerons : Nice, 4 mai 1917. Gaz. des Trib., 31 janvier 1918.

Nous avons voulu montrer la grande souplesse de la jurisprudence qui ne se réfère pas seulement aux ordres du patron mais aussi aux usages, à des notions encore plus flexibles : la complaisance permise, celle qui ne l'est pas. Nous nous apprêtons ainsi à prendre position sur le critérium qui met de l'unité dans la diversité des solutions particulières.

En somme, toute la difficulté, en présence d'une initiative quelconque de l'ouvrier d'où résulte un accident, est de déterminer ce qui, fait neutre ou simple faute dans l'accomplissement de la tâche, ne s'oppose pas à l'application de la loi de 1898, et ce qui, contravention aux règles dans le réseau desquelles la tâche doit se poursuivre, s'oppose à l'application de la loi. Le texte de 1898, en effet, n'a pas réservé au patron la possibilité de dénoncer dans un règlement détaillé, des fautes précises contraires au travail garanti.

Nous rappelons encore les deux exemples du domestique qui se blesse avec un revolver (2), de l'ouvrier blessé en montant en tramway pour porter tardivement une balance (3), certains ordres du patron sont transgressés sans qu'il en résulte le défaut de réparation. D'autre part, il est des ordres que le patron n'a peut-être pas donnés « ne pas faire de paris dangereux » « ne pas rendre de

(1) en même sens Trib. corr. de Corbeil, 28 octobre 1930. D. H., 1931.47, déjà cité.

(2) Civ., 31 déc. 1917, D. P., 1920.1.81 (3°).

(3) C., 6 janv. 1932, D. H., 1932.117.

services à ceux qui n'ont aucune qualité pour les demander », si ces instructions toutes virtuelles sont transgressées, il n'y aura pas de réparation suivant la loi, l'occasion du travail utile ne sera pas reconnue. La subordination suffit-elle à faire le départ entre tous les cas d'espèce ? Nous avons vu combien elle finissait par être un lien de droit léger, bien loin d'être un joug pesant sur le subordonné, c'est la seule possibilité juridique de lui donner des ordres. Faudrait-il chaque fois qu'un acte d'employé entraîne un accident, se demander quelles auraient été les instructions du patron s'il avait été appelé à se prononcer, et dire que l'employé s'est dégagé de la subordination quand son geste n'a pas été celui que le patron aurait commandé ?

Ce n'est pas possible.

Comme le travail peut s'apprécier en fonction de la subordination, celle-ci se peut et se doit comprendre en fonction de règles morales.

Nous croyons que toute loi positive a son fondement moral, la subordination traduit en un mot la règle morale du travail. Quand même les ordres du patron n'ont pas été exécutés, il faut, avant de dire qu'il y a eu insubordination, examiner toutes les circonstances de cette insubordination, apprécier si l'ouvrier n'a pas cru de bonne foi agir pour le mieux, en prenant une initiative même malheureuse. Ce n'est pas tellement l'ordre du patron qui compte, que la représentation que s'en fait l'ouvrier, il aura le sentiment de se comporter en loyal compagnon, même en se permettant certaines incartades, s'il pense agir, sinon suivant la lettre, au moins suivant l'esprit des ordres de son service.

A plus forte raison, l'ouvrier reste-t-il subordonné

quand il agit sans ordres préalables particuliers, et qu'un calcul erroné peut-être, mais bien intentionné, le fait agir comme le patron ne l'aurait pas voulu.

Ne va-t-on pas nous dire que nous revenons ici à la notion vraie du risque professionnel ? Le reproche ne nous toucherait pas, car nous nous sommes seulement élevés contre le risque professionnel sans subordination.

Si les zélateurs de cette doctrine ont senti que l'ouvrier pouvait agir dans l'intérêt de son service, plutôt que selon des ordres, et rester bénéficiaire de la loi, nous nous en félicitons.

Il ne faut pas s'arrêter à des formes abstraites sans les pénétrer de la vie qu'elles doivent réglementer.

La subordination ne s'exerce pas sur des concepts, mais sur des hommes, ce qui leur apparaît utile à la production, leur semble par là même dans les ordres tacites du patron. Il n'est pas nécessaire de renoncer à la subordination, il faut comprendre à quoi elle se ramène dans la conscience professionnelle de l'ouvrier. Toujours de ce point de vue pratique, les hommes ne se comportent pas avec la sûreté de machines parfaitement régulières, mais à une approximation près, suivant leurs qualités et leurs défauts, il faut bien admettre des tolérances humaines dans l'exécution de toutes les tâches.

L'insubordination n'apparaîtra pas dès que l'attitude ne sera plus conditionnée par les ordres précis ou sous-entendus de l'employeur. Il y a des infractions qui tiennent aux imperfections de l'homme et ne caractérisent pas la volonté hostile au travail.

Accomplir une commission en retard, c'est un manquement à une obligation d'exécuter un ordre précis.

Jouer avec un revolver, c'est encore un manquement à une obligation d'exécuter un ordre sous-entendu.

Rien ne permet, *a priori*, de voir encore ici la subordination, rien, si ce n'est l'analyse de l'acte, faite d'après la conception que l'on porte en soi du devoir ou de la faute professionnelle, analyse dont les conclusions ont été dans ces espèces favorables aux victimes.

Au contraire, dans l'exemple du pilote cité plus haut (1), la faute d'avoir quitté l'itinéraire, analysée en conscience, s'est avérée incompatible avec la subordination, telle que la comporte le devoir professionnel. Les conclusions ont été défavorables à la victime.

C'est en faisant cette analyse en conscience que le juge a estimé la conduite de l'ouvrier, dans les exemples que nous avons donnés d'actes de complaisance de réciprocité et de dévouement, conforme ou non, au devoir professionnel, règle du travail ordonné par le patron.

La production d'une chose ou d'un service étant un simple fait non susceptible d'être interprété, aucune difficulté ne se rencontre sur son terrain. C'est la subordination qui peut être discutée (2), selon qu'elle sera ou non reconnue, l'accident sera ou non accident du travail.

Notre préférence est ainsi donnée au critérium de la

(1) Cass. Civ., 8 juillet 1924, S. 1925.1.265 (2°).

(2) Nous envisageons un aspect de la subordination dans son rapport avec l'accident qui détermine l'occasion du travail, nous nous occupons de la subordination ou de l'insubordination effective de l'ouvrier supposé subordonné, c'est-à-dire capable de se prévaloir en général de la loi. Du point de vue du champ d'application de la loi il y aurait à examiner quand un travail leur est un subordonné et susceptible en principe de se réclamer des dispositions du texte de 1898, voir à ce propos, Sachet, n° 191, 195 à 203, 204 à 221 *bis*.

subordination. Elle indique les limites dans lesquelles la profession est intéressée par la loi de 1898, mais le mot a besoin d'être entendu d'après des données morales.

En matière contractuelle, ne dit-on pas que la faute qui ouvre des droits au contractant, est celle que ne commettrait pas un bon père de famille. Cette faute n'est-elle pas appréciée *in abstracto* et parfois *in concreto*, n'est-ce pas laisser une grande place à la conscience du juge, à sa conviction morale ?

A propos de la faute inexcusable de l'ouvrier et du patron, nous avons déjà dit que nous serions disposés à retenir l'une *in concreto*, l'autre *in abstracto*. C'est volontiers, dans la recherche de la subordination, que nous renoncerions à trouver ce qu'aurait fait, pour se conformer à ce principe, un ouvrier de conscience professionnelle normale, afin de déterminer avec plus d'indulgence, *in concreto*, ce que l'ouvrier dont il s'agit, la victime même, pouvait faire sans reprendre sa liberté et avec elle la charge des risques réalisés.

CHAPITRE IV

La preuve de la relation travail-accident

SECTION I

La preuve du lien de causalité

Nous sommes dans l'hypothèse où le dommage n'est pas discuté en tant qu'accidentel. Il n'y a nul doute que le dommage dont il est fait état, se rattache à un phénomène, violent, soudain extérieur, mais c'est dans son point de contact avec le travail que l'accident n'est pas sûr, est-il survenu à l'occasion du travail ?

A se rapporter à la Jurisprudence, qui suit de très près la loi de 1898, il semble qu'elle tente de faire échapper la victime aux règles du droit commun.

L'accident, en tant que fait serait à prouver par celui qui veut s'en prévaloir, mais la relation entre le travail et l'accident n'aurait pas à être établie quand l'accident se serait déclaré dans le travail et sur le lieu du travail (1). (Nous savons qu'à cette époque l'expression a son sens littéral).

Mais la solution devait sembler hardie, et la Cour de Cassation rendit un arrêt, le 23 Juillet 1902 (D. P. 1902. 1.582), où la règle de l'article 1315 s'appliquait sans aucune restriction. Seulement la relation travail-accident, comme le fait accidentel lui-même, pouvait être établie par les présomptions graves, précises et concordantes de l'article 1353.

Cette jurisprudence laissait donc à l'ouvrier victime,

(1) Grenoble, 5 mai 1901 (D. P. 1902.2.463).
Rennes, 17 déc. 1900 (D. P. 1902.2.464).

la charge d'une preuve parfois difficile, et plus difficile encore pour les « ayants cause » en cas d'accident mortel.

La Cour de Cassation devint moins sévère. Le 25 Octobre 1910 (Gaz. Pal., 9 nov. 1910), elle décida, au lieu d'exiger la preuve de l'accident, et de ce qu'il est survenu par le fait ou à l'occasion du travail, qu'une présomption jusqu'à preuve contraire, dispense d'établir la relation quand l'accident est survenu sur le lieu du travail et à son heure.

Le 8 Février 1911 (D. P. 1911.5.61), la Chambre Civile confirma l'existence de la présomption, en précisant que la victime n'a pas à déterminer la cause de l'accident.

Rapportons encore cet extrait d'un arrêt de la même Chambre de Janvier 1912 (Gaz. Trib., 26 Janvier 1912).

« Tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail est un accident du travail, et le Chef de l'entreprise assujettie n'est point dégagé de la responsabilité qui lui incombe d'après la loi de 1898, ni parce que la faute d'un tiers ou celle de la victime a causé l'accident, ni parce qu'il a été conditionné par des circonstances étrangères au travail autres que les forces de la nature ».

Telle est l'origine de la fameuse présomption d'heure et de lieu dont nous avons déjà parlé « ad validitatem » en tant que nécessaire à la reconnaissance du travail, et que nous percevons ici dans son rôle « ad-probationem » Bien entendu à ce point de vue, l'évolution du sens donné à la locution « heure et lieu » a été la même qu'en matière de condition de fond, nous ne la rappelons pas (1).

(1) pages 64-65-66.

L'accident est aujourd'hui présumé survenu à l'occasion du travail quand il arrive à l'ouvrier dans la subordination juridique de l'employeur.

Depuis les arrêts de 1910 et 1911, la Jurisprudence a répété maintes et maintes fois que l'accident survenu à l'heure et au lieu du travail était un accident du travail.

Nous ne pensons pas utile de citer, parmi des arrêts aussi nombreux, d'autre exemple que celui-ci :

Civ., 3 Juin 1924 (S. 1924.1.301) « Que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré arrivé par le fait ou à l'occasion du travail, et engage dans les termes de la loi précitée (loi du 9 Avril 1898) la responsabilité du chef d'entreprise envers son ouvrier ou employé qui en a été la victime, alors même qu'il serait dû à une imprudence ou à un acte étranger au travail ».

Il est donc difficile de nier que l'on se trouve en présence d'une présomption irréfragable posée par la Cour de Cassation, d'une véritable règle de fond. L'ouvrier victime d'un accident était-il en train de se comporter en tant que subordonné, il bénéficie d'une présomption qui le dispense d'établir la relation du travail à l'accident et ne supporte pas la preuve contraire. Cependant est-on bien sûr que l'ouvrier, s'il satisfait à la présomption, a indirectement prouvé la relation de causalité ?

De la coïncidence entre l'accident, phénomène violent, soudain, extérieur, et la subordination, peut-on conclure, sans exception aucune, à un lien de dépendance entre eux ?

Une première remarque s'impose : la Cour de Cassation réserve le cas de force majeure, au moins celui des « forces de la nature », elle donne ainsi un exemple d'accident qui n'est pas garanti par la loi, même lorsqu'il

survient dans la période de subordination, et par suite une exception à sa règle.

Pour notre part, nous pensons avoir présenté certains cas, où le travail, apprécié dans sa conformité vis-à-vis des ordres de l'employeur, ne saurait être retenu, au fond, pour avoir provoqué le phénomène violent, soudain, extérieur.

Nous avons parlé de la force majeure dont la généralité est telle, que le travail disparaît effacé sous un phénomène trop ample. Dans une catastrophe dont les effets se seraient aussi bien étendus sur la vie purement privée de l'ouvrier, comment reconnaître une valeur de causalité, un rôle quelconque au travail ? Il apparaît absolument insignifiant. De même avons-nous écarté du bénéfice de la loi, incapables que nous étions, en ces circonstances, d'éprouver le rapport utile entre le travail et le phénomène violent, soudain, extérieur, l'ouvrier victime du fait d'un tiers qui l'aurait atteint aussi sûrement s'il n'avait pas travaillé, s'il n'avait pas été sous la subordination — (anéantissement d'une population civile par des obus ou des gaz).

Encore pour le fait d'un tiers ou même d'un compagnon ouvrier, avons-nous pensé que le travail pouvait ne pas être à l'origine du phénomène violent, soudain, extérieur, si celui-ci provenait d'une intention criminelle dans laquelle le travail n'intervenait en rien, pas même par le rapprochement de la victime et de l'agresseur (1).

Pourquoi la Cour de Cassation a-t-elle posé une présomption, une règle qui ne nous semble pas logique, contredite comme elle l'est déjà par la seule exception des forces de la nature ?

Nous croyons pouvoir nous l'expliquer en remarquant

(1) page 49.

que la Cour Suprême confond presque toujours l'accident phénomène violent, soudain, extérieur et l'accident en tant que dommage survenu dans la chair de la victime.

Le rapport Travail Accident dont la présomption d'heure et de lieu comprise dans le sens de subordination affirme la réalité, est trop souvent, dans les arrêts, un rapport du travail au dommage subi. C'est à notre avis un tort, car le caractère du phénomène accidentel, violent, soudain, extérieur, de se rattacher au travail, s'affaiblit. Nous verrons plus loin qu'il faut admettre que la Jurisprudence établit une véritable présomption nouvelle, aux termes de laquelle, un dommage apparu dans la période de subordination est présumé, jusqu'à preuve contraire, résulter d'un phénomène violent, soudain extérieur.

En conséquence de cette présomption, celle d'heure et de lieu serait valable pour le rapport Travail Accident tel que l'entend la Cour, le dommage serait directement relié au travail. Mais il faut prendre garde que dans toutes ces présomptions l'origine de l'accident est négligée.

Entre travail et dommage, en réalité il n'y a jamais un rapport direct, mais toujours un hiatus, puisqu'ils sont séparés par le phénomène violent, soudain, extérieur. Si l'on ne passe pas par cette phase intermédiaire, il n'y a pas plus de raison pour conclure toujours que le dommage apparu dans la subordination est un effet du travail, que pour dire le contraire. Au fond on ne sait pas si ce dommage est un effet accidentel du travail, et c'est ce dont on aurait dû s'assurer, en vérifiant tout d'abord que le travail était cause du phénomène violent, soudain, extérieur et que celui-ci était cause du dommage.

Nous disons que lorsque l'on suit en pensée la réalisation d'un accident du travail, il faut pour se convaincre que l'on est en présence de cette espèce, s'assurer que le phénomène violent, soudain, extérieur, se dégage bien du travail, il ne doit pas intervenir pour des causes étrangères au travail. Nous proclamons certes, que si l'accident se produit pendant la subordination, il en résulte une présomption, mais nous voudrions éviter que celle-ci soit irréfragable, puisque nous concevons parfaitement que le phénomène puisse survenir pour des causes tout à fait étrangères au travail.

Dans la jurisprudence actuelle, le rapport du travail au dommage étant affirmé hâtivement, nous verrons que cette conséquence de la présomption mal entendue est quand même brisée par la « prédisposition cause exclusive ». Celle-ci détourne le dommage du cours du travail, le mettant sur une série de phénomènes qui ne tiennent pas au travail mais à la seule nature de la victime. Pourquoi, lorsque l'accident n'est pas sur le cours du travail, ne pas constater aussi que la relation est brisée ?

Nous prétendons que dans une exacte compréhension du dommage à réparer selon la loi, il faut exclure le dommage survenu dans la subordination de l'employeur et dans un accident, quand ce phénomène violent, soudain, extérieur, peut être intellectuellement séparé du travail. Nous répétons que nous ne voyons pas en quoi se rattache au travail, l'attentat dont nous avons parlé, ou la catastrophe générale due aux forces de la nature ou aux forces humaines, qui auraient emporté les mêmes conséquences pour la victime si elle n'avait pas été à son travail. Nous croyons que notre avis serait davantage partagé, si la confusion était moins communément opérée entre le phénomène violent, soudain, extérieur et le dom-

mage immédiat, attestant dans le rapport du travail au dommage l'oubli d'un terme essentiel.

Nous reconnaissons très volontiers que nous touchons à un point d'une matière infiniment délicate : la causalité.

Pour certains esprits le rapprochement intellectuel entre le travail et le dommage survenu au cours de la subordination sera tel, qu'il permette de dire que le deuxième élément est un effet du premier. Pour nous le lien est encore trop lâche, la causalité n'est que présumée parce que nous concevons un phénomène violent, soudain, extérieur, au cours de la subordination et qui n'en dépende pas.

On nous dira que la seule coïncidence permet d'affirmer la relation de causalité, et nous resterons sur nos positions, convenant seulement que le mot cause prête à malentendu. Si nous refusons de l'appliquer à la subordination qui se confond quand même en partie, au moins dans le temps et l'espace, avec la cause antérieure, le fait de Dieu ou l'intention criminelle et étrangère du tiers ; si nous n'appliquons pas le principe d'équivalence des conditions, entre cette cause antérieure et la subordination, c'est que nous sentons celle-ci infime, sans influence sur le dommage qui remonte entièrement et directement à la source plus lointaine d'où nous le voyons découler.

Tout dépend en somme dans l'affirmation de la causalité du point jusqu'où la pensée suit à rebours les événements et de la manière dont elle perçoit, entre les termes de séries différentes, les contacts qui permettent d'appliquer le principe de l'équivalence des conditions. A certains, la subordination peut apparaître au moins l'occasion par laquelle se réalise la cause initiale étrangère au travail.

M. Piaget a insisté sur l'insouciance de la Cour de Cassation vis-à-vis de la relation du travail à l'accident.

Il ne faudrait pas s'exagérer le prétendu désintéressement de la Cour pour le travail en tant qu'origine de l'accident.

M. Piaget cite lui-même deux arrêts où l'exigence de la relation est formellement rappelée.

Req., 13 avril 1910. D. 1911.1.64. Le bénéfice de la loi est refusé à la victime parce qu'elle avait provoqué l'agression antérieurement au travail.

« Attendu qu'on ne saurait voir dans cette circonstance une relation de cause à effet entre l'accident et le travail, que ce n'est pas parce que X travaillait qu'il a été blessé mais parce qu'il avait par sa conduite antérieure provoqué l'agression dont il a été victime, que cette agression aurait pu se produire à un autre moment et en tout autre lieu et que le travail de l'un comme de l'autre est resté étranger à l'accident ».

(Ces motifs justifient notre manière d'interpréter l'exemple que nous avons proposé, de l'agression de la part d'un tiers ou même d'un autre ouvrier, quand les causes de l'attentat sont étrangères au travail).

Req., 1^{er} août 1927.1.387. Le bénéfice de la loi est encore refusé à un ouvrier qui ayant parié de sauter d'un échafaudage, sauta et se cassa la jambe.

« Attendu que si tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail doit être réputé accident du travail, c'est à la condition qu'il existe une relation directe entre le travail et la lésion ».

Nous ajouterons encore que le seul critérium de subordination marque déjà un intérêt pour le rapport Travail Accident. L'ouvrier au lieu et à l'heure du travail, au

sens usuel, physique, de ces mots, serait couvert par la loi de 1898, le rapport serait beaucoup plus inconsistent. La reconnaissance de l'accident du travail sous la réserve que la victime se conduise en subordonné loyal élimine toutes les causes accidentelles possibles, étrangères au travail, que le mauvais vouloir de l'ouvrier pourrait y introduire (L'arrêt ci-dessus à propos d'un pari se motiverait aussi bien par l'absence de subordination). Seules subsistent des causes extérieures à la personne de la victime, parmi celles-ci extrêmement rares sont celles que nous sommes amenés à repousser, pour le respect de la relation. Travail Accident en son fond. La présomption n'est donc pas mauvaise, il conviendrait seulement de l'assouplir.

M. Piaget semble attribuer les défauts d'interprétation de l'heure et du lieu, par la Cour, au critérium de subordination.

Nous ne sommes pas de son avis, ni disposés à dire, au nom de la subordination, que l'employeur doit couvrir la personne de l'ouvrier, contre des événements qui ne sont en rien les conséquences de l'exécution loyale de ses ordres. Nous ne nous faisons pas de la subordination l'idée qu'elle suffit à entraîner la garantie de tout ce qui peut survenir de fâcheux à l'ouvrier pendant qu'il est soumis aux ordres, encore faut-il que le dommage soit dans la dépendance de la mission. Nul n'a jamais prétendu, si le dommage résultait exclusivement de prédispositions morbides de la victime, que celle-ci devrait être indemnisée quand il surviendrait au cours de la subordination.

Pas davantage ne nous sentons-nous obligés d'admettre la victime au bénéfice de la loi, quand la subordination n'est pas la cause de l'accident.

Notre avis est que la présomption d'heure et de lieu a la portée suivante : Tout accident survenu pendant la subordination est présumé résulter du travail. La coïncidence n'est pas une relation de cause à effet, mais comme elle accompagne en général cette relation que l'on cherche à établir, il est tout naturel de présumer la causalité jusqu'à preuve du contraire. Si le patron parvient à faire la preuve que la subordination n'est pas la cause de l'accident, que celui-ci s'est produit au moment du service mais pour d'autres causes, nous considérons comme faite la preuve contraire d'où doit résulter l'exonération. Ces cas sont rares, nous en avons cité bien peu et ne croyons pas que nous en trouvions beaucoup plus.

Nous n'insisterons pas davantage sur la preuve de la relation Travail Accident, en tant que rapport de causalité : la présomption d'heure et lieu, en raison des développements que par voie indirecte nous lui avons consacrés au chapitre précédent.

Pour la victime, il ne suffit pas de prouver qu'elle était au lieu et à l'heure du travail. Cette preuve est une simple étape sur le chemin par lequel mener le juge à la conviction légale. L'heure et le lieu feront bien présumer l'occasion, sauf preuve contraire à la charge du patron, mais avant même d'obtenir ce bénéfice, il faut que l'ouvrier ait démontré la réalité de l'accident (phénomène violent, soudain, extérieur).

Après la présomption suppléant à la preuve directe du lien de causalité entre le travail et l'accident, il lui faut aussi établir l'étendue du dommage sur lequel elle porte. Cette preuve aboutira à fixer l'importance de la réparation. Nous avons donc à étudier la preuve de l'accident et la preuve du dommage.

Nous le précisons encore, nous voulons garder pour une deuxième partie, la relation Accident Dommage, aussi ne parlerons-nous ici que du dommage immédiat, de celui qui est intégralement compris dans l'accident, comme tel n'a pas à se prouver dans sa relation avec lui, mais est présumé en résulter dans certaines conditions.

SECTION II

La preuve de l'accident

Il appartient à l'ouvrier de rapporter la preuve de l'accident, en tant que phénomène violent, soudain, extérieur, puisque une évolution morbide lente n'ouvre pas droit aux indemnités de la loi.

Citons en exemple :

Civ., 10 Mars 1924 (D. H., 1924.282). La mort subite d'un ouvrier, bien que survenue au lieu et au temps du travail, ne rentre pas dans les prévisions de la loi de 1898, s'il n'est pas établi qu'elle résulte d'un accident.

« Attendu que les lésions graves cardio-hépto-rénales relevées au cours de l'autopsie étaient de nature, en dehors d'aucun fait anormal, à entraîner une mort subite, que ces faits souverainement constatés, l'arrêt attaqué a pu déduire que l'on n'y trouvait pas les éléments constitutifs d'un accident du travail, que si la mort subite de X est survenue au lieu et au temps de son travail, il n'est pas établi qu'elle résulte d'un accident, ni même qu'elle ait eu lieu dans un accident, que par contre on trouve son explication dans un état pathologique de X, abstraction faite de toute cause extérieure ».

Dijon, 4 Juin 1927 (D. H. 1927.191). Il n'appartient pas au médecin de rechercher en l'absence de tout témoin si la hernie dont s'est plaint l'ouvrier a été la conséquence d'un traumatisme survenu pendant le travail. « Attendu

que le rôle du médecin est d'établir s'il existe un lien de cause à effet entre les blessures et l'accident, mais non pas de procéder à une enquête à laquelle il serait fatalement conduit... »

A propos de la preuve de l'accident, ajoutons qu'en ce qui concerne la hernie, la Jurisprudence semble plus accommodante.

M. Sachet avait soutenu qu'une hernie ne pouvait être considérée comme accident donnant droit à réparation, si elle ne résultait pas d'un effort excessif. Il revient sur cette opinion (1), constatant que la Cour juge l'accident suffisamment caractérisé, si un effort même normal, si le travail normal, a été l'occasion du traumatisme. Le fait accidentel n'a pas besoin alors d'être rapporté dans tous ses éléments, soudaineté et extériorité suffisent.

Mais à propos « du coup de fouet », M. Sachet écrit (2) :

« C'est toujours un effort qui produit cette lésion, mais le moindre effort, tel qu'un simple croisement de jambes peut suffire. Il n'y aura donc accident que lorsque l'effort générateur aura été immodéré, et c'est à l'ouvrier demandeur qu'il appartiendra de démontrer la violence excessive de cet effort, et sa relation avec le travail de l'exploitation ».

La charge de la preuve est certaine.

Il faut montrer que la manière d'entendre certaines présomptions permet de se demander parfois si cette charge n'est pas supprimée.

En effet, nous savons que l'accident, phénomène violent, soudain, extérieur, est présumé avoir lieu à l'occasion du travail quand il arrive au lieu et à l'heure du

(1) *op. cit.*, n° 283.

(2) *op. cit.*, n° 303.

travail, il faut ajouter ce que nous verrons bientôt à propos du dommage, que :

« Toute lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, doit être considérée, sauf preuve contraire, comme résultant de cet accident ».

Ainsi l'accident n'a pas à se démontrer dans sa cause ni dans ses effets, son origine, le travail, est présumée, sa fin, le dommage, est présumée aussi.

Sans doute, ces deux présomptions n'empêchent pas que l'accident ait besoin d'être établi violent, soudain, extérieur, mais il faut convenir que limité comme il l'est, le juge peut plus facilement le tenir pour démontré, alors qu'il est seulement probable, soit en exemple :

Civ., 24 Mars 1931 (D. H., 1931.282). Un ouvrier charretier, occupé à décharger et manutentionner des sacs de farine, est trouvé mort debout, il est vrai qu'il avait eu une syncope dans la matinée après un effort, mais rien ne prouve l'accident par opposition à évolution lente.

L'arrêt dit :

« Attendu que toute lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail doit être considérée, sauf preuve contraire, comme résultant du travail ».

« Attendu que ces constatations suffisent à établir que c'est au cours des efforts pénibles faits par X qu'il a été soudain frappé de syncope, puis de mort, survenues l'une et l'autre au cours du travail, et dont le travail a été sinon la cause, tout au moins l'occasion ».

De la constatation d'un dommage, la mort, et d'une cause possible, le travail, la Cour tire la certitude d'un

accident qui reste non démontré quoi qu'on dise. Entre les deux attendus, l'un visant la fin de l'accident, l'autre son origine, l'accident se trouve bien évoqué, mais nous ne pouvons lui prêter qu'une réalité toute hypothétique, c'est un fantôme, une ombre de vérité, traitée comme la vérité même.

Dans le même sens, nous pouvons citer :

Dijon, le 29 Décembre 1931 (D. H., 1932.62). Un ouvrier exposé à un grand froid pendant sa journée de travail, est trouvé le lendemain mort de congestion dans sa chambre. La Cour admet l'accident du travail.

Si le décès est bien dû à l'occasion du travail, il est un dommage qui ne s'est pas révélé dans l'accident. L'accident ne pouvait prendre place que dans la journée, et la mort est survenue dans la nuit. Dès lors, nous le verrons dans notre deuxième partie, les « ayants cause » de la victime devaient prouver que le dommage se rattachait à l'accident, aucune présomption ne leur était acquise.

Cela n'empêcha pas la Cour de déclarer « qu'ainsi il existe en faveur de la prétention de la dame X, de sérieuses présomptions qui suffisent pour constituer la preuve dont la charge lui incombe, et qu'elle ne saurait rapporter autrement ».

Nous indiquerons encore :

Civ., 18 Novembre 1929 (D. H., 1930.36) qui réduit aussi la notion de l'accident, au moins la charge de sa preuve.

« Que ces constatations suffisent à établir que si le travail n'a pas été la cause de la lésion, il en a été au moins l'occasion, qu'il y a donc eu accident du travail ».

On arrive, dans l'impuissance de récolter une preuve de la réalité de l'accident, à constater un dommage survenu

au temps et au lieu du travail, et à tirer de ces éléments cette conclusion, qu'un accident s'est produit.

En pratique, la Cour crée une présomption nouvelle *juris tantum*, bien entendu, supposant la réalité d'un accident, dès lors qu'un dommage survient à l'heure et au lieu du travail telles que ces notions ont été définies.

Il sera peut-être bientôt établi en droit que la victime d'un dommage à l'heure et au lieu du travail n'a pas à prouver l'accident, mais que la preuve contraire appartient au patron. Aujourd'hui la proposition est douteuse, nous ne voudrions pas la faire supporter par l'arrêt de Dijon qui la dépasse, et en sens contraire, nous indiquons : Civ., 10 Mars 1924 déjà cité, Req., 17 Mai 1927 (D. H. 1927.350), Angers, 21 Mars 1932 (D. H., 1932.307).

Une réserve cependant. Les deux arrêts : Civ., 10 Mars 1924, Angers, 21 Mars 1932, prennent le plus grand soin d'indiquer les bonnes raisons qu'il y a d'attribuer l'accident à l'état de santé des victimes. Ce souci révèle peut-être la crainte d'aller à l'encontre d'une présomption (1).

(1) en faveur de cette présomption, voir page 117, analyse de l'arrêt des Chambres Réunies de 1921.

Nous croyons pouvoir nous réclamer de l'avis de M. Rouast en ce qui concerne la reconnaissance d'une véritable présomption.

En effet M. Rouast écrit dans un article « Le lien de causalité entre l'accident du travail et le dommage » (Revue Gén. des Ass. Terr., juillet-octobre 1932, p. 677).

« Ainsi encore l'ouvrier qui sort d'une mine avec une blessure doit obtenir l'application de la loi quoique l'enquête n'ait pu établir dans quelles conditions cette blessure s'était produite (Civ., 29 octobre 1930. Rev. Gén. Ass. T., 1931-131). Il semble qu'on puisse dire que toutes les fois que la victime peut prouver qu'elle était sous la subordination du patron, elle a droit à l'application de la loi encore que les circonstances ou la nature de l'accident soient incertaines, si le préjudice dont elle se plaint est une blessure imputable normalement à un accident. Il reste au chef d'entreprise la faculté de se dégager, soit en prouvant que le préjudice en question a une origine en dehors de la période de subordination, soit en prouvant qu'il procède d'une faute intentionnelle de la victime ».

SECTION III

La preuve du dommage

§ I. — *La charge de la preuve*

Prouver le fait accidentel, n'est-ce pas déjà prouver un dommage, car enfin l'événement violent, soudain, extérieur, n'est retenu que pour ce qui subsiste de lui, sa trace dommageable.

Le même événement qui n'aurait entraîné aucune lésion, ne serait pas un accident, mais un fait banal, sans aucune valeur juridique. Sans doute, nous sommes dans l'hypothèse où la lésion apparaît dans le moment même où le phénomène violent, soudain, extérieur s'est produit, mais de cette connexité, peut-on conclure à ce que la preuve est administrée de la dépendance du dommage vis-à-vis du phénomène accidentel ? Non, la simple coïncidence est possible, le préjudice peut résulter d'une cause différente.

C'est bien pour ne pas imputer un tort à celui qui est sans reproche, que la théorie générale de la responsabilité exige, de la part de la victime, la preuve de la relation de cause à effet entre le dommage et la faute.

Il faut signaler à propos de la causalité en général, que la relation soit entre la faute et le dommage, ou le travail et l'accident, ou encore entre l'accident et le dommage, les très grandes difficultés de séparer de sa preuve et de la preuve des éléments rapprochés, le rapport de cause à effet. Lui-même n'est qu'une preuve, une manière de grouper, de systématiser des événements, de nous les rendre intelligibles. Quand on admet la preuve aisée du rapport et de ses termes sur une simple probabilité ou des présomptions, on influe du même coup sur la représentation que l'on se fait de ce rapport, on le conçoit

plus facilement. Donc des conditions dans lesquelles se fait la preuve, éléments formels, résultera peut-être la conclusion sur le fond, sur la causalité même. Remarquons la facilité avec laquelle nous faisons de la causalité sans le savoir comme M. Jourdain faisait de la prose. En effet, parler de dommage, c'est déjà implicitement se servir de la notion de causalité. Il est certain que l'on ne parle pas d'un préjudice quelconque subi par la victime, pour des raisons étrangères aux circonstances dans lesquelles le dommage dont il s'agit s'est produit.

Après avoir posé qu'il faut un dommage pour donner droit à réparation ou caractériser l'accident, on revient en arrière dans la chaîne de son raisonnement quand on ajoute : il faut une relation de cause à effet entre le dommage et la faute, ou entre le dommage et l'accident.

Le dommage n'est plus envisagé que s'il résulte bien des faits imputés à griefs, cela était dans sa nature, il devait les prolonger. La relation de causalité intervient alors dans l'opération comme une sorte de preuve par 9, pour vérifier explicitement, d'après la causalité, l'exactitude des conclusions auxquelles on était parvenu, implicitement, selon la causalité.

On comprend donc que dans le domaine de la loi de 1898, « dommage », désigne un préjudice rattaché à un accident, comme « accident », désigne un phénomène violent, soudain, extérieur, rattaché au travail ainsi qu'à un préjudice. Mais on emploie le mot dommage ou accident avant d'être sûr de son entière signification, d'où la nécessité de vérifier l'opportunité de son usage, en effectuant à part les relations qu'il contient en puissance.

Il serait dans les principes généraux du droit que l'ouvrier victime établisse que le dommage souffert est

l'exact prolongement de l'accident. Ce serait somme toute prouver l'accident tout entier, rien de plus.

Mais comme une présomption dispense de la preuve de la relation, entre l'accident et le travail, une présomption rencontrée au paragraphe précédent, dispense de la preuve de la relation entre l'accident et le dommage.

Cette présomption, affirmée en Jurisprudence, a été consacrée par l'arrêt des Chambres réunies du 7 Avril 1921 (S. 1922.1.81).

« Toute lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, doit être considérée, sauf preuve contraire, comme résultant de cet accident ».

Nous voulons revenir, à propos de l'arrêt des Chambres réunies sur la présomption, que nous avons cru relever dans la Jurisprudence, admettant jusqu'à preuve contraire, la réalité d'un accident, pourvu qu'un dommage survienne à l'heure et au lieu du travail.

M. Sachet commentant l'arrêt de 1921, écrit (1) :

« Dans l'espèce sur laquelle a statué cette décision, il
« s'agissait d'un employé qui, se trouvant sur la plate-
« forme d'un tramway, était tombé sur le sol ; il avait
« été relevé sans connaissance, et était mort presque
« aussitôt.

« Des documents versés aux débats, il paraissait ré-
« sulter que la mort avait été naturelle, vraisemblable-
« ment due à une congestion ou à une hémorragie céré-
« brale ; et c'est en se fondant sur ces documents consi-
« dérés par elle comme non-probants, que la Cour d'Ap-
« pel avait débouté la veuve de sa demande d'indemnité,
« lui laissant ainsi la charge d'une preuve qui ne lui in-

(1) *op. cit.*, tome I, page 306.

« combat pas, à raison de la concomitance de l'accident et de la lésion ».

Le motif déjà cité de l'arrêt des Chambres Réunies est bien la concomitance de l'accident et de la lésion indiquée par M. Sachet.

Mais ce motif, à lui seul, permet-il de conclure à la dépendance du dommage vis-à-vis d'un accident ?

Pour que la concomitance fut acquise il aurait fallu que l'accident fut au moins démontré. Une chute est bien un accident, mais à la condition de ne pas être la chute d'un homme frappé de congestion ou d'hémorragie cérébrale. En effet, congestion, hémorragie, avant tout traumatisme, sont des états morbides, purement internes, ils ne révèlent pas l'accident dont les caractères sont violence, soudaineté, extériorité.

Or, il semblait à considérer la gravité anormale des lésions constatées après la chute, que celle-ci n'avait suffi à les provoquer, elles étaient plutôt les causes de la chute. A notre avis, la matérialité de l'accident n'était pas établie, et avant d'appliquer la présomption de causalité entre accident et dommage, il fallait susciter l'accident, le présumer, en vertu de la règle précédemment dégagée : « un dommage survenu pendant le travail est supposé résulter d'un accident ». Dès lors, la chute était présumée un accident, c'était à l'employeur de prouver le contraire, ou de prouver que les lésions n'étaient pas la moindre conséquence de la chute.

§ II. — *L'étendue du dommage*

Quel dommage bénéficie de la présomption de l'arrêt des Chambres Réunies de 1921.

C'est tout le dommage immédiatement apparu, qu'il soit direct ou indirect par rapport à l'occasion du tra-

vail. Il nous faut rappeler ce que l'on entend par dommage direct ou indirect.

Le premier est celui qui dans la série des conséquences de l'accident, est un terme tel qu'il soit entièrement conditionné par son origine accidentelle.

Le second est, toujours dans la série des conséquences du traumatisme, un terme qui est conditionné par son origine accidentelle, mais n'est pas dans la seule dépendance de cette cause première, existe en fonction d'autres causes encore.

La différence entre les dommages directs et indirects, est-elle ainsi d'essence ou seulement d'intensité ?

Il est difficile de répondre à la question.

Le dommage ne peut pas être considéré, abstraction faite de la victime et de ses antécédents, les suites de deux phénomènes accidentels supposés égaux sur deux individus différents ne sont pas les mêmes.

Quel serait le dommage direct, celui qui se trouverait entièrement inclus dans l'accident ?

Il faut bien convenir qu'il est malaisé de le délimiter.

Le dommage direct sur l'homme type n'existe pas plus que cette entité et sur un homme donné, c'est surtout par empirisme qu'il est permis de faire le départ de la conséquence générale et nécessaire, d'entre la conséquence spéciale au cas particulier envisagé.

Le dommage direct nous apparaît plus comme une tendance, qu'une réalité très ferme. Nous le concevons mieux que nous ne le discernons.

Un phénomène accidentel s'étant produit, pour une certaine position de la victime, il est un dommage peut-être inéluctable, indépendant de cette victime même, un dommage contenu tout entier dans les prémisses de l'accident violent, soudain, extérieur, qui en est la con-

clusion nécessaire, le prolongement dont nous parlions tout à l'heure.

Nous comprenons que le dommage ainsi défini ne soit pas dans tous les cas le dommage apparent, celui-ci dans la mesure où il dépend non du fait violent, soudain, extérieur, mais de la constitution particulière de la victime, est aussi un terme d'autres séries qui lui donnent un caractère mixte. Le dommage total ou final est la somme difficilement décomposable d'un « mal en soi » et d'un « mal relatif ». De ce que le dommage immédiat n'est pas seulement une suite de l'accident, c'est-à-dire du travail, mais une suite de la constitution de la victime, ne devrait-on pas conclure que le seul préjudice dont il n'y aurait pas lieu de prouver la relation vis-à-vis du travail, serait le préjudice direct ; admettre que la présomption couvre aussi bien le dommage indirect, c'est contrevenir, semble-t-il à la relation de cause à effet.

Mais alors, la présomption de l'arrêt des Chambres Réunies serait inutile, puisqu'elle ne vaudrait que pour ce qui serait démontré conséquence nécessaire de l'accident. Inutile de présumer ce qui est. Faut-il entendre que le dommage indirect bénéficie de la présomption jusqu'à preuve de sa nature indirecte. Cette preuve administrée, ne faut-il pas attribuer au travail ce qui dépend de lui, le réparer selon la loi et attribuer aux causes étrangères, sans réparation, ce qui leur est dû.

Cette justice analytique et distributive n'a pas été sans partisans. Nous citerons :

« Bouyer, thèse Paris, 1902 » (1).

« L'accident doit être la conséquence du travail, par suite il n'y a pas à tenir compte de l'aggravation qui résulte d'une infériorité pré-existante (alcoolisme, dia-

(1) page 155.

« bête). Le juge ne doit mettre à la charge du patron que
« les seules conséquences qu'aurait eues l'accident sur un
« sujet normalement sain. Cette solution n'est pas écrite
« dans la loi, mais elle est conforme à l'intention de ses
« auteurs (séance de la Chambre du 5 Juin 1893. *J. O.*,
« p. 1.613) ».

Telle n'a pas été la conception de la Jurisprudence
qui a consacré le principe de l'équivalence des condi-
tions.

Quand parmi tous les termes des différentes séries,
causes multiples du dommage, tel que l'accident le ma-
nifeste, il y en aurait d'étrangers au travail, ils ne pren-
nent leur valeur, soutient justement la Jurisprudence,
que par l'arrivée du terme dépendant du travail, retenu
par la loi comme en étant l'occasion.

Dès lors, la partie du dommage considérée comme
indirecte de par sa cause, est en fin de compte, dans la
dépendance du travail, car lui seul a donné aux condi-
tions de cette partie, l'occasion de se réaliser.

Sans le travail, les causes étrangères antérieures se-
raient demeurées latentes, leurs effets sont donc aussi,
du point de vue de la loi, des effets du travail.

Nous donnerons quelques exemples de dommage in-
direct pris en charge d'après la théorie de l'équivalence
des conditions.

Req., 23 Décembre 1913 (D. P. 1920.1.65).

Il y a relation entre une mort par péritonite et une con-
tusion violente sur l'estomac au cours du travail, même
quand l'ouvrier avait déjà un ulcère à l'estomac.

Crim., 13 Mai 1919 (D. P. 1920.1.65).

Le traitement médical est indissoluble du traumatisme.
Les conséquences dues au traitement sont le prolonge-

ment du traumatisme, même quand elles tiennent aussi à un état maladif antérieur.

Besançon, 15 Octobre 1924 (D. H. 1924.677).

Il n'est pas nécessaire que le travail soit la cause unique et exclusive de la hernie pour que l'ouvrier puisse se prévaloir des dispositions de la loi du 9 Avril 1898. Il suffit que le travail en ait été l'occasion, et une prédisposition à la hernie, pas plus qu'une maladie ou infériorité pré-existante, ne saurait justifier le refus de l'indemnité.

Dijon, 11 Mai 1925 (D. H., 1925.566).

A propos d'un ouvrier victime d'un mal de Pott en évolution.

« Mais attendu qu'il est manifeste que c'est le mouvement fait pour une cause ou une autre, par l'accidenté sous le poids du sac qu'il portait en entier sur les reins qui a déclenché l'effondrement des vertèbres, que faisant application, aux faits de la cause, des principes de droit ci-dessus visés, il échet de décider que le travail a été la cause génératrice de la lésion qui, aux dires mêmes des experts, aurait eu beaucoup de chances de se produire si X avait été employé à un travail de bureau. »

Req., 2 Décembre 1929 (R. g. A. Fev. Mars 1930, p. 65).

Aggravation d'un accident par les conséquences d'un accident préalable : perte d'un œil quand l'autre œil avait été précédemment endommagé. L'indemnité due n'est pas celle qui résulterait de l'incapacité d'un borgne, mais bien de l'incapacité effective.

M. Rouast exposant l'équivalence des conditions dans un récent article (1), rappelle qu'en matière civile les Tribunaux connaissent bien la pluralité de cause et re-

(1) Rev. Gén. des A. T., Juillet-Octobre 1932.

tiennent un élément de causalité, les aures étant supposés égaux (1).

« Quand le dommage est immédiatement consécutif à l'accident, le patron est rendu responsable de la totalité du dommage, quand bien même il serait dû aussi à des dispositions pathologiques.

« On peut dire que cette solution est juste, les éléments pathologiques antérieurs devaient réduire la capacité de travail, de salaire, et donc réduire aussi la réparation du préjudice. On évite une analyse quasi impossible. »

Il faut le remarquer, l'équivalence des conditions n'existe que pour celles antérieures à l'événement accidentel. Celles-ci, seulement, sont absorbées dans la série des conséquences du travail. A partir de l'accident, les conditions étrangères au travail ne peuvent plus se confondre avec lui. Le point commun ou le terme commun, si nous parlons de série, est l'accident, au delà, il n'y a plus que divergence, plus simplement, pour ne pas se laisser emporter par l'analogie avec un raisonnement mathématique, au delà de l'accident, le travail est arrêté, il n'existe plus, les causes étrangères ne peuvent revêtir son apparence, elles restent nues.

Remarquons encore que la différence peut être difficile à établir, entre le dommage immédiat et le dommage médiate.

Examinons ces difficultés au cours des soins, ou après les soins.

(1) Marteau, « La notion de causalité dans la responsabilité civile ». Thèse, Aix 1914, p. 177.

Demogue. « Traité des obligations », T. 4, N° 367.

Guex. « La relation de cause à effet dans les obligations extracontractuelles ». Thèse, Lausanne 1904.

Planiol, Ripert et Esmein, Traité pratique de droit civil, T. 6, n° 539.

a) *Au cours des soins.* — Le préjudice, conséquence accidentelle, n'est pas un phénomène stable, il évolue sans cesse depuis l'instant précis où est intervenue la violence soudaine, extérieure.

Les différentes étapes d'un mal unique, soit en voie de guérir, soit en train de s'aggraver, ne sauraient être retenues comme des conséquences postérieures à l'accident, et comme telles, nous le verrons, à rattacher à l'accident par une preuve de causalité directe, dont la victime aurait la charge. Par contre, dans l'évolution du préjudice, peut intervenir un facteur nouveau, postérieur à l'accident, qui emporte des conséquences étrangères au travail, si ce facteur lui-même n'en dépend pas. La victime, dans les conditions pathologiques lui donnant droit à indemnité, ne saurait prétendre à la réparation de tous les dommages nouveaux ou incidents dans le dommage principal, du chef duquel elle se réclame de la loi.

En somme, s'il y a évolution des conséquences de l'accident, il s'agit du même dommage bénéficiant de la présomption de causalité de l'arrêt des Chambres Réunies. C'est au patron de faire la preuve que l'état morbide de la victime n'est pas dans les suites mêmes indirectes de l'accident. S'il y a non évolution, mais incidence d'un mal nouveau dans l'ancien, il ne bénéficie d'aucune présomption. C'est à l'ouvrier de faire la preuve que ce mal nouveau est encore survenu à l'occasion du travail. Mais les premiers effets de l'accident étant acquis, admis par les deux parties, comment déterminer quel sera le défendeur ou le demandeur en présence d'effets nouveaux. *A priori*, on ne voit pas à quelle règle se fier. C'est un des cas où le domaine de la relation

Travail-Accident se confond avec celui de la relation Accident-Dommage.

Le dommage considéré comme nouveau fait-il partie du dommage premier, il est immédiat et reste dans l'étude de la première relation.

Ne fait-il pas partie de ce dommage premier, il est médiat et rentre dans l'étude de la deuxième relation. En pratique si le patron n'élève aucune objection, le dommage incident ne se distingue pas du dommage principal. Mais le patron venant à prétendre que le dommage est nouveau, ce moyen amènera l'ouvrier à prouver la relation directe de l'accident avec le dommage, si celui-ci est un phénomène spécial tardivement apparu. S'il n'est qu'une phase du dommage primitivement retenu, l'ouvrier prouvera la relation directe, non avec l'accident, mais avec le dommage premier. Dans les deux cas, la preuve incombe à la victime.

Nous ne voyons pas comment échapper à cette conséquence d'une mauvaise volonté éventuelle du patron, détournant une présomption dirigée contre lui. L'hypothèse est plus importante par l'exception apportée à la règle que par sa portée pratique, elle n'a lieu d'ailleurs que s'il y a bien seulement évolution, et le médecin en affirmant cette évolution fera la preuve pour l'ouvrier. Celui-ci n'aura pas subi de désagrément sérieux de l'attitude du patron. Mais il reste le cas limite où le médecin, et après lui le tribunal, ne pourraient pas se prononcer, ne sachant s'ils sont en présence d'un phénomène morbide nouveau ou non. Le doute devrait alors s'interpréter contre la victime puisqu'elle n'aurait pas fait la preuve de la coïncidence du dommage et de l'accident. Bien entendu, si le médecin concluait ainsi que le Tribunal à un dommage nouveau, il faudrait,

comme dans la situation immédiatement rapportée, que la victime, pour obtenir réparation fasse la preuve de la relation Accident-Dommage que nous verrons plus loin.

Ce que nous venons d'exposer est très théorique. Le Tribunal admettra aisément que la preuve est faite de la dépendance directe de l'état pathologique contesté vis-à-vis de celui reconnu et affirmera ainsi le caractère immédiat du dommage plutôt que de conclure évāsivement. C'est encore une fois le retentissement de la forme sur le fond.

La Cour de Cassation, 21 Avril 1920 (D. P. 1920.1.65), déclare :

« Le traitement médical formant avec le traumatisme un tout indivisible, l'incapacité de travail qui en résulte, est une conséquence directe et immédiate de l'accident, et comme telle, confère à la victime le droit aux indemnités prévues à l'article 3 de la loi du 9 Avril 1898. « Doit être cassé l'arrêt qui sans contester que l'accident survenu chez le patron soit un accident du travail, déboute la victime de sa demande en paiement des indemnités de la loi de 1898, par le motif que la blessure avait été insignifiante, et que l'aggravation ultérieure en était due à la négligence seule de l'ouvrier et à l'imprudence qu'il avait commise de confier sa plaie à un pharmacien dont le traitement est seul responsable de la gangrène, complication qui a nécessité l'amputation d'une phalange. Une simple négligence ou imprudence de la victime est impuissante à priver celle-ci du bénéfice de la loi de 1898 ».

Certes, il était permis de considérer comme le résultat d'une simple évolution, comme immédiat encore, ou inclus dans l'accident, l'état plus grave de la victime,

dans la mesure où le pharmacien était qualifié pour donner des soins. Mais que conclure, si l'ouvrier s'était fait mal soigner par une personne non qualifiée, ou avait contrevenu aux prescriptions médicales ? L'aggravation eut été alors un événement postérieur au dommage inclus dans l'accident et n'aurait pas bénéficié de la présomption.

Les Tribunaux se sont montrés favorables aux victimes.

M. Sachet cite cependant des exemples où l'aggravation est estimée fait nouveau (1), et conclut :

« Quand le refus de l'ouvrier a eu pour effet d'aggraver
« simplement une blessure qui en elle-même entraînait
« déjà une incapacité permanente, il y a lieu de faire
« dans une même infirmité la part du mauvais vouloir
« de la victime et la part du traumatisme. Cette réparti-
« tion tout particulièrement délicate mérite d'être con-
« fiée à des hommes de l'Art, aussi consciencieux que
« savants et expérimentés. Il en est de même dans le cas
« où l'inobservation des prescriptions médicales paraît
« avoir déterminé la mort de la victime » (2).

M. Sachet fait l'étude de deux hypothèses d'aggravation d'un dommage accidentel en cours de traitement, mais pour des raisons postérieures à l'accident (3). Ces raisons ne mettent pas toujours le dommage en dehors de la protection légale.

1°) *L'aggravation tient à des causes non imputables à*

(1) *Op. cit.*, n° 460 à 465.

(2) Ainsi dans un même dommage nous trouvons deux éléments : une part bénéficie de la présomption, une part est un dommage postérieur, c'est un cas de rencontre des deux relations précisées au début de cette étude. Travail-Accident, et Accident-Dommage.

(3) *Op. cit.*, n° 457 à 465.

la victime. — Il s'agit de contamination fortuite d'une plaie, d'aggravation due au traitement médical parfois dangereux, du risque réalisé de contagion à l'hôpital du fait de promiscuités inévitables, d'erreur de médicament.

La Jurisprudence semble considérer que toutes les conséquences bonnes ou mauvaises des soins donnés à la victime, font intégralement partie du premier dommage. Elle dit que le traitement et le traumatisme forment un tout indivisible. Nous l'approuvons entièrement. Toutes les causes postérieures à l'accident, mais spéciales au traitement régulier de la victime, peuvent et doivent être considérées comme en puissance dans l'accident. Elles rétroagissent au moment où il s'est produit.

La Jurisprudence n'a pas été sans marquer son hésitation. Un arrêt de Cassation du 21 Février 1892 (S. 1892. 1.391) a refusé d'admettre au bénéfice de la loi un ouvrier mort de la tuberculose contractée à l'hôpital où il était soigné pour une fracture. La cour a dit que la fracture était le seul accident dont l'employeur pouvait répondre, car la tuberculose contractée à l'hôpital avait une cause étrangère au travail : la promiscuité prolongée avec des malades, et la mauvaise résistance de l'organisme de l'ouvrier soigné.

Mais M. Sachet écrit (1) : « ainsi la mort due à une maladie épidémique (choléra, tuberculose) contractée dans un hôpital où le blessé était en traitement, donnerait lieu également à l'application de la loi de 1898, si du moins l'épidémie ne sévissait pas au lieu du domicile de la victime ».

Nous acceptons bien volontiers cette réserve, elle exprime le caractère spécial au traitement, nécessaire pour

(1) *Op. cit.*, n° 458 quater.

que la cause d'aggravation postérieure se confonde avec le traitement, donc avec le traumatisme, et rétroagisse au moment de l'accident.

Ne disions-nous pas à propos de la force majeure (1), que seule dégage l'employeur de sa responsabilité, celle absolument générale qui provoque un risque humain, non la force majeure qui amène un risque spécial au travail, et s'intègre ainsi au travail. De même la spécialisation de la cause postérieure l'intègre au traitement. A défaut de ce caractère, il n'y a pas de présomption. La question passe du domaine de la relation Travail-Accident à celui de la relation Accident-Dommage.

2°) *L'aggravation tient à des causes imputables à la victime.* — Avant de l'exclure du dommage immédiat, il importe d'apprécier la conduite de l'ouvrier. Nous avons dit dans quel esprit il fallait rechercher le manquement à la règle du travail (2), c'est dans la même conscience du devoir professionnel qu'il importe d'admettre l'attitude de la victime comme un aspect du traitement, ou de lui dénier le caractère de se confondre avec les soins réguliers.

L'ouvrier a le droit de refuser certaines interventions dont la gravité peut lui donner à réfléchir (3), de refuser son transport à l'hôpital (4).

M. Sachet l'indique (5), l'inobservation des prescriptions médicales ne constitue pas toujours une faute assez grave pour isoler ses conséquences dans le dommage, ne pas les accorder immédiates.

(1) nous raisonnons de même pour le fait d'un tiers.

(2) pages 88 et suivantes.

(3) Besançon, 27 nov. 1901, Gaz. Pal., 1902.1.187. Civ., 11 déc. 1911. D. 1917.1.15.

(4) Rennes, 10 déc., 1901, D., 1902.2.299.

(5) *Op. cit.*, n° 463.

Il faut tenir compte des caractères, des craintes, des préjugés.

L'analyse, encore ici, se doit faire *in concreto*.

« Les tribunaux doivent apprécier tous ces motifs
« essentiellement humains avec une grande modération,
« et n'admettre comme injustifiée qu'une résistance dic-
« tée par la mauvaise foi ».

b) *Après les soins*. — Il se peut que l'aggravation du dommage premier se manifeste après les soins, quand l'ouvrier a repris son travail sans être guéri. On peut alors hésiter tout comme pendant les soins, sur le point de savoir si le dommage est immédiat ou non, et les mêmes remarques se présentent quant à la relation travail-Accident ou Accident-Dommage.

Paris, 22 Novembre 1923 (D. H. 1924.35).

Le suicide d'un ouvrier atteint de troubles mentaux à la suite d'un accident du travail, doit être admis comme comme conséquence de son accident.

« Considérant que l'expert qui a complété les renseignements de Police par son enquête personnelle, a retenu la dépression mentale qui a suivi le traumatisme du 25 Septembre, et n'a fait que s'accroître progressivement jusqu'à la date fatale du 6 Décembre. Considérant qu'il conclut donc que le suicide de X, repêché de la Seine le 6 Décembre, a été la conséquence de ses troubles mentaux qui ont évolué avec une aggravation rapide dans les 15 derniers jours, et que son traumatisme avec toutes ses conséquences physiques et morales apparaît comme la cause déterminante de ces troubles mentaux, dont l'éclosion a été facilitée toutefois par l'âge et le caractère naturellement un peu timoré de la victime ».

Il est vraisemblable que la Cour se réfère à la relation Travail-Accident. Le suicide est alors considéré comme l'aboutissement normal du premier accident. Celui-ci évolue chez un patient qui offre une moindre résistance au choc physique et moral ; le suicide est un terme de la série commandée par le traumatisme initial d'ailleurs combiné à la nature particulière du sujet.

Il serait possible de discuter sur le point de savoir si le dommage de mort est direct ou indirect puisque la Cour a retenu dans les causes du suicide « le caractère naturellement un peu timoré de la victime ».

La question est sans intérêt dans la mesure où l'on reste dans le domaine de la relation Travail-Accident, c'est-à-dire où l'on admet le suicide comme immédiat.

Mais l'arrêt s'expliquerait aussi bien dans le domaine de la relation Accident-Dommage. Il suffirait de dire que la Cour considérant le suicide comme non immédiat par rapport à l'accident, a trouvé dans l'enquête les éléments de preuve suffisants pour s'assurer, alors, du lien de dépendance directe dans lequel il se serait trouvé vis-à-vis de l'accident.

Nous donnerons encore un exemple : Paris, 26 Octobre 1931 (D. H. 1932.76).

Il s'agissait d'un ouvrier blessé le 14 Nov. 1927, qui deux fois avait dû interrompre son travail pour deux périodes d'incapacité temporaire de 12 jours chacune, le 14 nov. 1927 et le 8 mai 1929.

Une instance en révision avait été engagée le 3 décembre 1929. L'arrêt dit :

« Considérant que l'aggravation de l'état du blessé consiste en une fracture de l'apophyse de la première vertèbre lombaire, inappréciable à la seule palpation et invisible à l'examen minutieux de la région, qu'elle a été

décélée seulement par une épreuve radiographique, faite au cours de l'expertise du Docteur X, que cette aggravation doit être réputée nouvelle, puisqu'il est constant que les docteurs d'Avallon, Y et Z, qui avaient examiné H en 1927 et 1929, ne l'avaient pas radiographié, et ne disposaient même pas d'appareils de radiographie, que par suite, les lésions constitutives de l'aggravation, tout en existant déjà au moment des premiers accords survenus entre les parties, sur la double incapacité temporaire de travail, leur étaient inconnues et n'avaient pu être prises en considération ».

Le rapport des experts fixe au 28 nov. 1927 l'incapacité permanente et à 20 % son taux. L'arrêt enregistre ces conclusions.

La fracture de l'apophyse n'apparaît pas comme l'aggravation évolutive du mal immédiatement reconnu, donc elle est un dommage médiateur.

A ce titre, il importe de prouver le rapport direct qui existe entre elle et l'accident.

C'est ce rapport qui est établi dans la preuve admise que le premier dommage comprenait déjà une fracture de l'apophyse de la vertèbre, le dommage nouveau est donc bien un effet direct de l'accident. On peut dire que la Cour est restée dans le domaine Accident-Dommage. Mais rien n'empêche d'estimer qu'elle a tiré des éléments de la cause, la preuve que la lésion tardivement révélée avait été « immédiate », revenant ainsi au domaine Travail-Accident.

Nous avons vu la manière nuancée des Tribunaux d'apprécier au cours des soins, l'attitude de la victime, pour ne pas exclure du traitement général une faute légère. Insistons sur cette manière de faire et citons : Req., 8 Janvier 1918 (D. P. 1921.181).

Peu importe qu'il s'agisse d'un dommage non immédiat reconnu direct, ou d'un dommage même indirect reconnu immédiat.

Un ouvrier demandait une augmentation de rente pour une aggravation due à une synovite du poignet « développée sous l'influence d'un travail excessif mais qui, cependant pouvait être rattachée à l'accident lui-même ».

Les experts avaient conclu à ce que cette synovite pouvait être soignée par une légère intervention chirurgicale. Le traitement était peu douloureux, sans conséquences fâcheuses.

Le Pourvoi fait grief à l'arrêt d'avoir repoussé la demande parce que l'ouvrier refusait le traitement susceptible de combattre l'aggravation de 6 % dont il souffrait. Il soutient que l'ouvrier est tenu de supporter une opération sans gravité dans l'instance primitive, mais non dans celle ouverte pour révision. La Cour décide que le patron ne pourrait demander une nouvelle opération pour réduire la rente, mais peut opposer l'opération à l'ouvrier si celle-ci est un traitement sans gravité.

§ III. — *Quelle preuve doit faire l'employeur pour s'exonérer de la présomption de l'arrêt des Chambres Réunies de 1921 ?*

a) *S'il conteste le dommage premier.* — Puisque le dommage immédiat, même indirect, bénéficie de la présomption, l'employeur devra prouver que le dommage, malgré sa concomitance avec l'accident est dû exclusivement à des causes étrangères au travail, ce que la Jurisprudence appelle souvent une « prédisposition cause exclusive ».

Seine, 9 Novembre 1923 (D. H. 1924.114). (1). A propos d'une hernie :

« Qu'il appartient alors au patron pour détruire l'effet de cette présomption (2) de prouver que la lésion invoquée, bien qu'ainsi apparue au cours du travail a une cause tout à fait indépendante de celui-ci ».

Dijon, 27 déc. 1926 (D. H., 1928.158), nous apporte une excellente analyse de la présomption et de la preuve contraire.

« Attendu qu'il importe tout d'abord de proclamer que toute affection évolutive, même pré-existante, est de nature à ouvrir le droit à indemnité de la loi de 1898, sans qu'il soit tenu compte, pour rémunérer cette indemnité des prédispositions morbides constitutionnelles, si la maladie, bien que pré-existante, n'a eu son éclosion sensible, ne s'est manifestée vraiment dans ses éléments douloureux et incapacité, qu'au moment de l'accident et comme conséquence même simplement occasionnelle de cet accident, qu'il s'ensuit qu'une maladie, ignorée jusqu'à l'accident, et révélée par des troubles survenus à la suite de l'accident, est en principe présumée, bien que pré-existante, être le résultat du traumatisme et reste indemnifiable.

« Attendu que par contre, il est incontestable que la même maladie, bien que manifestée lors de l'accident n'ouvrira pas droit à indemnité, s'il est prouvé que loin d'être une conséquence même occasionnelle de l'accident, elle n'est apparue au moment de l'accident ou peu après, que comme une simple coïncidence, sans rapport possible avec la matérialité de celui-ci ».

(1) en même sens Trib. Civ. d'Alençon, 24 nov. 1931. D. H. 1932.64.

(2) Celle des Chambres Réunies.

Civ., 11 février 1930 (D. H. 1930.177).

Toute lésion, dont le travail même normal a été la cause ou l'occasion, doit être considérée comme résultant d'un accident au sens de la loi de 1898. Dès lors, manque de bases légales, l'arrêt qui écarte la demande de rente formée par l'ouvrier à raison d'une lésion dont il aurait été victime au cours de son travail, sans rechercher et dire d'une façon positive si cette lésion était uniquement due à l'état morbide de l'ouvrier, abstraction faite de toute cause extérieure.

b) *S'il conteste l'évolution du dommage au cours des soins ou après les soins.* — Le patron n'a pas de véritable preuve à faire. Nous avons déjà traité de la situation de l'employeur en présence d'une phase du dommage telle qu'il refuse de la tenir pour une suite, et l'estime provoquée, soit pour la totalité, soit en partie, par une cause nouvelle, étrangère. Si le médecin n'a pas pu affirmer la simple évolution du traumatisme, c'est à l'ouvrier de faire quand même cette preuve en justice, ou celle de la relation directe entre l'accident et le nouveau dommage, sinon pour le tout, au moins en partie.

L'éventualité où l'ouvrier doit établir la relation directe, place le problème dans le cadre de notre deuxième partie.

DEUXIEME PARTIE

LA RELATION ACCIDENT-DOMMAGE

Nous aborderons dans cette deuxième partie un problème nouveau. L'accident n'a pas été suivi d'un dommage immédiat, il ne s'agit plus seulement d'établir l'étendue du dommage médiat, mais bien la relation dans laquelle il se trouve vis-à-vis de l'accident.

Nous venons de traiter du rapport Travail-Accident, il nous suffira de rappeler sans plus, que toute espèce dans laquelle apparaît un dommage tardif, peut donner lieu, indépendamment des difficultés propres à ce dernier trait, à celles précédemment exposées. Nous ne reprendrons pas la question, il n'y a rien de modifié dans le domaine Travail-Accident.

L'étude de la première relation a été longue du fait de son évolution depuis la loi dans la Jurisprudence et la doctrine. La deuxième relation a besoin de peu de développement.

Elle est aujourd'hui ce qu'elle était hier. Si, peut-être, quelques changements sont survenus, ils tiennent plus à des dispositions extérieures à la loi qu'à une manière différente de l'interpréter.

Dans notre première partie, nous avons déjà rencontré la notion dont il s'agit maintenant. Il était nécessaire de confronter les deux rapports Travail-Accident et Accident-Dommage, pour marquer ce qui est du domaine de l'un et de l'autre, autant que le permet une frontière fuyante.

Ce faisant, nous avons traité par anticipation du lien de causalité accident-dommage et réduit son exposé.

CHAPITRE PREMIER

La Charge de la preuve

Pour le dommage qui n'est pas apparu dans l'accident constaté, aucune présomption ne joue, sous réserve de ce que avons dit de l'évolution en cours de soins et de l'équivalence des conditions préalables à l'accident. C'est un retour pur et simple au droit commun.

La charge de la preuve du dommage dont la victime se prévaut lui incombe entièrement, c'est à elle d'établir la réalité de l'accident, celle du dommage et que ces deux termes sont bien dans un rapport de cause à effet.

Remarquons seulement, qu'indépendamment des présomptions de l'article 1353, admises par les Tribunaux, avec une bienveillance de nature à rendre moins lourde la charge de la preuve (1), l'organisation de la procédure est encore favorable aux victimes.

La déclaration d'accident peut être faite par la victime (art. 11), celle-ci peut aussi envoyer au Juge de Paix le certificat du médecin de son choix (art. 12).

Dès que l'accident semble devoir entraîner une incapacité partielle, le Juge de Paix doit se livrer à une enquête. Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de rapporter en détail son rôle. L'article 12 indique les objets des recherches du juge, certains sont intéressants pour la preuve, notons : la cause, la nature, et les circonstances de l'accident, la nature des lésions.

Le Juge peut commettre un médecin pour examiner

(1) Dans des jugements comme Dijon, 29 déc. 1931, D. H., 1932-62. Trib. civil. d'Alençon, 24 nov. 1931, D. H., 1932-64.

Paris, 9 nov. 1923. D. H., 1924.111.

La preuve de la relation de causalité ne résulte sûrement ni de l'enquête ni du rapport d'expert, ce qui n'empêche pas que la réparation du dommage non immédiat soit mise à la charge de l'employeur.

le blessé si le certificat médical lui semble insuffisant (article 13).

Il peut aussi commettre un expert technique pour l'assister (art. 13). Il apparaît que le Juge a un rôle particulièrement actif. Si la charge de la preuve est sur la victime, elle n'est pas comparable au fardeau habituel. Le Juge va à la rencontre du demandeur, non pas seulement de sa personne lorsque l'ouvrier est immobilisé, mais intellectuellement, de tous les soins qu'il doit prendre pour dégager la vérité. Nous ne voulons pas dire que cette enquête ne serve jamais les intérêts de l'employeur, mais comme il appartient à l'ouvrier de faire la preuve du rapport Accident-Dommage, c'est à ce dernier surtout que peut être utile le procès-verbal remis au Président du Tribunal Civil.

Bien entendu, la procédure est la même que le dommage se soit révélé immédiatement ou non après l'accident ; nous signalons les effets particuliers de l'enquête à propos du rapport Accident-Dommage, puisque celui-ci est privé des différentes présomptions acquises à l'autre rapport.

Signalons encore un effet de la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales.

Soit un ouvrier assujetti ou assuré facultatif victime, dans un accident du travail, d'un dommage médiate indirect par sa nature, ou dont il n'arriverait seulement pas à prouver la nature directe.

Plutôt que d'engager une instance dont il n'attend pas une issue favorable, il a tout avantage à s'adresser à la Caisse dont il relève et à déclarer une maladie ou une invalidité prématurée. La Caisse lui versera des prestations inférieures à celles dont la loi de 1898 l'aurait fait bénéficier, mais plus faciles à obtenir aussi.

Bien entendu, la caisse qui s'estimerait lésée parce que l'ouvrier n'aurait pas actionné le patron ou l'assureur à qui il aurait dû s'adresser, pourrait, en vue de rentrer dans ses débours, intenter un procès à l'ouvrier et faire établir en droit la réalité accidentelle du dommage ainsi indemnisé à tort. Sans doute l'employeur ou l'assureur aurait-il été appelé en garantie par l'ouvrier, ou cité par la Caisse, afin que le jugement ne soit pas *res inter alios acta* vis-à-vis de la Caisse et des personnes à qui incomberait en définitive la charge de la réparation.

CHAPITRE II

Le dommage direct

Le dommage retenu est seulement celui qui se trouve dans le rapport direct avec l'accident, prouvé par la victime. Il n'y a encore là rien d'autre que le droit commun, l'application de l'article 1151.

On comprend cette différence entre les deux situations de l'ouvrier, suivant qu'il est dans le domaine Travail-Accident ou Accident-Dommage.

Il sera plus difficile de faire admettre que le préjudice provient d'un accident, s'il ne s'est pas manifesté au moment même où un phénomène violent, soudain, extérieur, rendait au moins probable sa nature accidentelle. Entre l'accident et le dommage, le temps qui s'écoule est un facteur d'imprécision. Il faut un concours de circonstances rare pour obtenir la simultanéité d'un accident et d'un dommage étranger au traumatisme, il était tout naturel de poser la présomption en faveur de la victime. Mais dès lors qu'un intervalle sépare les deux termes, le doute grandit sur la nature de leur lien, est-il relâché ou n'existe-t-il plus ? A vrai dire, le lien

n'apparaît même pas ici tant qu'il n'a pas été prouvé conformément aux principes généraux.

M. Rouast, dans un article récemment paru (1) définit le dommage direct (2) comme « étant celui qui se rattache au fait dommageable par un lien tel qu'aucun autre événement postérieur n'ait pu être considéré comme cause, même partielle, de ce dommage ».

A partir du fait incriminé, on applique plus la théorie de l'équivalence des conditions. Elle vise les causes antérieures à ce fait. Si, après lui, un élément nouveau a pu s'introduire, et causer partiellement le dommage constaté, le lien de causalité n'existe plus. Et, M. Rouast de montrer la logique du système. Avant l'accident, les causes antérieures auraient pu ne jamais se révéler, donc l'accident est à compter au moins à leur rang, voir même à mettre en évidence. Après l'accident, si des faits étrangers se peuvent produire, il est à présumer de même qu'ils ont été l'occasion d'une évolution nouvelle. La dernière cause étant étrangère au domaine de la loi de 1898, sans elle, ce qui est ne devait pas être. Il en faut conclure au rejet de la responsabilité.

La victime dont le mal se révèle après l'accident doit prouver que le mal est l'effet de l'accident et qu'aucune cause postérieure ne l'a engendré ou suscité.

Donnons des exemples de dommages non immédiats :

a) *Au cours des soins*. — Nous avons dit déjà, comment la charge de la preuve incombait à l'ouvrier, si le patron refusait d'admettre le mal comme une simple ma-

(1) Reg. Gén. des Ass. Terr., Juillet-Octobre 1932, p. 690.

(2) Sur la notion de dommage direct : C. C., 18 oct. 1926. D. 1927.1.101 et la note A. Rouast.

Nous rappelons l'exposé de cette question page 118 et notre conclusion que le dommage direct est plus une tendance qu'une réalité très ferme.

nifestation évolutive du premier dommage. Nous avons vu aussi quelles réserves il fallait faire à propos de toutes les causes postérieures d'aggravation, et avec quelle prudence il importait de les reconnaître, de les séparer du traitement qui forme un tout avec le traumatisme.

Cela étant, il est des dommages que l'on peut à bon droit estimer non-immédiats, parce qu'ils ne sont pas des phases du premier dommage, ou au moins de ce premier dommage combiné avec le traitement qu'il comporte. Ces dommages incidents devront se rattacher directement à l'accident, sinon ils seront exclus de la réparation. C'est le cas d'une opération subie par un ouvrier en cours d'invalidité pour une autre raison que sa blessure, d'un dommage survenu à un ouvrier blessé, victime d'un nouvel accident en se rendant chez le médecin. Paris, 10 novembre 1930 (D. H., 1931.25), d'une congestion cérébrale déclarée deux jours après un accident qui ne pouvait l'entraîner. Civ., 27 avril 1903 (D. 1904.1.115).

Nous indiquerons encore : Civ., 21 février 1892 (S. 1892.1.391), déjà cité et critiqué à propos de la mort d'un ouvrier provoquée par une tuberculose contractée à l'hôpital où la victime était soignée pour une fracture.

On a considéré la tuberculose comme une cause postérieure, et le dommage de mort, dommage non-immédiat, par rapport à l'accident était aussi un dommage indirect par rapport à lui, d'où son exclusion de la garantie légale.

Enfin les fautes commises par la victime au cours du traitement, fautes qu'il importe d'apprécier avec indulgence, comme nous l'indiquons plus haut, peuvent créer une aggravation médiate et indirecte. Narbonne, 17 juillet 1900 (D. 1901.2.307).

b) *Après les soins.* — Le dommage qui survient après consolidation est encore plus difficile à rattacher à l'accident. Il faut toujours qu'il soit un effet direct de l'accident pour être pris en charge, c'est-à-dire qu'il ne puisse pas résulter de tout autre cause postérieure.

Une fracture de la jambe survenue au même endroit que la précédente accidentelle, n'est pas indemnisée tant que la relation de causalité étroite n'est pas prouvée par la victime. Req., 28 Janvier 1903 (D. 1904.1.517), et en même sens Trib. Civ. de Ceret. 29 juin 1922 (D. P. 1922.5.16).

Citons encore Civ., 18 mai 1925 (Gaz. Pal. 1925.2.327) à propos d'une lésion pulmonaire après un accident.

Civ., 12 janvier 1925 (Gaz. Pal. 1925.1.370). Un employé de chemin de fer, blessé et guéri, reprend son service, et décède subitement.

Grenoble, 31 janvier 1908 (D. 1909.2.158). Un employé de chemin de fer guéri d'une fracture est atteint d'ataxie-locomotrice, mais l'aggravation n'est pas retenue, l'expert ne pouvait affirmer le rapport unique de causalité entre le nouveau dommage et l'accident.

c) *Avant tout soin.* — Citons un exemple de dommage médiat direct :

Paris 9 nov. 1923 (D. H. 1924.111).

« Considérant que 24 jours après l'accident dont X avait été victime, l'appelant qui avait reçu sur la tête un bloc d'acier de 25 à 30 kilos, a été atteint de polio-myélite antérieure de la région lombosacrée plus communément connue sous la désignation de paralysie infantile, que bien qu'il y ait eu reprise du travail pendant 13 à 14 jours après le traumatisme, les experts sont

portés à croire que le traumatisme a favorisé l'éclosion de la toxi-infection qui se présente chez l'enfant dont la constitution offre le moins de résistance, que s'ils ne peuvent être autrement affirmatifs, les experts sont arrivés à cette conclusion, en raison non seulement du peu de temps qui s'est écoulé entre l'accident et la première manifestation de cette affection mais aussi en se fondant sur ce qu'il n'avait été révélé dans les antécédents d'X quoi que ce fut qui put donner à penser que l'accidenté avait une prédisposition quelconque à une maladie aussi rare chez un adulte. Que ces raisons sont déterminantes pour faire droit à l'appel, X ayant, dans la mesure du possible, fait la preuve qui lui incombait, et ne pouvant être débouté de sa demande sous le prétexte que dans l'état actuel de la science médicale, les experts n'ont pu arriver à une affirmation plus absolue ».

Cet arrêt présente le plus haut intérêt pour confirmer ce que nous avons avancé de la bienveillance avec laquelle la preuve était admise (1).

La nature directe du rapport accident-dommage est si difficile à rapporter (nous avons vu combien délicat était le départ des conséquences directes et indirectes), que sans une certaine disposition à reconnaître le caractère probant des renseignements fournis, il ne serait presque pas possible de jamais admettre la preuve faite.

La victime devrait en réalité prouver que rien d'autre que l'accident n'a pu seulement contribuer à provoquer son mal. C'est une preuve négative écrasante si elle n'est pas allégée par une tendance de la part du Juge à se laisser convaincre.

Dans l'arrêt de Paris, 9 novembre 1923, le rapport des experts n'affirme pas, « les experts sont portés à croire ».

(1) pages 138 et suiv.

C'est la Cour qui prend le soin d'expliquer pourquoi cette simple inclination, insuffisante pour exclure de la pensée des experts la possibilité d'une autre cause, lui suffit pour refuser cette dernière éventualité et proclamer établie la relation étroite, la relation directe nécessaire.

Il n'en est pas moins vrai que déplacer seulement la charge de la preuve, faire passer la relation de causalité du domaine Travail-Accident à celui Accident-Dommage, correspond à un véritable renversement des présomptions.

On peut dire que les dommages non-immédiats ne sont, pas seulement à prouver dans leur réalité, mais qu'une présomption défavorable joue à leur encontre.

Les exemples de dommages médiats admis comme directs sont rares, si les cas de dommages un peu incertains, considérés comme immédiats et alors garantis par une présomption favorable, sont nombreux.

La matière étant délicate, nous voulons nous y arrêter un instant, et poser le problème en général. Comment démontrer un rapport direct entre un dommage non-immédiat, que nous appellerons dommage second et l'accident ?

S'il y avait rapport direct entre le dommage second et le premier dommage constaté (cette somme des effets directs de l'accident et de ses effets indirects combinés aux faiblesses de la victime) il y aurait non un dommage second, mais un dommage immédiat en tant que suite totale et exclusive, simple phase du premier dommage. Si ce dommage second n'est pas immédiat, et il ne l'est pas par hypothèse, c'est qu'il n'a pas de rapport direct

avec le premier dommage et donc pas avec l'accident non plus.

Il y a une seule exception, une seule faille au raisonnement, par où le rapport direct peut quand même pénétrer.

Il faut supposer un dommage second qui ne dépende pas de l'accident par l'intermédiaire du dommage premier. Il dérivera d'un autre dommage premier, que nous appelons premier prime, inaperçu lors des premières constatations, et ce dommage second, ou plutôt second prime, pour attester sa filiation vis-à-vis de la lésion occulte, apparaîtra dans le cours de la première série, comme un terme étranger et ainsi non immédiat. Cependant, il sera permis de faire la preuve de son rapport direct avec l'accident en prouvant ce même rapport avec son origine enfin révélée. C'est tout à fait le cas de la rupture de l'apophyse (1). Il semble seulement dans cette hypothèse que le dommage second prime soit la seule apparition tardive du dommage premier prime. Il pourrait dans d'autres cas, aussi bien être son produit évolué. La poliomyélite de l'arrêt relaté est un exemple de cette dernière sorte. En effet, l'accident a créé un dommage premier ou immédiat, si ce n'est nul, du moins réduit à une très courte interruption de travail, la poliomyélite n'est que le produit évolué du dommage premier prime non aperçu, par ce qu'encore latent à l'état où il se trouvait alors.

Pour n'être pas trop abstrait, employons encore une image, l'accident crée dans le terrain offert par la victime un dommage immédiat qui est la source unique de tout dommage direct ultérieur. Mais cette source peut ne

(1) Paris, 26 oct. 1931. D. H., 1932.76, page 130.

pas jaillir de suite et cheminer souterraine avant de sourdre en un dommage tardif dont on ne saurait dire qu'il provient de l'accident si l'on n'a pas d'abord remonté son cours. La source peut encore jaillir de suite sous le choc accidentel mais en partie seulement, pour le reste s'écouler de suite aussi, souterraine, et reparaitre plus loin. C'est le cas des troubles amenant une incapacité temporaire immédiate, et plusieurs années après la constatation de la rupture d'une apophyse. C'est le même accident, le même choc, mais la deuxième manifestation n'est pas sur le cours des premiers effets apparus.

CONCLUSION

Au moment de conclure et de porter un jugement de valeur sur ce que nous venons de présenter, nous signalons que notre étude est incomplète dans l'ensemble de la législation du travail, puisque nous n'avons pas traité de la relation de causalité dans la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.

Au moins avons-nous fait surgir le lien de causalité entre le travail et l'accident, entre l'accident et le dommage dans la loi de 1898 ?

Pour ce qui est du rapport Accident-Dommage, il offre peu de traits particuliers, c'est un compartiment de la loi régi en somme par le droit commun, son intérêt est de se trouver à proximité du rapport Travail-Accident, nous pensons que ce caractère classique permettait un simple croquis.

Mais le premier rapport Travail-Accident a une physionomie étrange, bien à lui, avec ses présomptions multiples, nous souhaitons que cette esquisse en donne une image ressemblante. Les lignes essentielles nous sont ainsi apparues :

L'accident en tant que phénomène violent, soudain, extérieur est présumé s'être réalisé quand un dommage survient dans la subordination de l'employeur.

Le dommage est présumé résulter de l'accident quand il apparaît en même temps que lui.

L'accident est présumé à « l'occasion du travail »

quand il se produit dans la subordination de l'employeur.

Nous espérons être arrivés à montrer le point duquel il nous semble opportun de se placer pour regarder s'il y a relation de cause à effet « occasion ». Nous nous sommes élevés contre une vue trop facile, trop courte des choses qui se contente de retenir leur aspect sans se donner la peine de pénétrer dans leur intimité. Un critérium formel, simple, extérieur : le temps, le lieu, peut avoir tenté ceux que rebute l'analyse profonde d'un acte, les partisans du droit objectif, où le mobile, la cause sont ignorés.

Les actes abstraits peuvent être nécessaires à l'organisation de rapports rapides dont la sécurité est un élément primordial dans la pensée du législateur. Pour le bien de la société il est des situations de droit qui doivent être inexpugnables, quelque reprehensible ait été leur accession.

Toutes les fois qu'il est possible, sans nuire à l'ordre public, non de se fier seulement aux dehors d'un acte, mais de rechercher son essence, sa genèse, il est conforme à notre sens moral de préférer cette recherche d'une vérité, dans la mesure où la vérité est accessible, au satisfecit hâtif délivré à une apparence, au renoncement à la faculté de discerner entre bien et mal.

Abandonner la notion de bonne foi, l'examen en conscience antérieur même à la civilisation chrétienne, c'est proprement subir une *capitis diminutio maxima*.

Nous n'avons donc pas craint de faire appel à la « conscience professionnelle » pour juger parfois du rapport entre un dommage et le travail.

Nous fera-t-on le reproche de mêler morale et droit ?

Nous répondrons : Ce n'est pas nous qui posons un principe moral *a priori*, nous pensons l'avoir dégagé de cette étude, c'est lui qui, pour nous, semble rendre le mieux intelligible une jurisprudence très diverse en ses multiples cas d'espèce, la ramenant vers une unité, vers une idée directrice. Mais pour nous défendre sans nous retrancher derrière l'autorité des arrêts, ne pouvons-nous dire sur le fond :

En droit positif contractuel ou délictuel les fautes sont appréciées d'après la prudence, la sagesse, cet ensemble de qualités moyennes ou spéciales à l'individu, en dessous desquelles se place le manquement à une obligation de faire ou de ne pas faire qui n'est pas toujours écrite dans la loi.

Il n'est pas possible de définir la faute civile vraiment nuancée, évoluée, sans faire appel à une bonne foi que l'on pourra ensuite affirmer conforme à des données sociologiques si l'on veut séparer le droit de la morale. Mais avant de mettre telle ou telle exigence au compte du droit positif, purement rationnel sinon objectif, de fixer le niveau de la responsabilité à tel ou tel étiage, à tel degré des qualités, c'est en conscience, étant donné la culture, la civilisation présente, que le problème se sera posé et que le désir sera né de fixer la ligne de démarcation du domaine de l'indifférence et du champ de la responsabilité, à une hauteur plutôt qu'à une autre.

A notre sens, le droit positif actuel se détache bien de la morale, non pas qu'il lui soit étranger, mais parce qu'il s'exprime seulement en une disposition qui ne révèle pas sa cause.

Mais on peut, nous pensons même, on doit rechercher son origine quand la disposition du texte laisserait dans le doute sur la solution d'un cas particulier. S'il faut ce

quelque chose de plus, cette tendance pour se décider dans un sens plutôt que dans un autre, comment refuserait-on de se reporter à l'idée, au sentiment dont la loi s'inspire ? Ce n'est que faire en plus élevé le travail d'exégèse courant, au lieu d'induire du texte seul son esprit et d'appliquer la formule ainsi dégagée aux cas d'espèces, c'est rechercher l'esprit même qui présida au texte naissant et en tirer des applications.

Le devoir en conscience professionnelle, loi morale du travail, transposé dans une forme juridique, nous explique les modalités du principe de subordination affirmé en droit positif selon l'œuvre de la jurisprudence.

Ce devoir professionnel complète le sens de la subordination, permet de comprendre pourquoi elle n'est pas transgressée toutes les fois que l'ouvrier n'accomplit pas le geste que le patron aurait ordonné avant et après l'accident, pourquoi elle doit aussi ne pas jouer avec une rigueur qui excluerait des faiblesses trop humaines du bénéfice de la loi.

Des manquements à la subordination mathématique ne contreviennent pourtant pas aux obligations de faire ou de ne pas faire professionnelles, étant donné la hauteur où se situe, par rapport aux qualités professionnelles, la ligne de la responsabilité.

La règle positive de subordination ainsi comprise servira de critérium dans les situations où le travail se pénètre d'une volonté particulière de la victime. Si on met en doute l'accident parce que le travail aurait été dénaturé par les mobiles, les causes déterminantes de l'acte auquel le caractère professionnel serait ainsi retiré, c'est la subordination qui sera la pierre de touche.

Même règle si la manière de se comporter de la victime aggrave son état après l'accident (1).

Mais l'influence de l'ouvrier n'est pas seule à pénétrer le travail, celle du fait du travail, de la force majeure, du cas fortuit, du compagnon ouvrier, du patron, de son préposé, d'un tiers, entrent dans les conditions du travail, soit seules, soit se composant entre elles, soit encore composées avec l'initiative de l'ouvrier lui-même (2).

Dans ce dernier cas pour juger de l'effet personnel de la victime il importe de se fier à la subordination, mais comment fondre les autres forces avec le travail ou les en séparer, reconnaître leurs conséquences comme « l'occasion du travail » ou refuser cette occasion ?

Nous ne rappelons pas les règles de mesure que nous avons formulées au cours de notre étude, l'idée directrice, dans un domaine où la personne de la victime n'intervient plus et où la morale ne saurait appuyer le mode de discrimination, est de nous demander quand l'événement dont la cause n'est pas toute dans le travail, apparaîtra tellement spécial au travail qu'il se confondra avec lui.

Le problème de la relation de cause à effet Travail-Accident apparaît dans sa complexité, nous résumerons très brièvement nos conclusions en disant :

(1) Nous rappelons la jurisprudence très fine, son analyse du contenu des obligations professionnelles de l'ouvrier, de ce qu'il a le droit de faire et de ne pas faire au cours des soins.

L'opération qui peut être opposée par le patron en cas d'aggravation ne saurait être exigée pour réduire le taux d'invalidité (page 131).

(2) A propos du fait du travail composé avec l'initiative de l'ouvrier, nous rappelons que nous avons critiqué une jurisprudence qui donne le pas à l'élément « fait du travail » sur l'appréciation du fait volontaire.

Le critérium positif, pour évaluer le caractère interne ou externe par rapport au travail d'un événement conditionné par la victime, est la subordination. Il peut être nécessaire pour faciliter l'application du principe, lui donner toute sa portée, de faire appel à la notion de conscience professionnelle.

Le caractère interne ou externe par rapport au travail d'un événement conditionné par le fait du travail, le cas fortuit, la force majeure, un autre ouvrier, le patron, un préposé, ou plusieurs de ces termes composés, s'apprécie en fonction de la spécialisation de ces causes seules ou de leur résultante, vis-à-vis du travail. Il n'y a plus spécialité quand le travail disparaît dans la généralité du phénomène.

Enfin nous pourrions nous demander, connaissant en quelque sorte la direction de la causalité, le sens dans lequel il convient de l'entendre, quelle doit être sa valeur pour que le rapport nécessaire, « l'occasion », soit admis.

A cette question nous ne croyons pas qu'il soit possible de faire une réponse précise, la causalité est une grandeur non susceptible de mesure, il n'y a pas d'unité de causalité, elle est seulement plus ou moins intense. De même que nul ne dira le degré de certitude requis des présomptions pour qu'elles fassent la preuve, emportent la conviction du Juge, nul ne pourra retenir dans une définition, les éléments nécessaires et suffisants tels que la causalité soit assez forte pour faire apparaître l'occasion.

BIBLIOGRAPHIE

SACHET. *Traité théorique et pratique de la législation sur les Accidents du Travail*, 7^e édit., T. 1. .

CABOUAT. *Traité des Accidents du Travail*.

PIC. *Traité élémentaire de législation industrielle*.

LOUBAT. *Traité du risque professionnel*, 5^e édit.

CAPITANT et CUCHE. *Précis de législation industrielle*.

CAPITANT. Note sous Nancy, 1^{er} juillet 1922, D. 1922.2.121.

RIPERT. *La règle morale dans les obligations civiles*.

PLANIOL, RIPERT, ESMEIN. *Traité pratique de droit civil*, T. 6.

DEMOGUE. *Traité des obligations*, T. 4.

ROUAST. Notes sous Cass. Ch. réunies, 8 juin 1928, D. 1929.1.57 ; Civ., 12 juillet 1926 et 3 janvier 1927, D. 1928.1.137 ; Req., 22 février 1932, D. 1932.1.25 ; C. C., 18 octobre 1926, D. 1927.1.101.

— *Le caractère alimentaire des indemnités d'accidents du travail*, (Les Annales de l'Université de Paris, mars-avril 1930).

— *L'heure et le lieu du travail et la notion du risque professionnel*, (Revue Générale des Assurances Terrestres, mai-juin 1931).

— *Le lien de causalité entre l'accident du travail et le dommage*, (Revue Générale des Assurances Terrestres, juillet-octobre 1932).

CUCHE. *Du rapport de dépendance, élément constitutif du contrat de travail*, (Rev. crit. de Lég. et de Jur. 1913).

— *La nature juridique des indemnités d'accidents de travail*, (Rev. Crit. de Lég. et de Jur. mars-avril 1930).

— *La définition du salarié et le critérium de la dépendance économique*, (article D. H. 1932.101).

PIAGET. *L'heure et le lieu du travail. Etude de jurisprudence relative aux accidents du travail*, Librairie Dalloz.

BOUYER. Thèse Paris 1902.

MORIN. Thèse Paris 1903.

GUÉX. Thèse Lausanne 1904, *La relation de cause à effet dans les obligations extra-contractuelles et contractuelles*.

LANTIERI. Thèse Paris 1912.

MARTEAU. Thèse Aix 1914, *La notion de causalité dans la responsabilité civile*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 7
--------------------	------------

PREMIERE PARTIE

Relation Travail-Accident

Généralités sur la relation	17
-----------------------------------	----

TITRE I. — La Relation Travail-Accident dans les travaux préparatoires

CHAPITRE I. — Le fait et l'occasion du Travail	19
--	----

CHAPITRE II. — Comment s'apprécie déjà le lien de causalité	24
---	----

TITRE II. — La Relation en jurisprudence et doctrine

CHAPITRE I. — Le fait du travail	28
--	----

CHAPITRE II. — L'occasion du travail	32
--	----

SECTION 1. — Le cas fortuit et la force majeure	32
--	----

SECTION 2. — Le fait d'un autre ouvrier, d'un préposé ou du patron.....	42
---	----

SECTION 3. — Le fait d'un tiers	49
---------------------------------------	----

SECTION 4. — Le fait de la victime	51
--	----

1° L'intention de provoquer l'accident	51
--	----

2° La faute inexcusable	52
-------------------------------	----

3° La faute, manquement aux règles du travail ..	55
--	----

CHAPITRE III. — L'heure et le lieu du travail, question de fond	63
---	----

SECTION 1. — L'évolution jurisprudentielle	63
--	----

SECTION 2. — Les théories	68
---------------------------------	----

§ I. La Doctrine de M. Rouast	68
-------------------------------------	----

§ II. La Doctrine de M. Cuhe	73
§ III. Qu'est-ce que le risque professionnel et la subordination	75
§ IV. Certaines applications pratiques de l'idée de risque professionnel ne peuvent-elles se justifier aussi bien par la subordination	84
§ V. La profession dont le risque est garanti pourrait-elle s'élargir jusqu'à la dépendance économique	85
§ VI. Notre point de vue	88
CHAPITRE IV. — La preuve de la relation travail-accident.	99
SECTION 1. — La preuve du lien de causalité	99
SECTION 2. — La preuve de l'accident	109
SECTION 3. — La preuve du Dommage	114
§ I. La charge de la preuve	114
§ II. L'étendue du dommage	117
§ III. Quelle preuve doit faire l'employeur pour s'exonérer de la présomption de l'arrêt des Chambres réunies de 1921 ?	132

DEUXIEME PARTIE

La Relation Accident-Dommage

CHAPITRE I. — La Charge de la preuve	138
CHAPITRE II. — Le Dommage direct	140
CONCLUSION	149

VU : *Le Président de la thèse,*
ROUAST.

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLÉMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

Issoudun. — Imprimerie Rapide du Centre. (Téléph. 32)

